INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 362 - JUIN 2024

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 362

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Offre en baisse mais poids en hausse
    - En avril, bond des exports français de viande bovine
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Cours soutenus par les marchés export
- Femelles
  - Europe
    - Le prix de la vache O en UE a dépassé son niveau de 2023
- Maigre
  - Nette hausse des cours
- Veaux de boucherie
  - Baisse saisonnière des cours
- Veaux laitiers
  - Forte hausse des cours

Lait de vache
- Collecte laitière
  - La production mondiale toujours limitée malgré les divergences
  - La collecte de lait en France poursuit une croissance modérée sur un an
  - L'Allemagne maintient une dynamique positive de collecte
- Marché des produits laitiers
  - Mise en œuvre de l'accord UE/Nouvelle-Zélande
  - La production mondiale toujours limitée malgré les divergences

Viande ovine
- France
  - Le commerce reste peu dynamique et les cours baissent
- UE et monde
  - L'Espagne concentre ses exports de vifs vers le Maroc

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Bonne dynamique des fabrications de produits au lait de chèvre
- Prix du lait de chèvre
  - Stabilité du prix du lait en France, forte baisse aux Pays-Bas et en Espagne

Marchés mondiaux des produits laitiers et de la viande bovine

Manque d’offre persistant

Dernière révision le 24 juin 2024

Les marchés de la viande bovine et du maigre restent globalement marqués par le manque d’offre due à une décapitalisation persistante.

Côté viande, la consommation semble revenir dans un contexte de ralentissement de l’inflation, couverte de plus en plus par les imports du fait des faibles disponibilités. Conjuguée au dynamisme de l’export de viande vers les pays tiers méditerranéens, cette situation entraînent une stabilité ou une hausse des cours des gros bovins finis dans toute l’Europe.

Les cours des bovins maigres connaissent la même dynamique haussière du fait de la réduction des effectifs disponibles . Seule exception, les cours des veaux de boucherie ont entamé leur baisse saisonnière à l’approche de l’été.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Offre en baisse mais poids en hausse

Dernière révision le 24 juin 2024

Les abattages de gros bovins sont toujours en baisse, résultat de la décapitalisation. Mais les poids de carcasse sont plus élevés qu’il y a un an grâce à un prix de l’aliment en retrait. Les cotations des vaches sont bien orientées, celles des JB ont cessé leur baisse saisonnière.

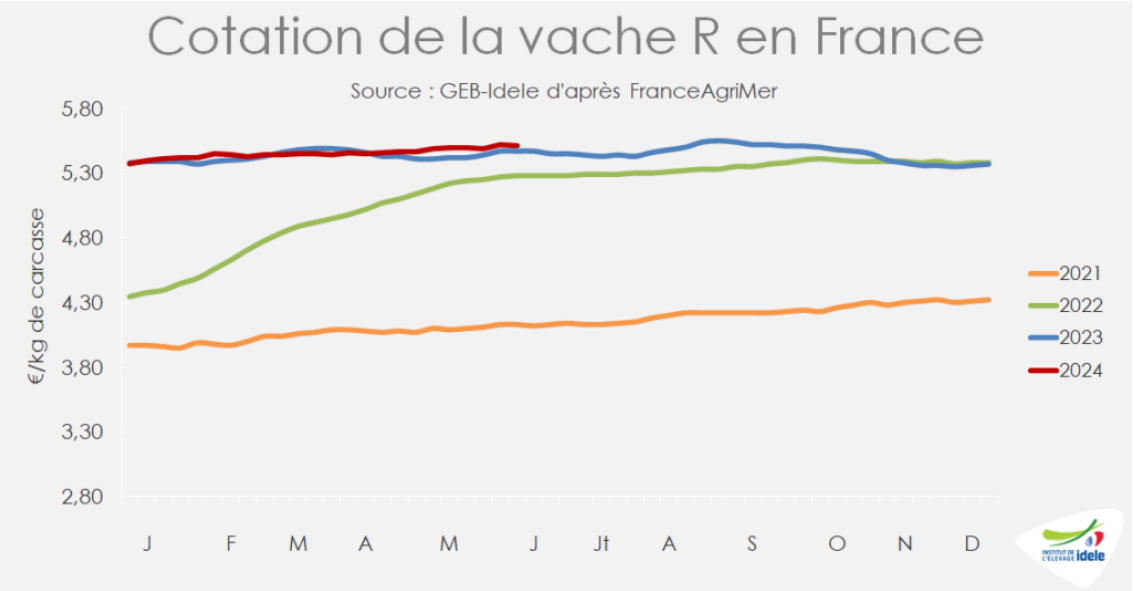
Abattages en retrait mais avec des poids carcasse en hausse

Sur les semaines 21 à 24, **les effectifs de gros bovins abattus étaient en baisse de -2% /2023** dans les abattoirs de plus de 1 500 tonnes/an, d’après l’indicateur hebdomadaire de Normabev. Les abattages de vaches étaient toujours ralentis (-6% en type viande et +4% en type lait par rapport à un niveau 2023 très bas), de même que ceux de génisses de type viande (-2%). Les abattages de JB viande étaient eux aussi inférieurs de -2% à ceux de 2023 et ceux de JB de type lait affichaient un recul encore plus fort (-10%). Seuls les abattages de bœufs enregistraient une hausse significative (+5% /2023).

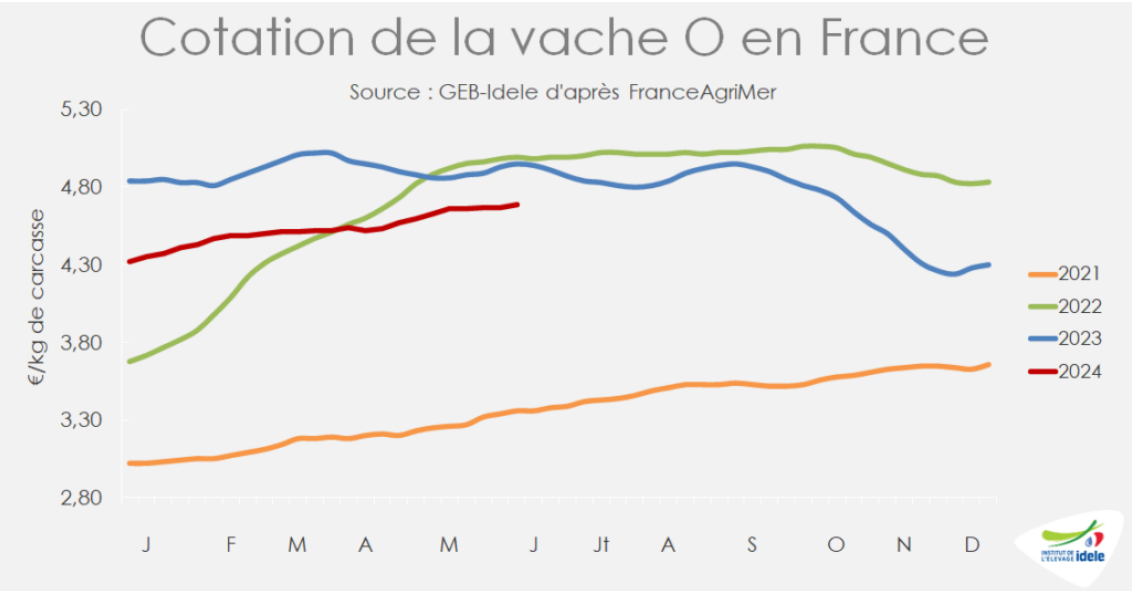
Toutefois, **le poids moyen des carcasses était en hausse (+0,8% /2023)**, en lien sans doute avec une meilleure finition permise par la baisse du prix de l’aliment. Les poids des JB viande étaient supérieurs à l’an dernier de +0,9%, ceux des JB laitiers de +1,6%. Les poids des réformes étaient également en hausse : +0,2% pour les vaches de type viande et +1,7% pour les vaches laitières.

Les cotations des vaches restent soutenues par le manque d’offre

Le recul de l’offre à abattre permet de soutenir les cours des vaches. Les cotations des **vaches U et R** restent relativement stables, à des niveaux supérieurs à ceux de l’an dernier : **5,96 €/kg** de carcasse pour la vache U en semaine 24 (+2% /2023) et **5,51 €/kg** pour la vache R (+1%).

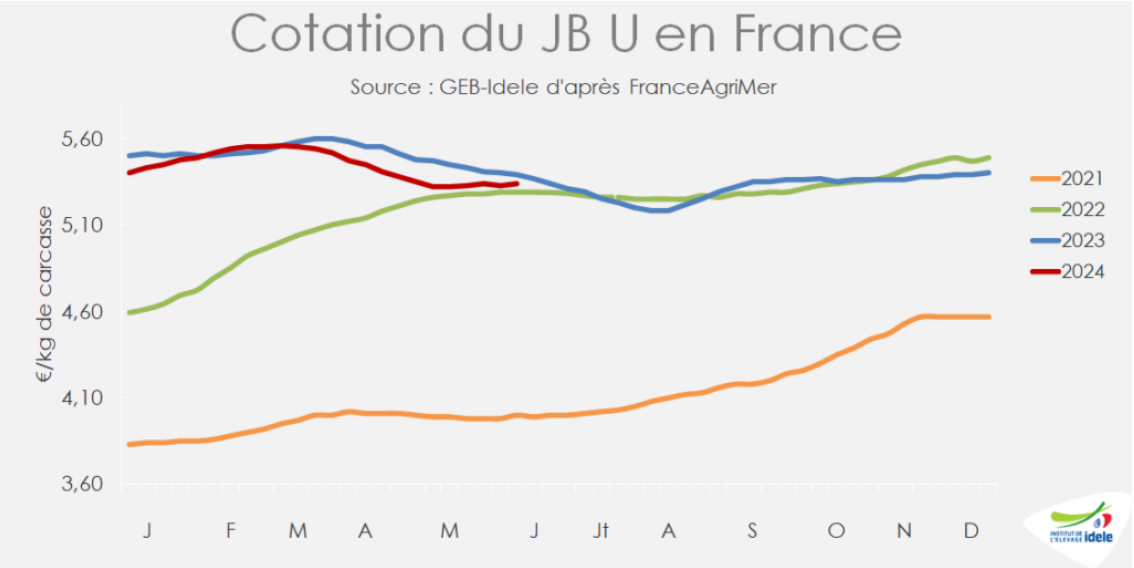


Les cotations des vaches laitières poursuivent leur hausse printanière liée à la faiblesse saisonnière de l'offre. Elles restent inférieures à leur niveau des années passées mais s'en rapprochent. Celle de la **vache O** a gagné 6 centimes en 5 semaines, à **4,69 €/kg** en semaine 24 (-5% /2023) et celle de la **vache P** 10 centimes, à **4,40 €/kg** (-7% /2023).



Les cours des jeunes bovins ont stoppé leur baisse saisonnière

Après avoir amorcé une baisse saisonnière prononcée, les cotations de jeunes bovins se sont stabilisées depuis la mi-mai grâce à une offre globalement réduite sur le marché européen.

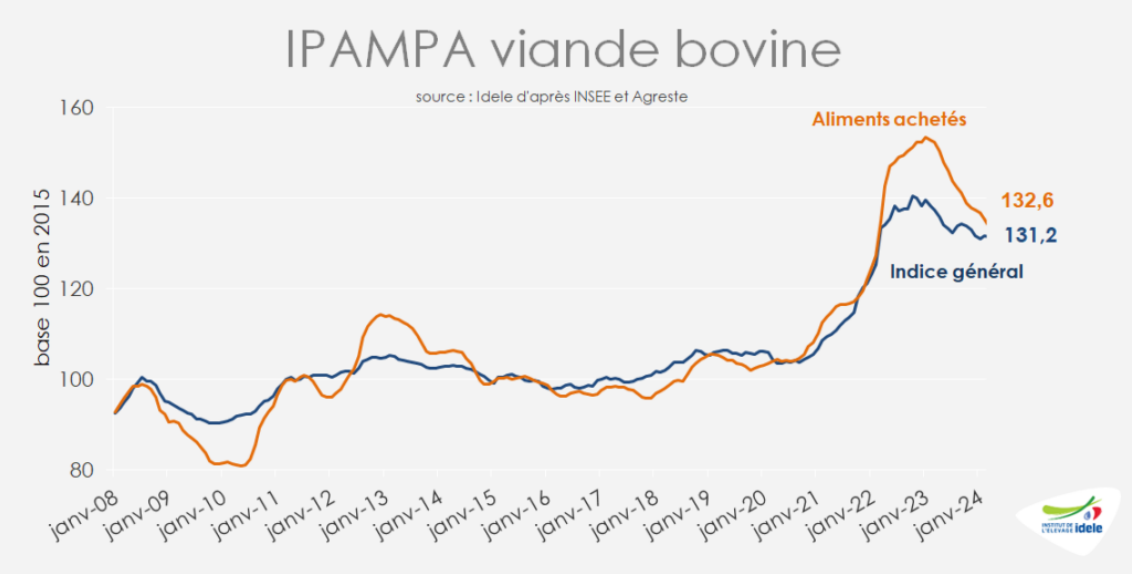


Les cotations des **JB U et R** ont regagné 2 centimes en 4 semaines pour remonter à **5,34 €/kg de carcasse** en semaine 24 pour le JB U (-1% /2023) et **5,20 €/kg** pour le JB R (-1% /2023). La cotation du **JB O** a regagné 1 centime mais reste significativement inférieure à son niveau de 2023 (-5% à **4,77 €/kg**).

L'IPAMPA stable sur un mois, le prix de l'aliment acheté en baisse

En avril, l'**IPAMPA viande bovine** (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) est resté stable par rapport à mars. Il était en baisse par rapport aux deux années précédentes (-3% / 2023 et -2% /2022), mais restait bien plus élevé qu'avant le déclenchement de la guerre en Ukraine (+19% / avril 2021). **L'indice des aliments achetés poursuivait sa décrue** (-1% /mars, -12% /avril 2023 et -7% /avril 2022), ce qui peut expliquer la meilleure finition des gros bovins.

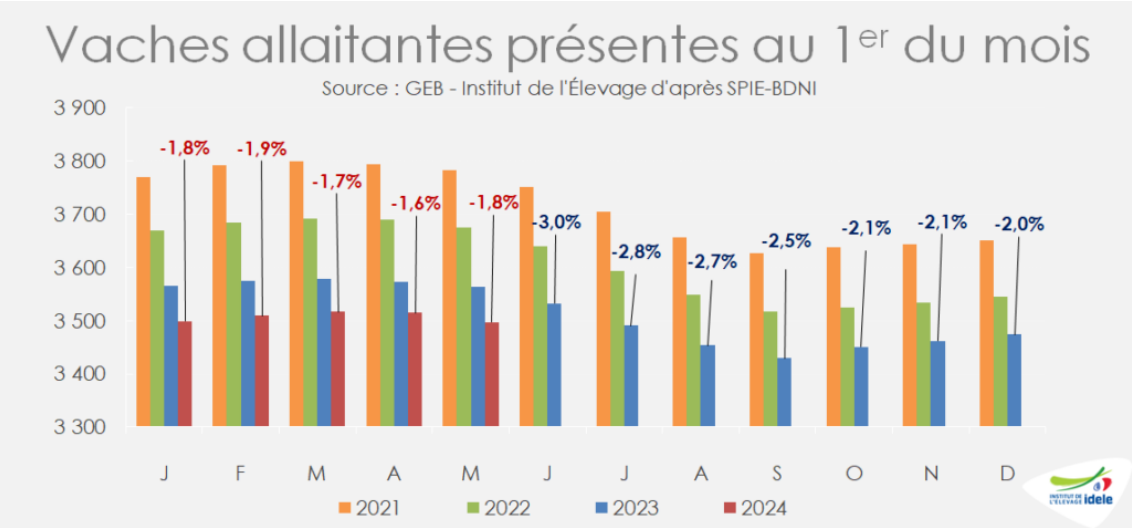
A noter que l'IPAMPA ne couvre toutefois pas l'ensemble des charges des exploitations : d'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2023.



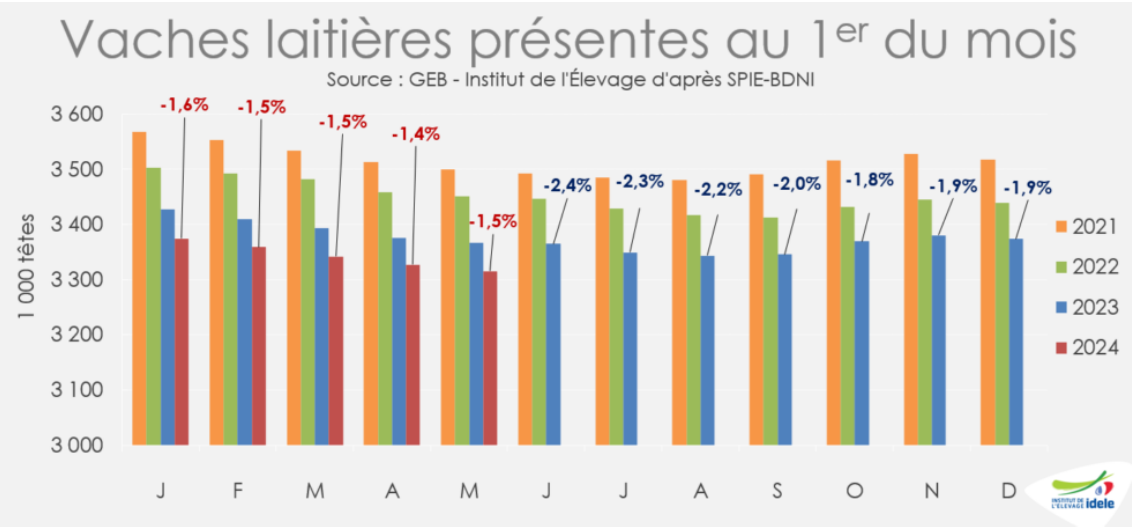
La décapitalisation se poursuit : -1 million de vaches en 8 ans

Entre le 1er mai 2016 et le 1er mai 2024, la France a perdu 606 000 vaches allaitantes et 395 000 vaches laitières, soit une perte de plus d'un million de vaches en 8 ans.

Au 1er mai 2024, **le nombre de vaches allaitantes** présentes en France était en baisse de **-1,8% /2023**, contre -3,0% au 1er mai 2023/2022. La décapitalisation a donc fortement ralenti en un an mais le rythme de baisse reste non négligeable.



Il en est de même pour le cheptel laitier. **Le nombre de vaches laitières** était en recul de **-1,5% /2023** au 1er mai, contre -2,5% un an plus tôt.



Viandes bovines » Gros bovins » France »

En avril, bond des exports français de viande bovine

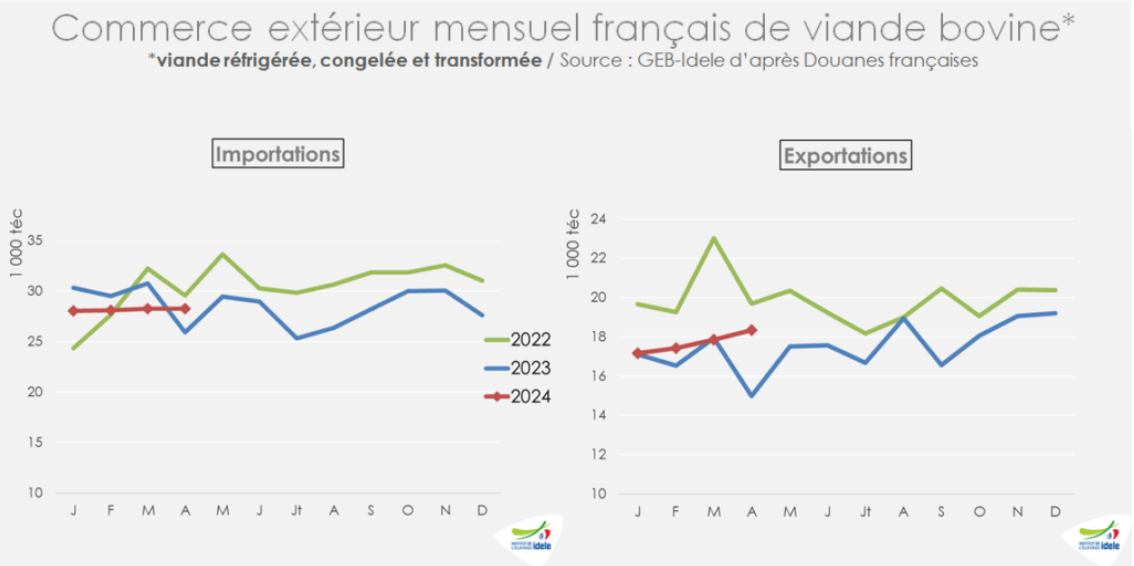
Dernière révision le 24 juin 2024

Les exportations françaises de viande bovine ont progressé en avril, de +22% comparé au faible niveau de l'an passé. Toutes les destinations ont progressé, notamment les Pays-Bas et les clients historiques de la France, mais aussi les pays-tiers, notamment la Turquie et l'Algérie. La consommation par bilan a résisté en avril (-2% /2023).

En avril, rebond des exports de viande bovine

En avril 2024 selon les Douanes françaises, **les importations totales de viande bovine** (réfrigérées, congelées et transformées) **ont augmenté de +9% /2023,** à 28 300 téc (cependant encore -14% /2022). Cette évolution à la hausse, comparé à 2023, est à tempérer par le nombre de jours ouvrés en avril : 2 jours de plus en 2024 qu'en 2023, soit +10% de jours ouvrés.

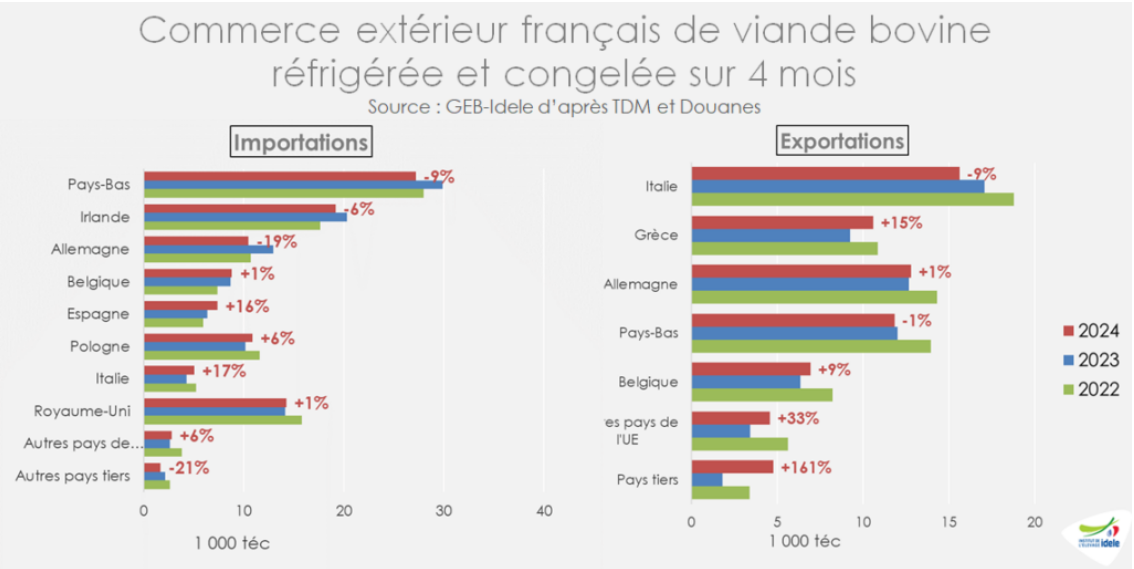
Les exportations françaises totales de viande bovine en avril **ont, elles, bondi de +22%** par rapport au faible niveau d'avril 2023, en progression vers toutes les destinations. Elles ont atteint 18 400 téc (+3 400 téc) sans toutefois arriver aux niveaux de 2022 (-7% /2022).



Sur les 4 premiers mois de l'année, les importations de viande bovine réfrigérée et congelée ont reculé de -4% /2023, à 107 700 téc.

Elles ont diminué depuis les principaux fournisseurs de la France : les Pays-Bas (-9% /2023 à 27 000 téc), l'Irlande (-6% à 19 000 téc) et l'Allemagne (-19% à 10 500 téc). Elles sont stables depuis le Royaume-Uni (+1% à 14 000 téc) mais progressent depuis les destinations à tarif plus compétitif, tels la Pologne (+6% à 11 000 téc) et l'Espagne (+16% à 7 500 téc).

Les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée sur le 1er quadrimestre ont reculé vers l'**Italie** (-9% /2023 à 15 500 téc) mais étaient stables vers l'**Allemagne** (+1% à 13 000 téc) et les Pays-Bas (-1% à 12 000 téc). Elles étaient en hausse en revanche vers la **Grèce** (+15% à 10 500 téc et seulement -3% /2022) par rapport à un bas niveau 2023, les Grecs étant alors frappés par un pic d'inflation alimentaire. Nos exportations ont aussi progressé vers la Belgique (+9% à 7 000 téc), les autres pays de l'UE (+33% /2023 à 4 500 téc, soit +1 100 téc) et enfin vers les pays tiers (x2,6 /2023 à 4 800 téc, dont 1 400 téc grâce à des contrats avec la **Turquie** et 1 200 téc vers l'**Algérie**).

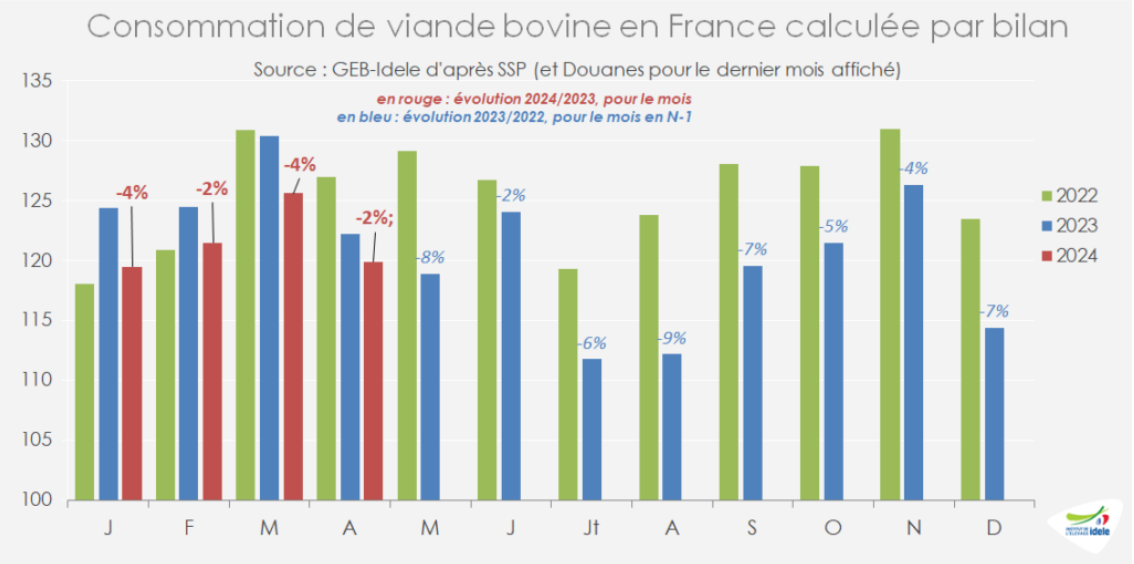


Attention toutefois, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

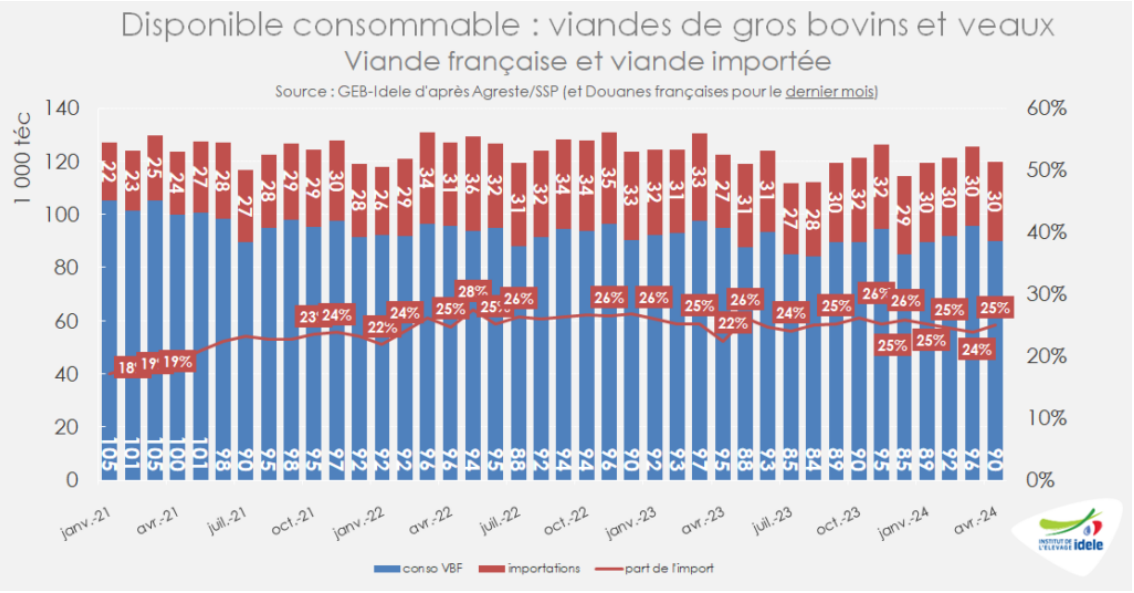
La consommation calculée par bilan a résisté en avril

Le disponible consommable en avril 2024 était en retrait plus modéré qu'en mars. D'après Agreste pour les abattages, et les Douanes pour le commerce extérieur, le disponible s'est établi à 120 000 téc en avril (-2% /2023). En effet, les abattages de gros bovins avaient progressé de +11% en téc, avec cependant 10% de jours ouvrés en plus,

les importations de viande bovine de +9% /2023 et les exportations de +22%.



Du fait de la baisse de la consommation, alors même que les volumes importés ont augmenté, **la part d'import dans le disponible consommable en France** a progressé pour atteindre 25% en avril contre 22% un an auparavant.

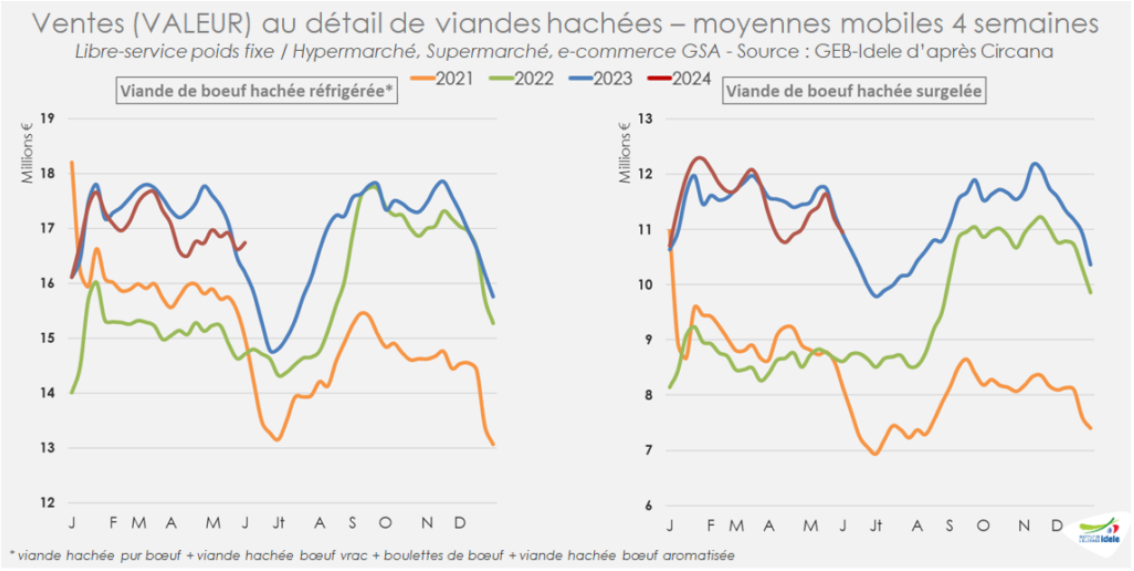


Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée.

Depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par l'organisation des opérateurs. En effet, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas pris en compte ici.

Progression des ventes en valeur de haché réfrigéré

D'après Circana, sur les 4 dernières semaines connues (semaines 19 à 22), les ventes en valeur de bœuf haché réfrigéré ont progressé comparé à 2023 (+3%). Celles de haché congelé sont restées équivalentes en valeur à leur niveau de l'an passé.



L'inflation s'est stabilisée autour de +2,3% en mai

En mai, **l'inflation** en France est restée proche des niveaux des mois précédents d'après l'INSEE, avec un IPCH (harmonisé) à +2,3% sur un an (contre +2,2% en avril, et +2,3% en mars). L**'inflation alimentaire** reste contenue comparé à 2023 (+1,3% contre +1,2% un mois plus tôt). La hausse du prix de l'énergie a toutefois accéléré (+5,7% contre +3,8% un mois plus tôt).

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

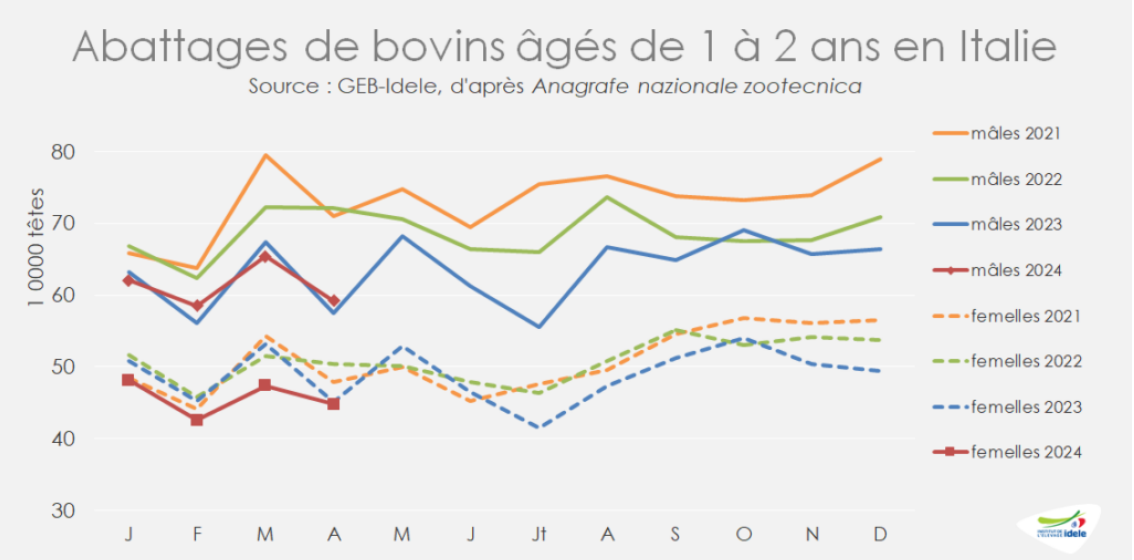
Cours soutenus par les marchés export

Dernière révision le 24 juin 2024

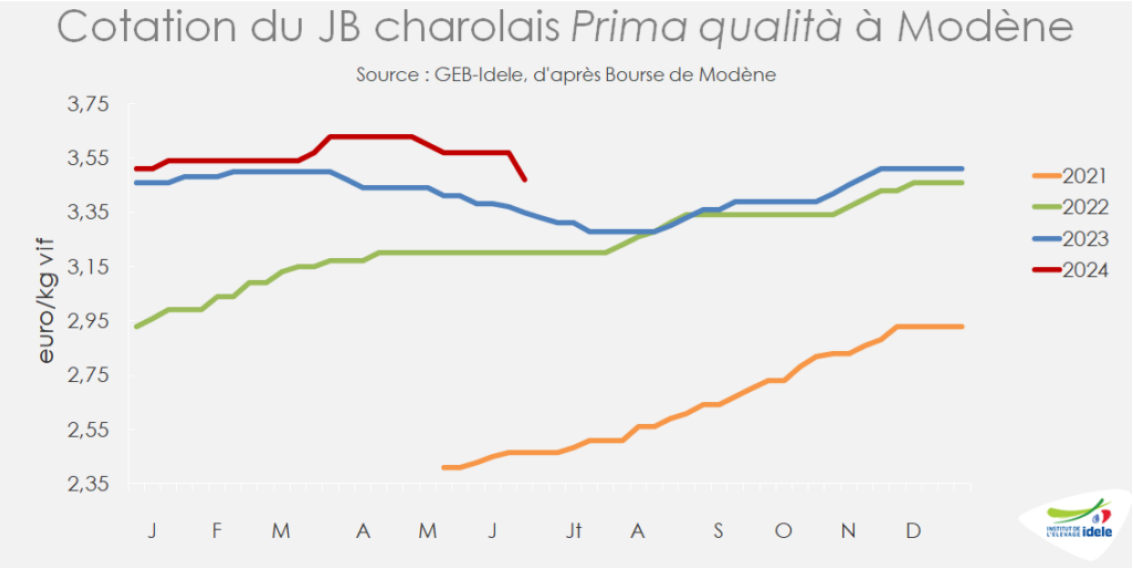
Les cours des jeunes bovins se sont globalement maintenus en Europe, malgré un fléchissement mi-juin à Modène. Les marchés des pays tiers étaient dynamiques, soutenant la demande alors que l'offre restait limitée.

Italie : fléchissement des cours

Les abattages de jeunes bovins en Italie restaient modestes dans la lignée des années précédentes, faute d'offre en animaux finis dans un contexte de baisse des disponibilités en broutards français. Ainsi, **en avril**, **59 000 jeunes bovins mâles** ont été abattus, en légère hausse de +3% /2023 mais en nette baisse de -18% /2022 (-13 000 têtes). En **cumul sur quatre mois**, 245 000 JB mâles sont sortis des abattoirs italiens (= /2023). Les **abattages de femelles** étaient en baisse à 183 000 têtes sur quatre mois (-6% /2023 ou -11 000 têtes).



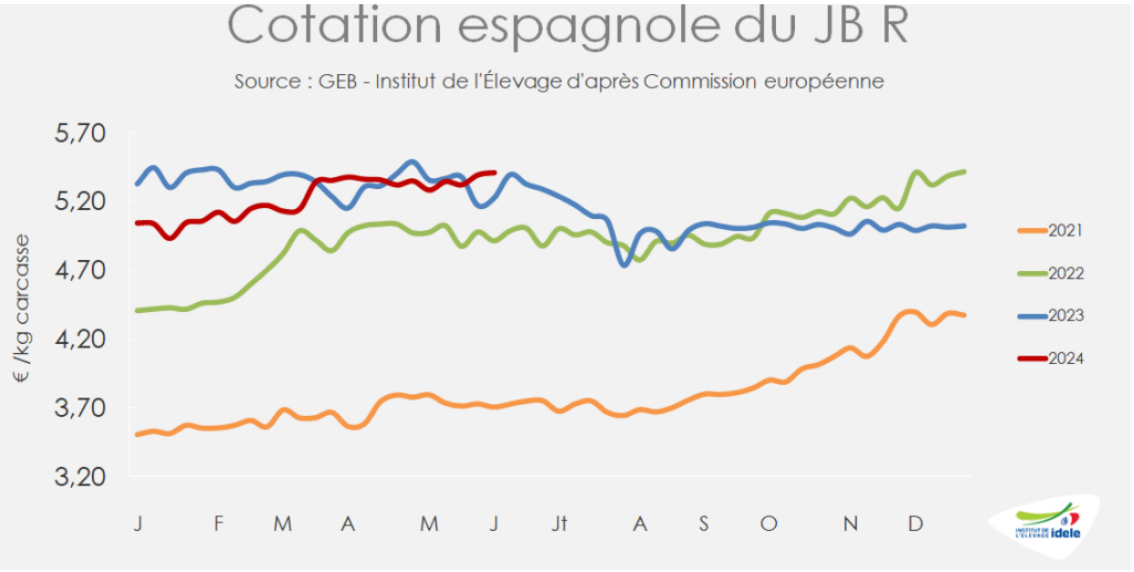
Conséquence de la faiblesse de l'offre, les cours des jeunes bovins italiens étaient restés soutenus début 2024 à Modène. Ils ont fléchi début juin : le **mâle charolais *Prima qualità*** cotait ainsi 3,47 €/kg vif en semaine 24, en recul cependant de -10 cts sur quatre semaines mais toujours supérieur de +8% /2023. Le **Limousin *Extra*** reculait également de 4 cts en quatre semaines, à 3,78 €/kg vif (+3% /2023).



La **génisse charolaise** suivait la même tendance, perdant 5 cts en quatre semaines pour s'établir à 3,49 €/kg vif (+2% /2023). Seule la **Limousine**, qui correspond à un marché de niche, restait stable à 3,75 €/kg vif (+2% /2023).

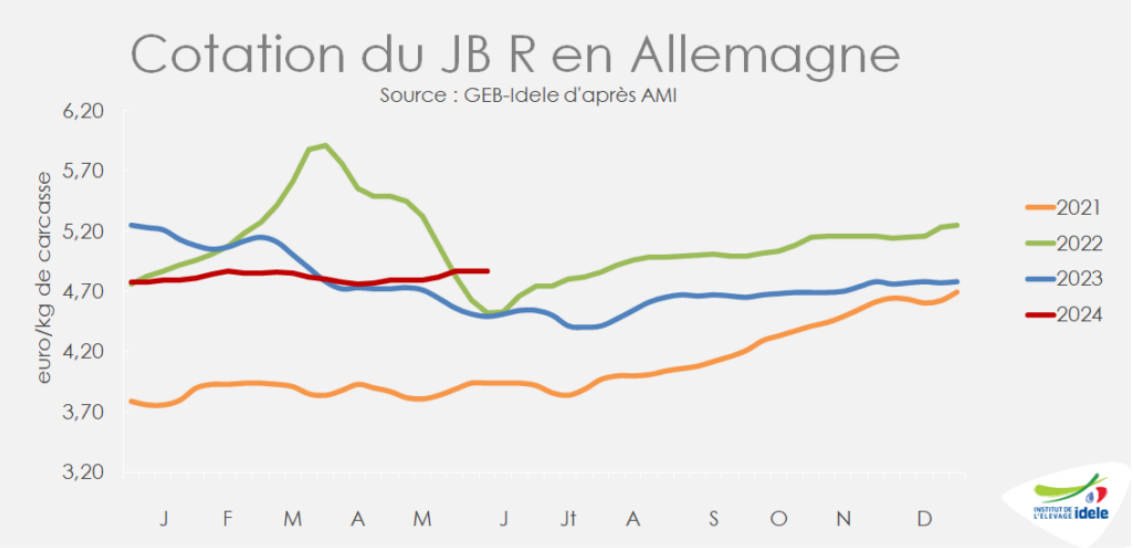
Espagne : cours soutenus

Malgré la fin du ramadan, l'Algérie et le Maroc sont restés acheteurs de viande bovine espagnole. Les envois vers les pays de l'UE ont également été dynamiques au premier quadrimestre, notamment vers la France, la Grèce et l'Italie, permettant de soutenir les cours. Ainsi, en semaine 23, le **JB espagnol R** cotait 5,41 €/kg éc, en hausse de +2% sur quatre semaines et supérieur de 4% à son cours de 2023. Le **JB U** atteignait 5,52 €/kg éc (+3% /2023) et le **JB O**, 5,16 €/kg éc (+2% /2023). Conséquence de cette bonne tenue des prix, les engraisseurs espagnols restaient aux achats de veaux laitiers français.



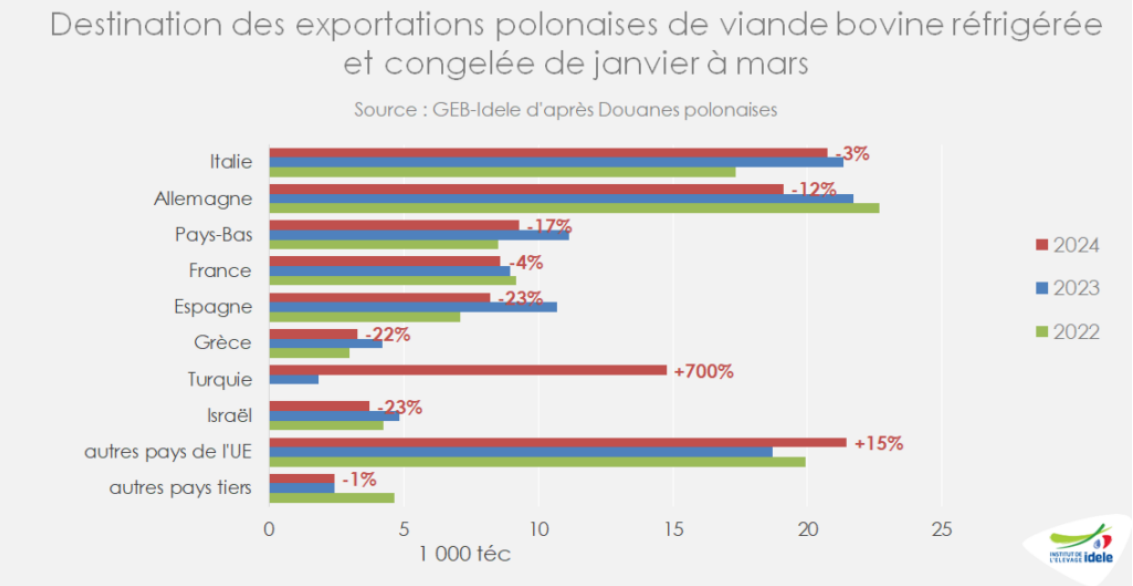
Allemagne : stabilité des cours

En Allemagne, l'offre et la demande en jeunes bovins sont globalement équilibrées, même si certains abatteurs tentent de mettre la pression sur les prix. Les **abattages de JB** étaient en légère hausse (+2% /2023 à 69 000 têtes sur les semaines 20 à 23), sans pour autant que cela ne pèse sur les prix. Ainsi, en semaine 23, la cotation du **JB R** était en hausse de +2% sur un mois, à 4,87 €/kg éc (+8% /2023). Le **JB U** s'établissait à 4,95 €/kg éc (+9% /2023) et le **JB O** à 4,61 €/kg éc (+8% /2023).

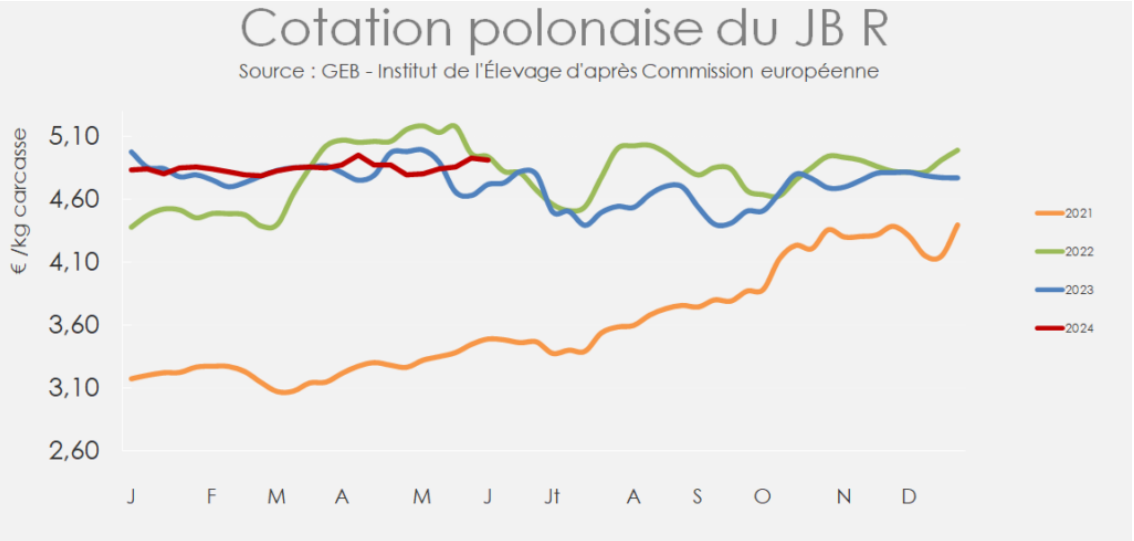


Pologne : les exports vers la Turquie soutiennent les cours

La Pologne, fournisseur européen historique du marché turc, a répondu présente pour la réouverture des importations de viande bovine par ce pays. Ainsi, en cumul sur les trois premiers mois de 2024, 15 000 téc ont été exportées de Pologne vers la Turquie d'après les **Douanes polonaises**, contre seulement 200 téc en 2023. Même si toutes les autres destinations pâtissent de cet appétit du marché turc, les **exports de viande bovine** réfrigérée et congelée de la Pologne ont augmenté de +4% /2023 au 1er trimestre, soutenant les cours des jeunes bovins dans le pays.



La cotation des jeunes bovins polonais est ainsi restée ferme début juin. La cotation du **JB O** s'établissait à 4,75 €/kg éc (+4% /2023), et celle du **JB R** à 4,91 €/kg éc (+4% /2023, +2% en quatre semaines).



Viandes bovines » Femelles » Europe »

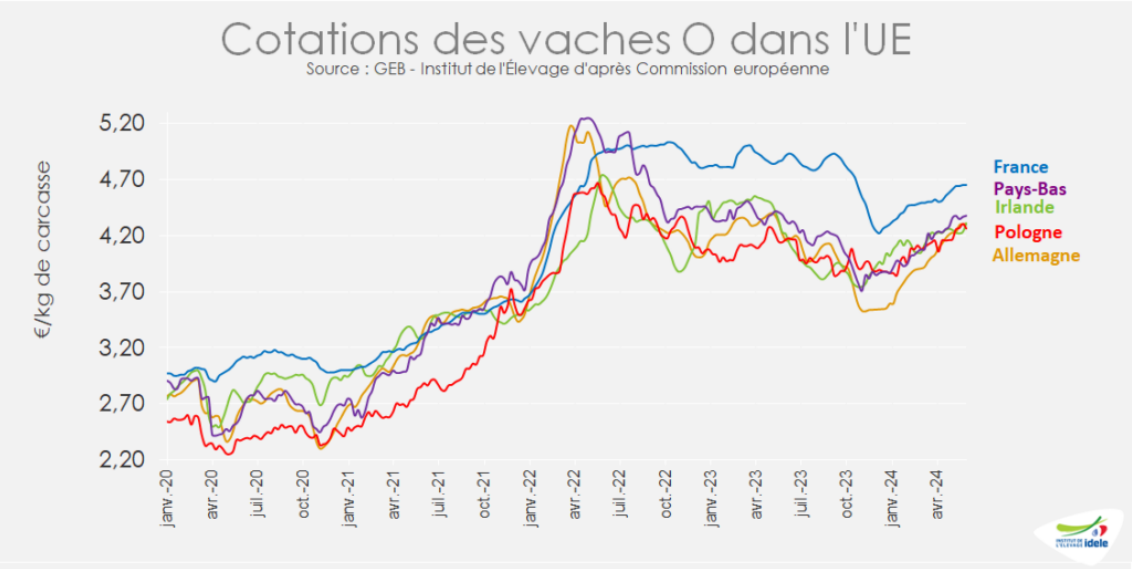
Le prix de la vache O en UE a dépassé son niveau de 2023

Dernière révision le 24 juin 2024

Les cotations des réformes poursuivent leur hausse saisonnière et ont, pour la plupart, dépassé le niveau de mi-2023, alors affecté par l'inflation qui pesait sur les achats des ménages. La faiblesse globale de l'offre en UE soutient toujours les prix.

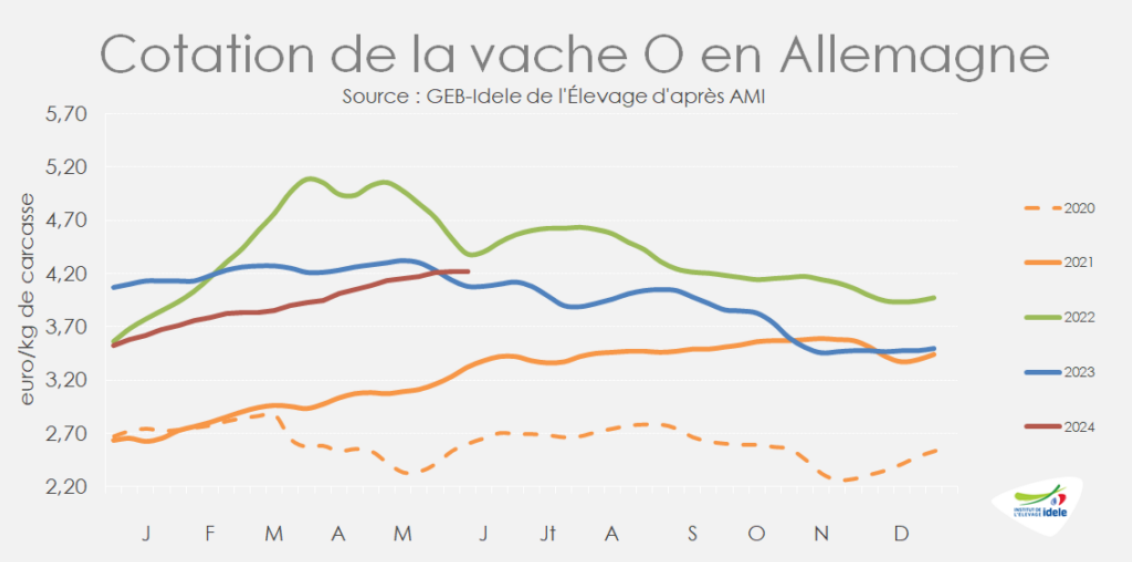
Les cours des vaches en Europe progressent

Les cours des vaches O poursuivent leur hausse saisonnière dans l'ensemble des États membres de l'UE. Dans de nombreux pays – hors la France – le cours de la vache O a même dépassé son niveau de mi-2023, alors freiné par l'inflation. Aujourd'hui, la faiblesse des volumes de réformes, demandées pour la transformation, soutient les cours.

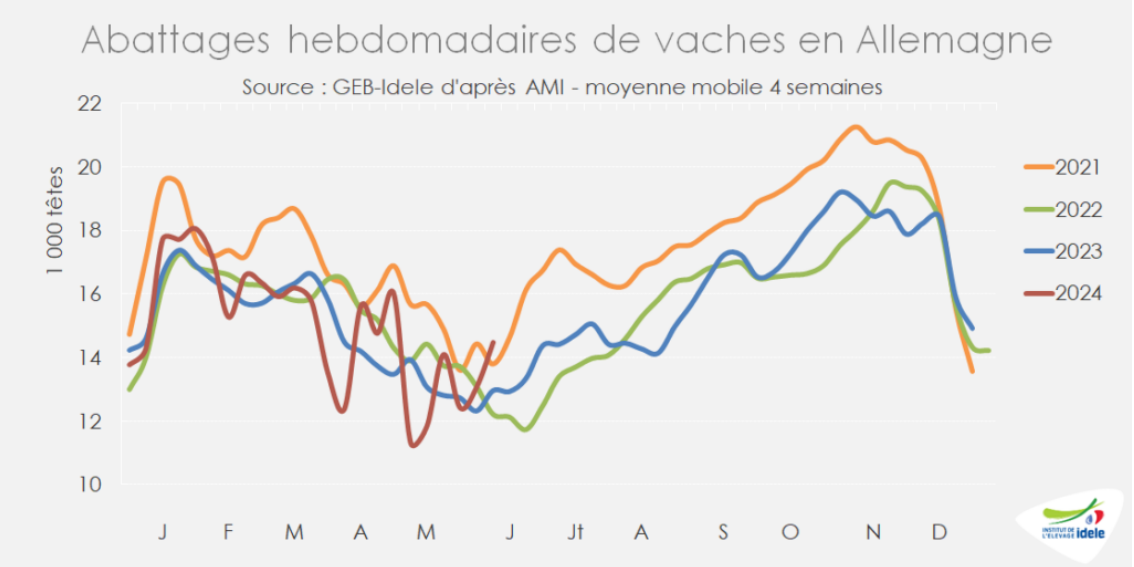


ALLEMAGNE : le cours de la vache O a dépassé celui de 2023

En Allemagne, les cours des vaches de réforme poursuivaient une lente progression en mai et ont dépassé en fin de mois leur niveau de 2023. Ainsi, en semaine 23, la cotation de la vache O s'établissait à 4,22 €/kg de carcasse (**+3% /2023** et -4% /2022). Les experts allemands évoquent un manque global de bovins d'abattage depuis le début de l'année, ce qui explique la poursuite de la hausse des cours.

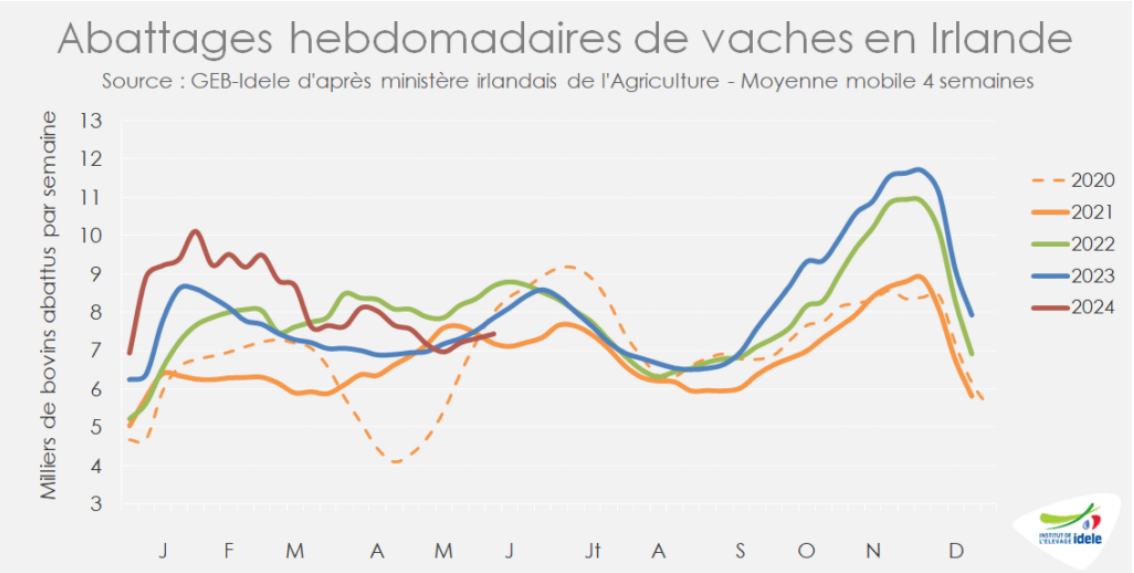


Les abattages de vaches ont augmenté de +4% /2023 sur les 5 dernières semaines (semaine 19 de l'Ascension à semaine 23 début juin) mais restaient un peu en deçà de 2022 (-1%), d'après l'indicateur hebdomadaire d'AMI.

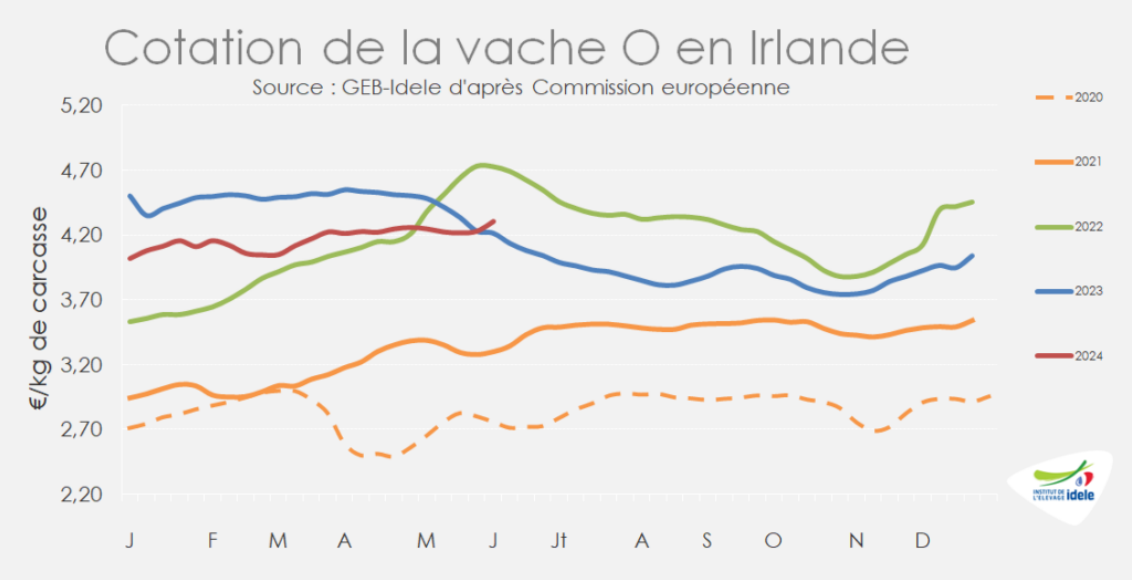


IRLANDE : l'afflux de réformes est fini, les exports sont dynamiques

En Irlande, les abattages de vaches ont été très élevés en début d'année, du fait d'un hiver trop pluvieux et très long, ayant compliqué le pâturage. Fin avril, les abattages sont revenus à un niveau habituel. D'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais, **les abattages de vaches sur les 5 dernières semaines (19 à 23) étaient même inférieurs aux deux années précédentes** (-3% /2023 et -13% /2022) suites à l'afflux hivernal.



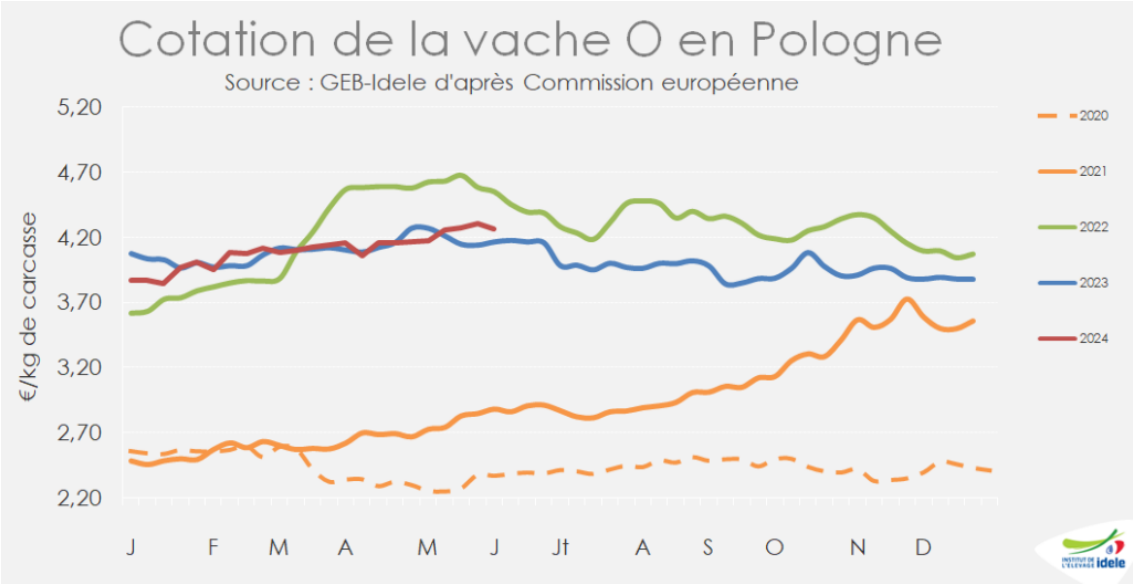
Après une accalmie sur le prix en mai, liée à des abattages un peu plus importants au Royaume-Uni, l**a cotation de la vache O a réaugmenté en semaine 23 de 7 centimes en une semaine, dépassant sa valeur d'il y a un an,** à 4,31 €/kg de carcasse (+2% /2023 mais -9% /2022). La raréfaction printanière de l'offre soutient les prix, les vaches laitières irlandaises étant à présent sorties au pré et la production laitière soutenue par la pousse de l'herbe.



Selon les Douanes irlandaises, sur les quatre premiers mois de l'année, **le pays a exporté 184 000 téc de viande bovine réfrigérée, congelée et transformée, soit +6% /2023,** du fait des abattages qui avaient été plus importants que l'an passé durant l'hiver.

POLOGNE : le cours continue de progresser doucement

En Pologne, le cours de la vache O de réforme n'a progressé que d'un centime au cours du mois écoulé, mais a dépassé – comme en Irlande et en Allemagne – sa valeur de 2023. La vache O cotait 4,27 €/kg de carcasse en semaine 23 (**+2% /2023** et -6% /2022) et la vache P a suivi une tendance similaire, à 3,67 €/kg (+1% /2023 et -10% /2022).



Viandes bovines » Maigre »

Nette hausse des cours

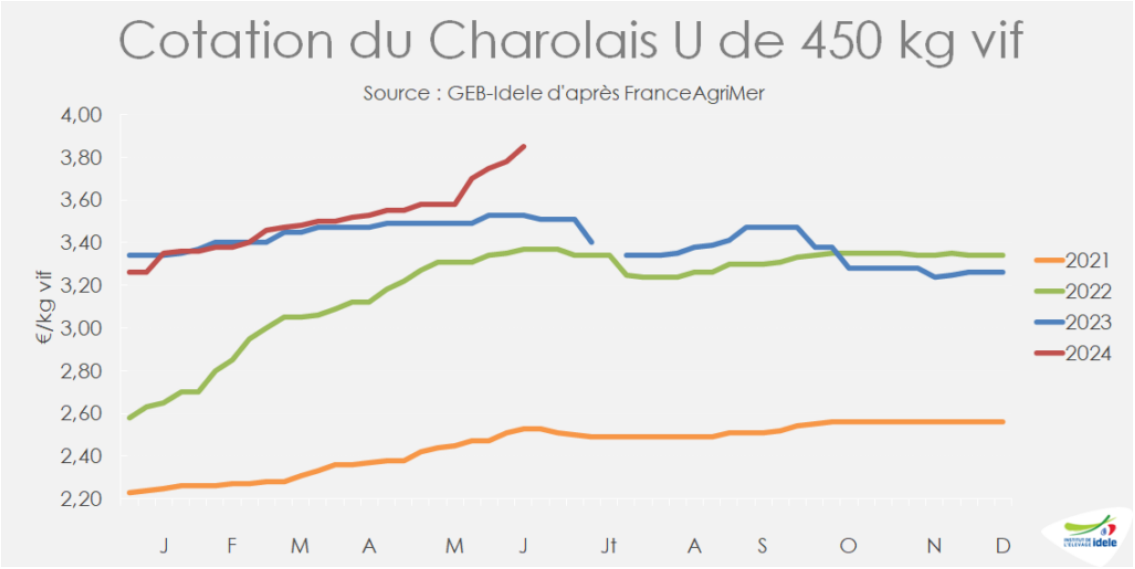
Dernière révision le 24 juin 2024

Les prix des broutards, notamment charolais, ont connu une nette hausse au mois de mai, faute d'offre dans un contexte de décapitalisation. La météo capricieuse a pu par ailleurs retarder les sorties des animaux d'automne et réduire d'autant plus l'offre disponible. Côté demande, les envois vers l'Italie se sont bien maintenus, mettant d'autant plus la pression sur les cours.

Forte hausse de prix pour les Charolais

La fin du printemps est comme d'ordinaire une période d'offre réduite en broutards, correspondant au creux estival de naissances. La décapitalisation en cours depuis plusieurs années accentue ce creux d'offre. En parallèle, la faiblesse de l'offre en viande en Europe soutient les demandes italienne et espagnole en broutards. La demande française est bien présente malgré des incertitudes sur les récoltes de fourrages à venir, les semis notamment de maïs ayant été compliqués par le printemps très pluvieux dans certaines régions d'engraissement.

Ainsi, en semaine 24, le **broutard charolais U de 450 kg** vif cotait 3,85 €/kg vif, en hausse de +27 cts sur quatre semaines et supérieur de +9% /2023, soit +32 cts. Le **Charolais U de 350 kg** était également en hausse de 12 cts sur quatre semaines à 3,90 €/kg vif (+28 cts ou +8% /2023). L'arrivée des animaux nés à l'automne sur les marchés devrait augmenter un peu l'offre dans les prochaines semaines.

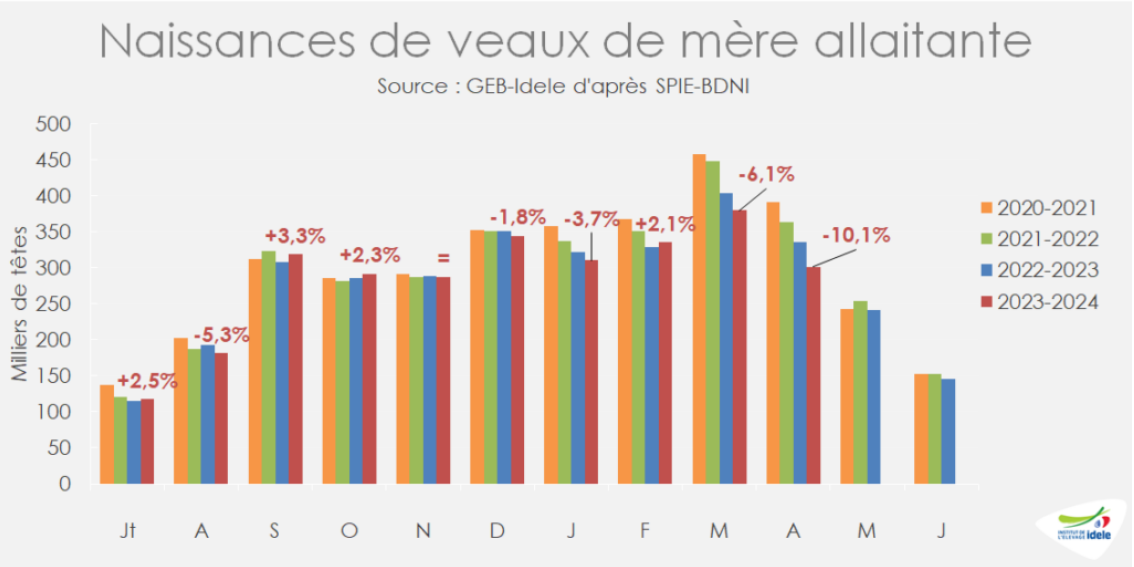


Les broutards limousins connaissent une hausse plus régulière depuis le début de l'année. Ainsi, en semaine 24, le **Limousin E de 350 kg** cotait 3,95 €/kg vif, un niveau supérieur de +5 cts /2023. L'**écart entre le Limousin et le Charolais de 350 kg** s'est ainsi resserré à 5 cts, son niveau le plus bas depuis la hausse des cotations début 2022. Le mâle **croisé R de 300 kg** était également en hausse de +5 cts en quatre semaines, à 3,50 €/kg vif, soit +30 cts /2023 (ou +9%).

Côté femelle, les cotations étaient relativement stables depuis le début de l'année. En semaine 24, la **Limousine E de 270 kg** cotait 3,60 €/kg vif, en hausse de +20 cts sur un an (ou +6%). La cotation de la **Charolaise U de 400 kg** s'établissait à 3,25 €/kg, en hausse également de +15 cts /2023 (ou +5%).

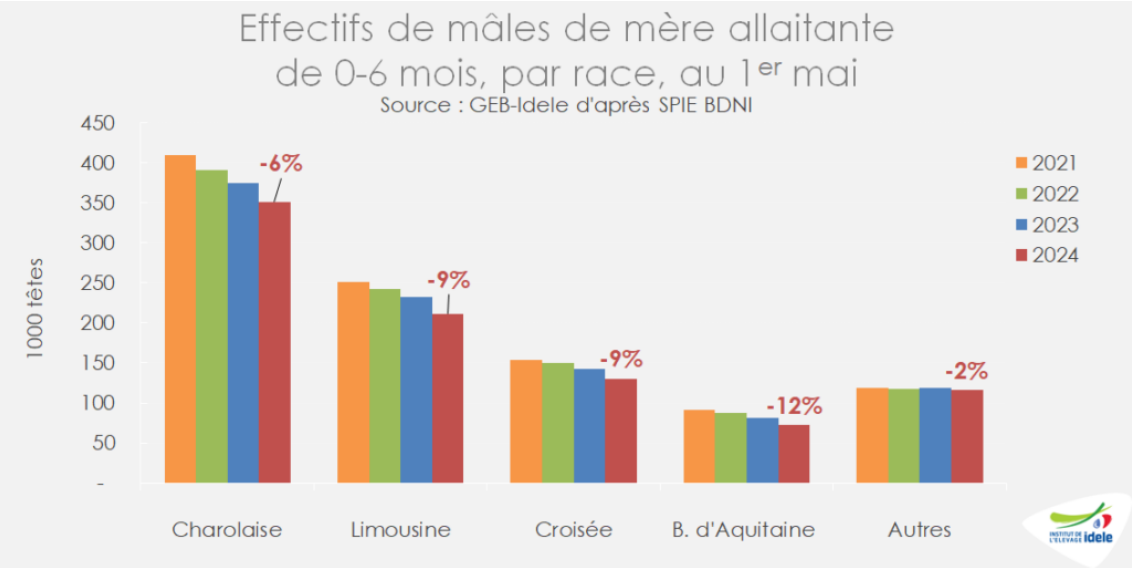
Recul des vêlages de printemps

Comme depuis quelques années, les vêlages de printemps étaient en net repli. Ainsi, **en avril**, **301 000 veaux sont nés de mère allaitante**, en baisse de -34 000 têtes /2023, ou -10%. Les naissances dynamiques de l'automne permettent de limiter la baisse des naissances à -2% /2022-23 en cumul sur la campagne, soit -61 000 têtes, avec 2 870 000 veaux nés de mère allaitante.



AU 1er mai 2024, **3,497 millions de vaches allaitantes** étaient présentes dans les élevages, en recul de -1,8% /2023 ou -66 000 têtes. Les **effectifs de génisses allaitantes** en ferme étaient renforcés de 28 000 têtes, soit +1,7% /2023, à 1,620 millions de têtes, poursuivant la tendance amorcée mi-2023. Les mois à venir diront si ces effectifs renforcés sont destinés à la reproduction ou à la boucherie.

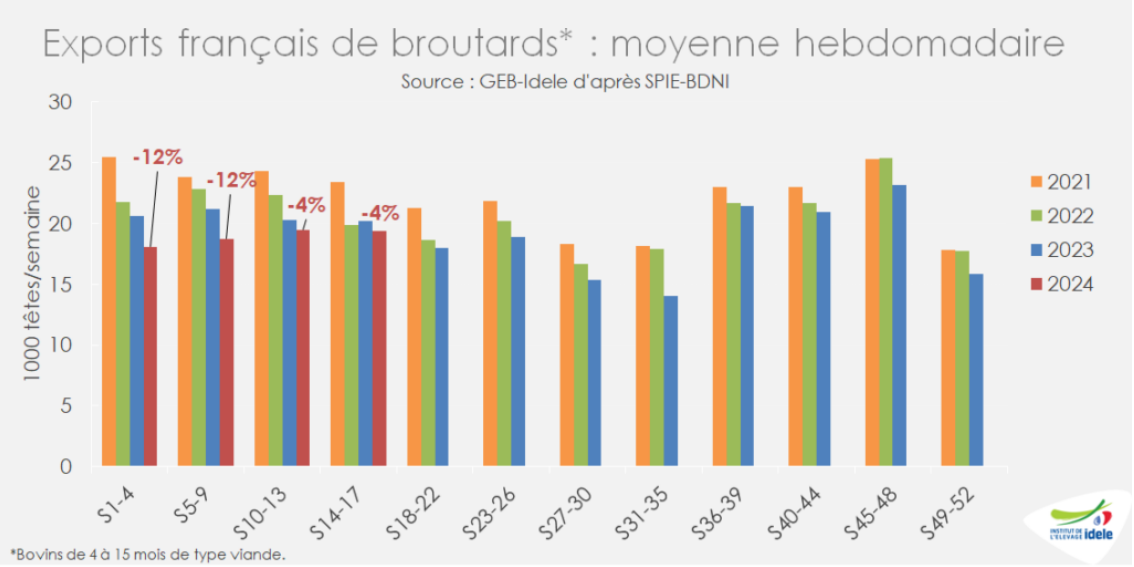
Conséquence de la baisse des vêlages de printemps, les **effectifs de mâles allaitants de moins de six mois** (nés entre le 1er novembre 2023 et le 30 avril 2024) reculent fortement, à 881 000 têtes (-7% /2023). À l'inverse, les **effectifs de broutards plus âgés** étaient renforcés à la fois par les naissances dynamiques de septembre et octobre et par la réorientation partielle des animaux vers l'engraissement en France, avec 487 000 mâles présents en ferme (+1% /2023).



Baisse des envois en début d'année

Les exportations de broutards étaient en baisse début 2024, faute de disponibilité du fait de la décapitalisation toujours prégnante. Ainsi, en **cumul sur 20 semaines**, 402 000 broutards ont été exportés **d'après SPIE-BDNI**, en baisse de -6% /2023 ou -26 000 têtes.

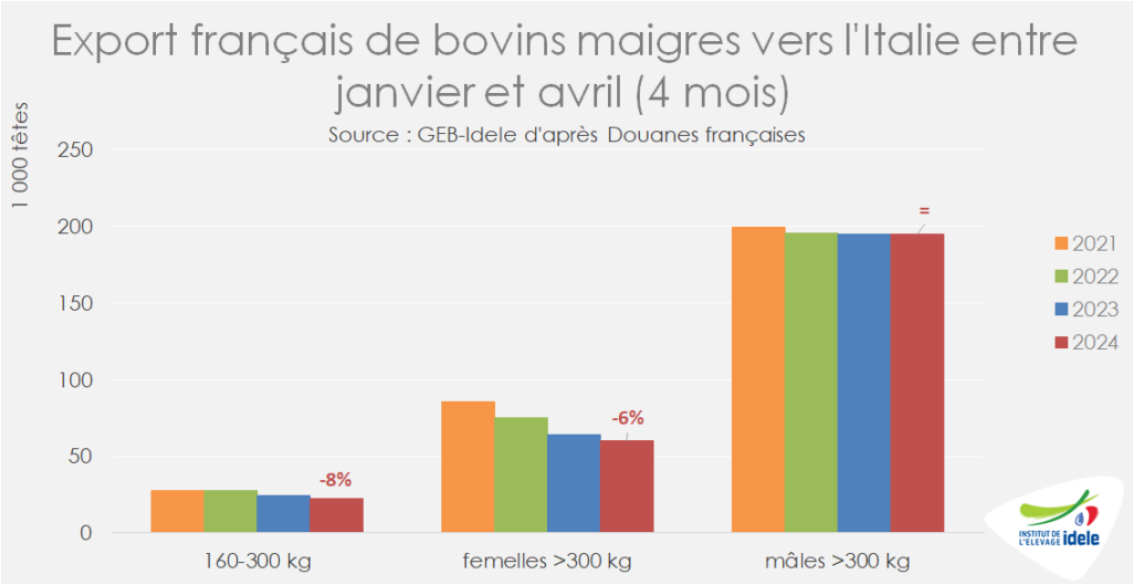
En avril (semaines 14 à 17), les envois de broutards français ont atteint 77 000 têtes, en baisse de -4% /2023 (ou -4 000 têtes) **d'après SPIE-BDNI**.



La baisse des exports touche tout particulièrement les **Charolais** : à 105 000 têtes en 20 semaines, ils reculent ainsi de -14% /2023. Les **Limousins** sont un peu moins touchés, avec 109 000 têtes expédiées sur la même période (-8% /2023).

Les envois vers l'Italie résistent

D'après les Douanes, les envois **vers l'Italie** étaient en baisse de -2% /2023 en cumul sur les quatre premiers mois de l'année, avec 277 000 broutards expédiés.

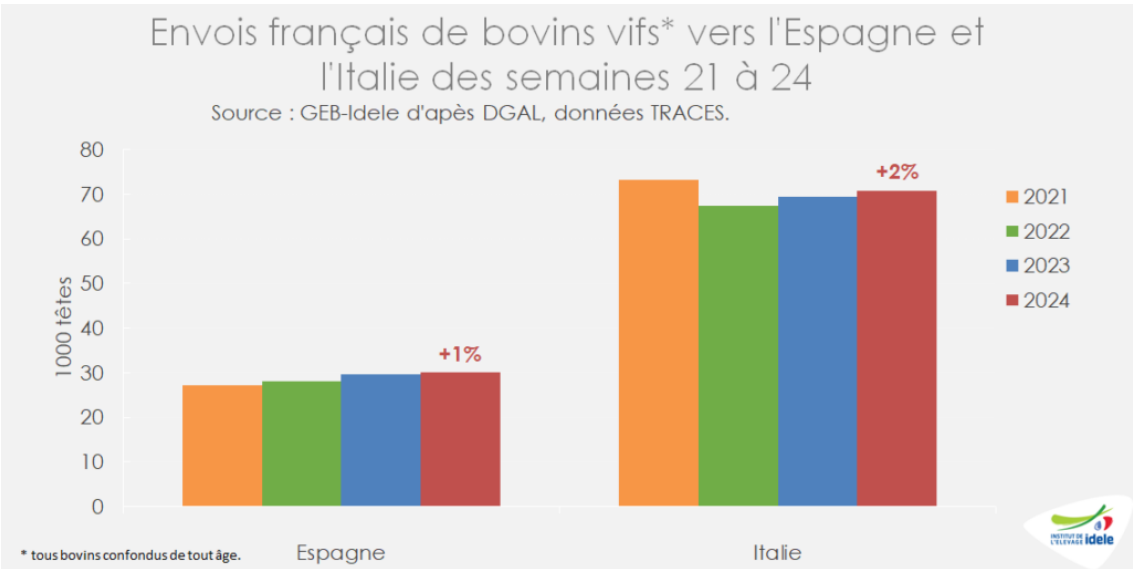


Vers l'Espagne, le recul est plus net avec des envois en baisse de -7% /2023, à 34 000 têtes sur quatre mois.

Les envois **vers les pays tiers** restaient au point mort avec 160 broutards exportés vers la Tunisie et 160 vers le Maroc **en avril**. **En cumul sur quatre mois**, 2 500 têtes ont été exportées vers les pays tiers.

Rebond des exportations début juin

Après un mois de mai en dents de scie du fait des nombreux jours fériés et ponts, les envois de bovins ont nettement rebondi. Ainsi, les dernières **données TRACES-DGAL** pour les semaines 21 à 24 (du 20 mai au 16 juin) montrent une reprise des envois *tous bovins confondus* vers l'Italie et vers l'Espagne. Sur ces **cinq semaines**, 71 000 bovins, en très grande majorité des broutards, ont été expédiés **vers l'Italie**, en hausse de +2% /2023.



Viandes bovines » Veaux de boucherie »

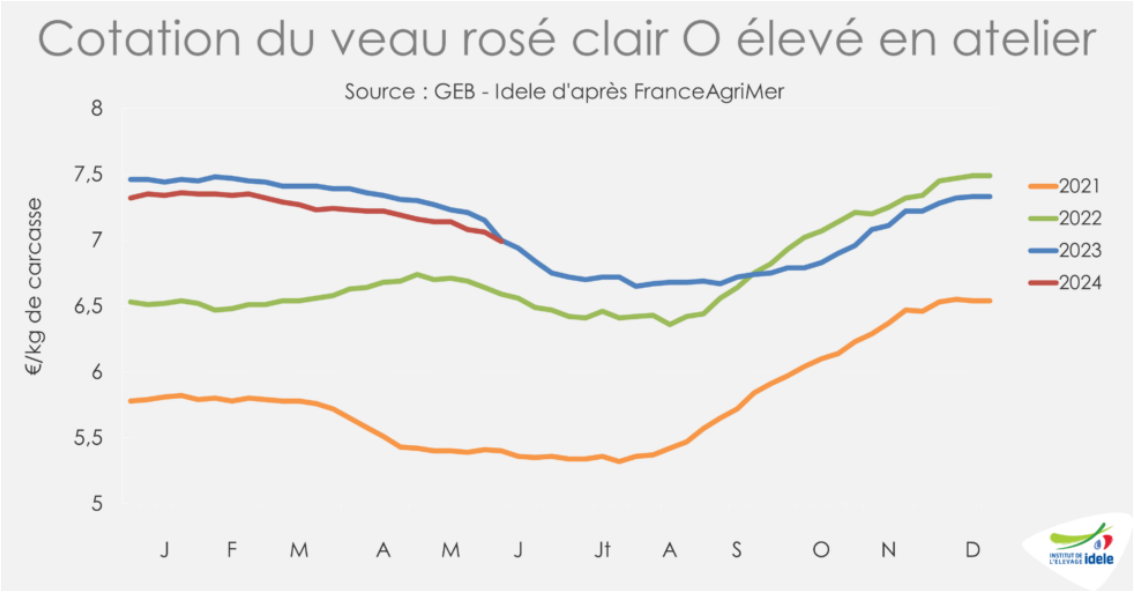
Baisse saisonnière des cours

Dernière révision le 24 juin 2024

Les cours du veau de boucherie poursuivent leur baisse saisonnière. Les sorties restent limitées.

La baisse saisonnière des cours rejoint les prix de 2023

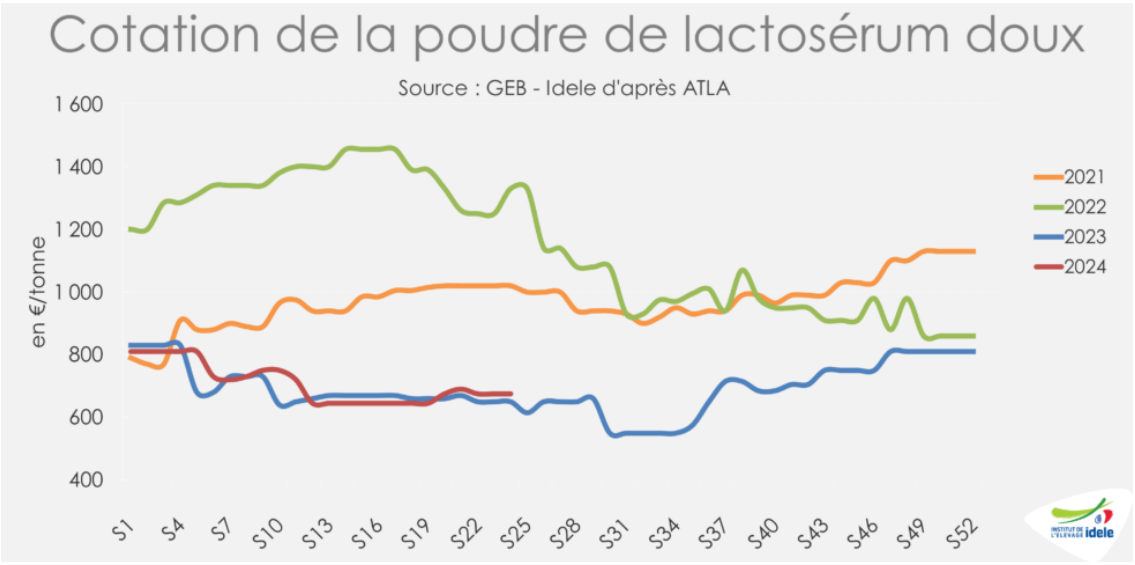
Les cours des veaux de boucherie ont poursuivi leur baisse saisonnière à un rythme modéré et ont presque rejoint leurs niveaux de l'an dernier. En semaine 23, le veau rosé clair R élevé en atelier cotait ainsi 7,35 €/kgéc, en légère baisse (-5 cts) sur quatre semaines et proche de la cotation de 2023 (-4 cts ou -1%). Le veau rosé clair O élevé en atelier cotait à 7,08 €/kgéc (-15 cts en quatre semaines, -1 ct /2023).



La cotation du veau rosé clair U élevé au pis poursuivait également sa tendance saisonnière, soit une baisse -9 cts en quatre semaines, à 9,37 €/kgéc en moyenne sur les semaines 16 à 23, tout en restant à un niveau supérieur à l'an passé (+4% ou +36 cts/2023).

Les prix des aliments lactés restaient stables à bas niveau

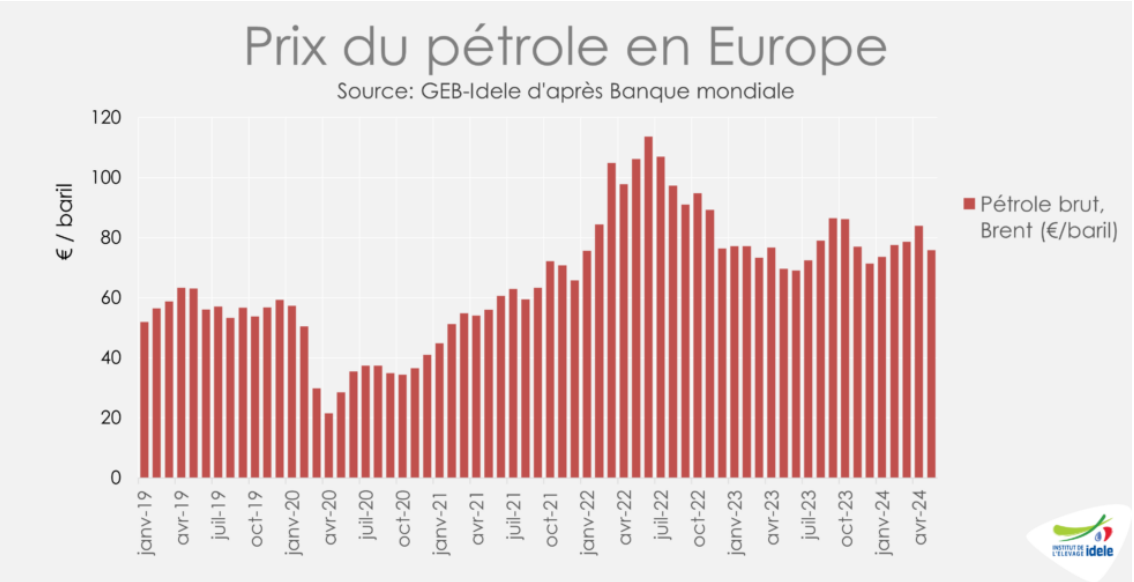
Les prix des ingrédients lactés étaient stables à des niveaux bas. En semaine 23, **la poudre de lait écrémée** cotait 2 560 €/t d'après ATLA, avec une évolution équivalente aux valeurs de 2023. La cotation de la **poudre de lactosérum doux** s'établissait à 675 €/t, stable également sur 3 mois (+4% /2023).



L'**IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux** restait stable en avril, en légère baisse par rapport aux années précédentes (-6% /2023 et -17% /2022). L'IPAMPA autres aliments pour veaux atteignait 131,6 points, lui aussi en baisse (-13% /2023).

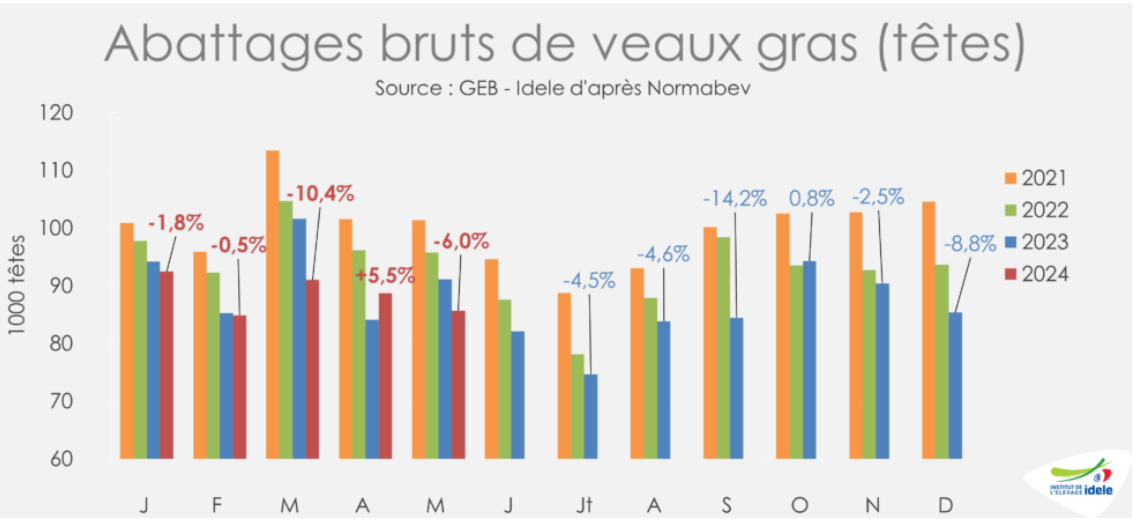
L'énergie en légère baisse

Tandis que les prix des aliments sont beaucoup plus faibles qu'il y a deux ans, **les prix de l'énergie** sont restés à des niveaux élevés après le pic de 2022. Ainsi, en mai, le pétrole *Brent* de mer du Nord, servant à produire le propane utilisé dans les élevages, cotait 76 €/baril, en recul de -10% sur un mois et supérieur à l'année dernière (+9% /2023).



Abattages en recul en France

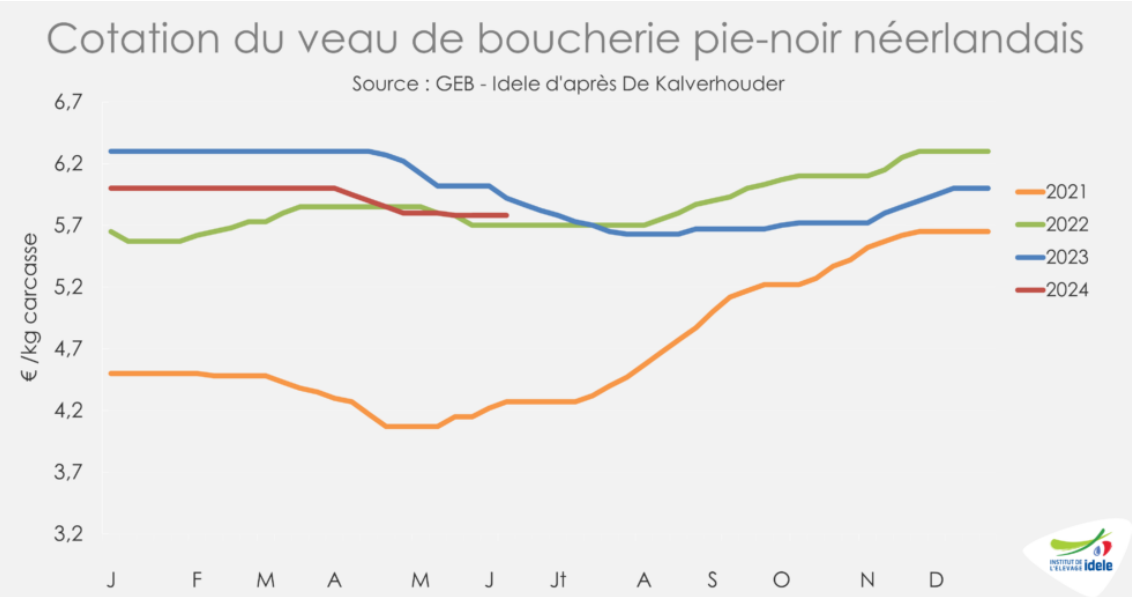
En mai, les abattages ont reculé de -6% par rapport à 2023, à 86 000 têtes (soit –5 000 têtes/2023). **En cumul** entre janvier et mai, 443 000 veaux ont été abattus en France, en baisse de -14 000 têtes (-3,0% /2023). La production de veau entre janvier et mai s'est élevée à 64 000 téc, soit un recul de –3,0% /2023 (ou -2 000 téc) et de -11% /2022.



Les **poids carcasse** des veaux abattus en France affichaient un recul prononcé en mai, à 147,2 kgéc, (-1,9 kg /2023). En moyenne sur cinq mois cependant, les veaux abattus pesaient 144,1 kg, une valeur très proche de l'année dernière (-0,1 kg /2023). L'âge à l'abattage était également en baisse, à 187,7 j, soit -0,9 j /2023.

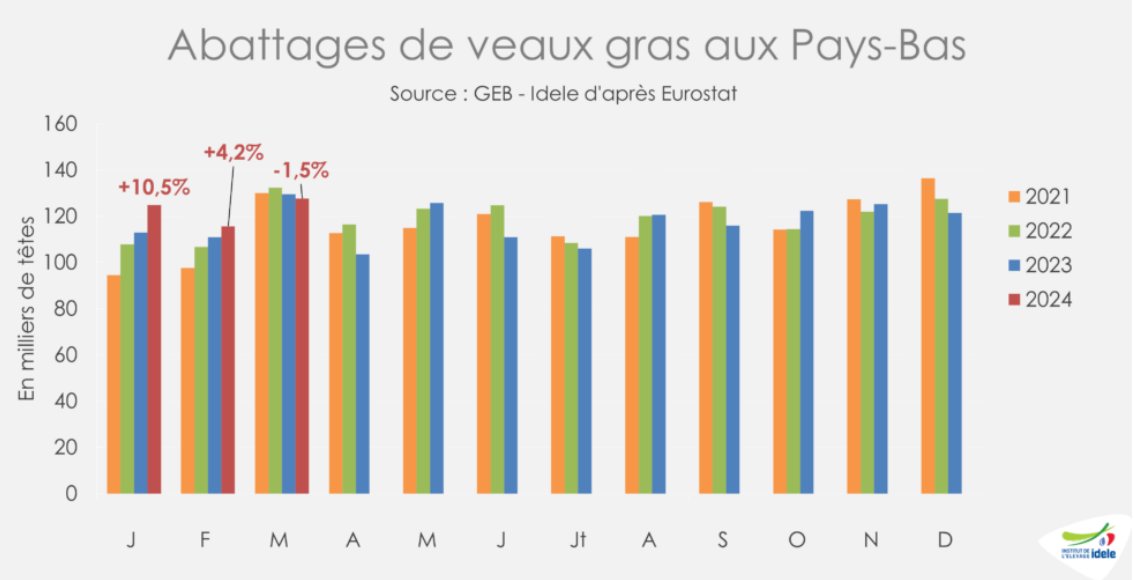
Baisse des cours aux Pays-Bas

Aux Pays-Bas, la **baisse saisonnière du cours** du veau continue sur un rythme ralenti ces dernières semaines. Ainsi, en semaine 24, le veau de boucherie pie-noir néerlandais cotait 5,78 €/kgéc, en baisse de -2 cts sur quatre semaines et de -14 cts par rapport à l'année dernière (-2,4%).



Production dynamique aux Pays-Bas

La **production néerlandaise** était en léger recul en mars par rapport aux chiffres de l'année passée avec 128 000 veaux abattus (-1,5%/2023). En cumul sur trois mois, 368 000 veaux ont été abattus aux Pays-Bas, en hausse par rapport à 2023 (+4,1% /2023 ou +15 000 têtes).



Viandes bovines » Veaux laitiers »

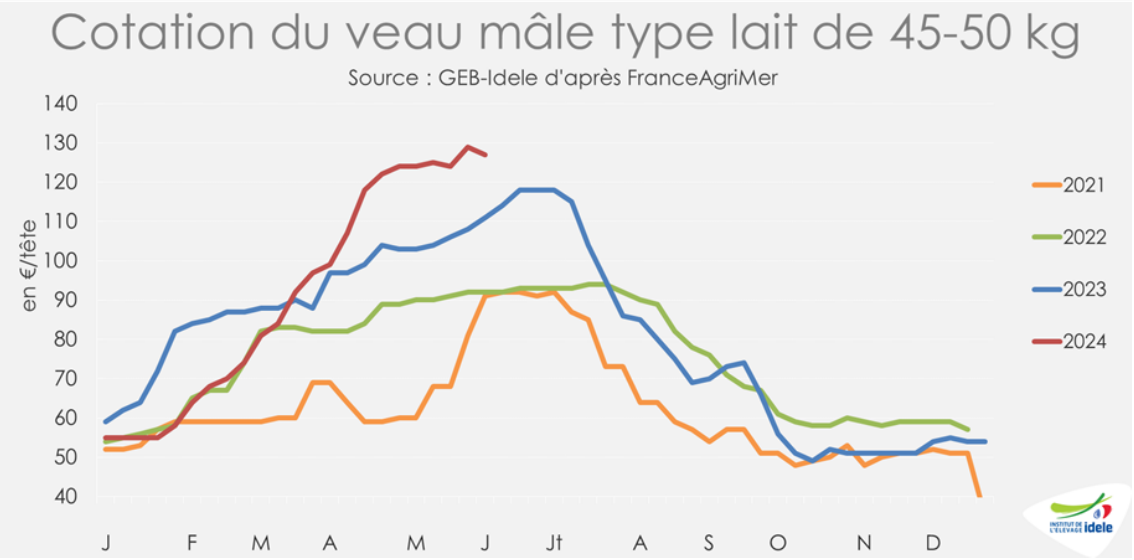
Forte hausse des cours

Dernière révision le 24 juin 2024

Les prix des veaux laitiers se maintiennent à des niveaux très élevés en mai, en raison de la baisse des naissances et de la forte demande à destination de l'Espagne. La croissance plus précoce des prix et le maintien de ceux-ci dans le temps fait revenir la cotation des veaux laitiers à un schéma saisonnier proche de celui d'avant la crise Covid.

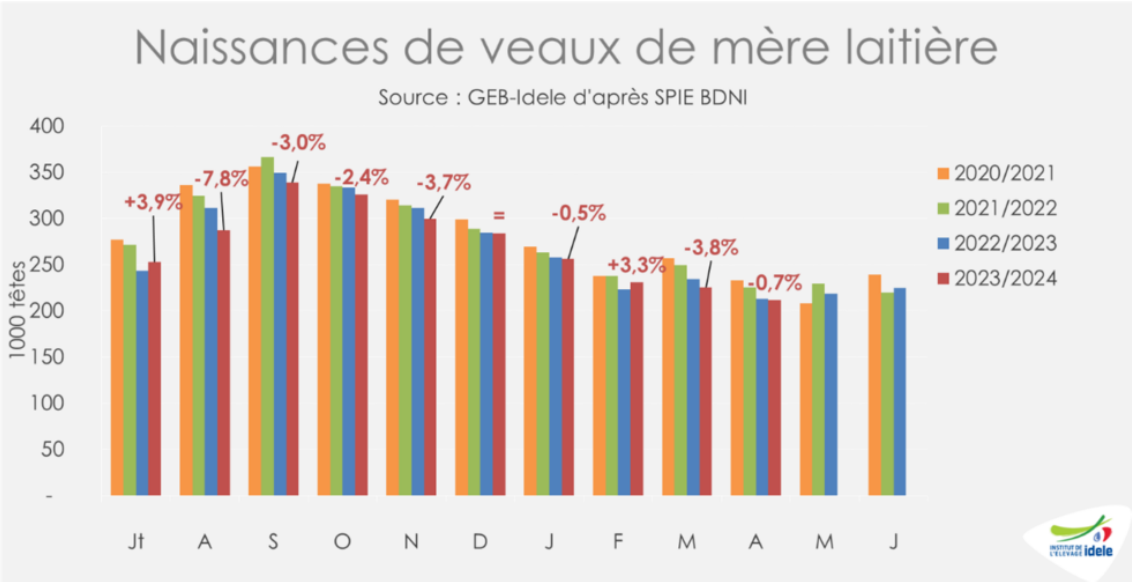
Poursuite de la hausse saisonnière

Les prix des veaux laitiers destinés à l'engraissement ont continué leur hausse saisonnière (+3 € en 4 semaines), atteignant 127 €/tête en semaine 23 pour le veau mâle laitier de 45-50 kg (+16 €/2023 soit +14,4%). Le veau mâle laitier de 50-60 kg suivait la même tendance à 148€/tête soit +5 € en quatre semaines (+13 €/2023, +9,6%/2023).



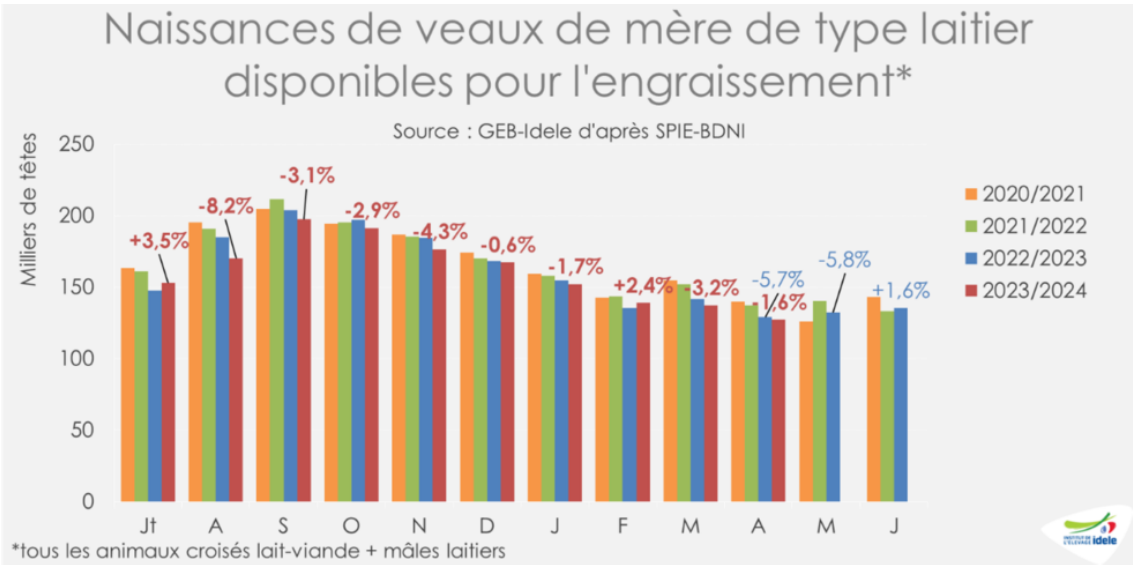
Ralentissement de la baisse des naissances en mars

Au total, 2 700 000 veaux sont nés de mère laitière sur les 10 premiers mois de la campagne 2023-2024 (juillet à avril), en baisse de -1,8% par rapport à la campagne 2022-2023 . De janvier à avril, 924 000 veaux sont nés de mère laitière, soit une baisse de 4 000 veaux, niveau comparable à 2023. Les naissances en mars ont seulement légèrement reculé, avec 212 000 têtes soit -0,7% /2023.



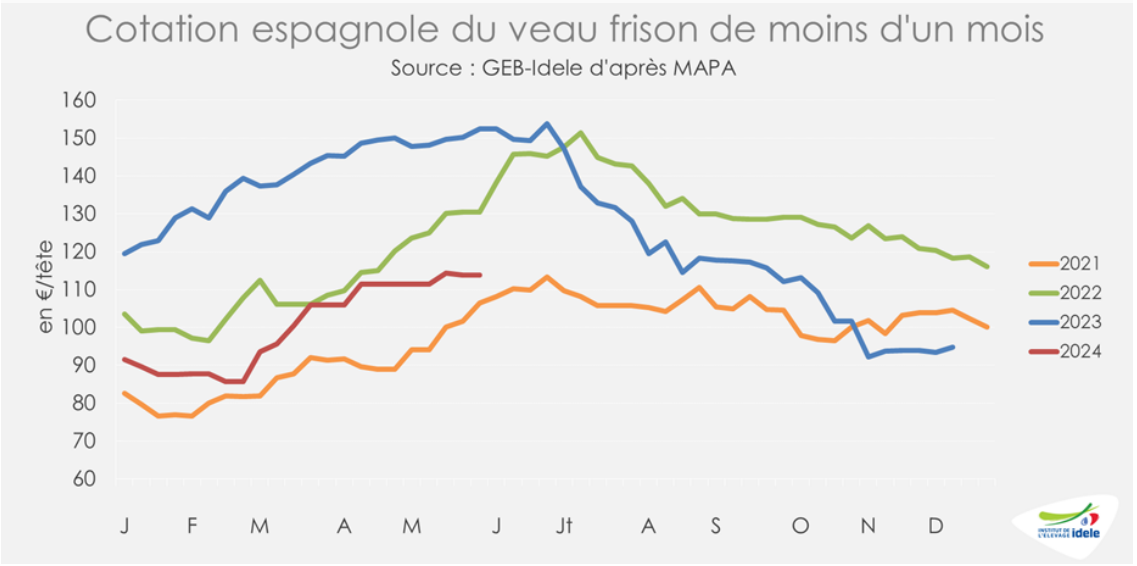
Baisse des naissances de veaux disponibles pour l'engraissement

Les naissances de veaux disponibles pour l'engraissement (mâles et femelles croisés lait-viande + mâles laitiers) étaient en baisse à 127 000 têtes en avril, soit -1,6% /2023. Sur quatre mois, elles enregistrent un recul de -1,1% /2023 et -6%/2022 avec 555 000 têtes. La baisse des naissances, ainsi que la demande espagnole toujours dynamique, contribue au maintien des cours des veaux laitiers.



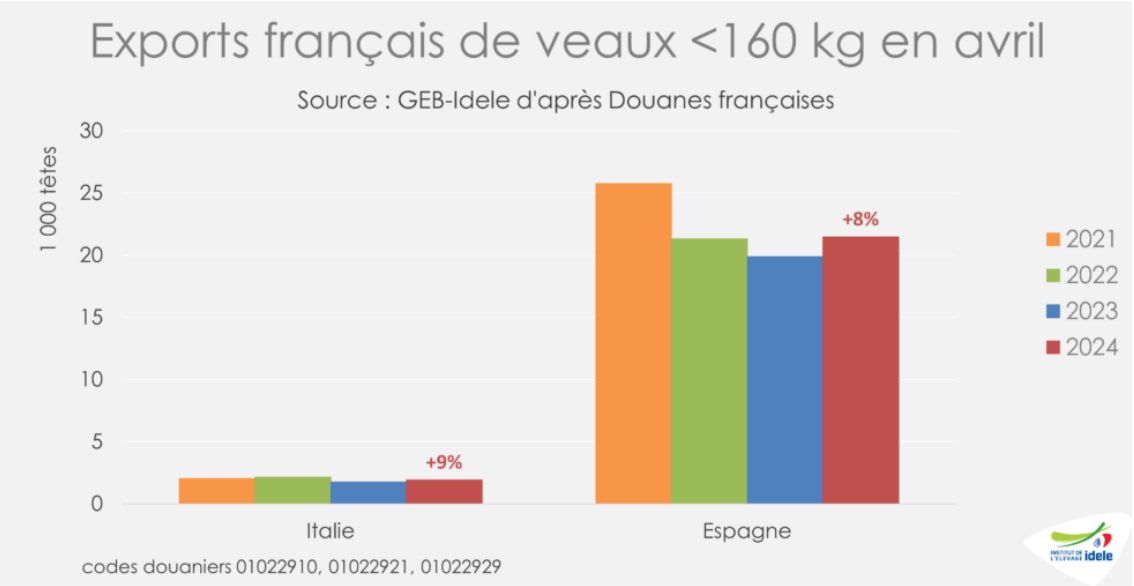
Hausse des cours espagnols

Les prix des veaux laitiers espagnols continuaient leur hausse en mai, mais à des niveaux toujours nettement inférieurs aux prix de 2023. En semaine 22, le veau frison de moins d'un mois cotait 113,9 €/tête, en hausse de +2,5 € sur quatre semaines, mais toujours en baisse de -39€ / 2023 (ou -25%) et de -17€ / 2022 (ou -13%/).



Les exports sont en croissance

Les envois de veaux laitiers de moins d'un mois ont été dynamique au mois d'avril. 23 000 têtes ont été exportées vers l'Espagne, soit une hausse de +8%/2023, ainsi que 2000 têtes vers l'Italie. En cumul sur trois mois, 112 000 veaux ont été expédiés, des chiffres similaires à 2023. La demande des engraisseurs espagnols pour les veaux laitiers français reste forte.


Exports français de veaux <160 kg en avril
Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises
1 000 têtes
30
25
20
15
10
5
0
+9%
+8%
Italie
Espagne
2021
2022
2023
2024
codes douaniers 01022910, 01022921, 01022929

Production mondiale stable mais dynamiques contrastées

Dernière révision le 24 juin 2024

Depuis le début de l'année 2024, la production mondiale est très proche des niveaux de 2023. Toutefois, les tendances de collecte diffèrent entre les principaux pays exportateurs : forte diminution en Argentine, baisses plus modérées en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis, et augmentation en UE et Australie. Des variations significatives sont observées en UE : augmentation notable en Pologne mais baisse importante en Irlande. En Chine, bien que la production laitière continue de croître, la consommation domestique ne suit pas, entraînant une surproduction et une plus faible présence sur le marché mondial.

En France, la collecte de lait a augmenté, soutenue par l'excellente qualité des fourrages. Le prix du lait et les coûts restent globalement stables et ne devraient pas beaucoup évoluer dans les prochains mois.

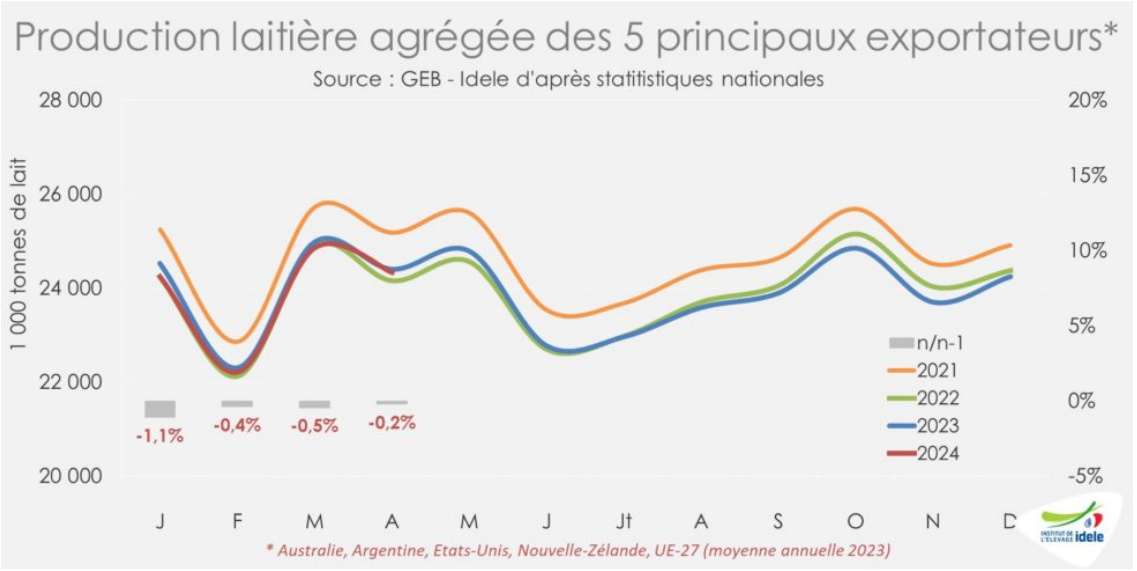
La production mondiale toujours limitée malgré les divergences

Dernière révision le 24 juin 2024

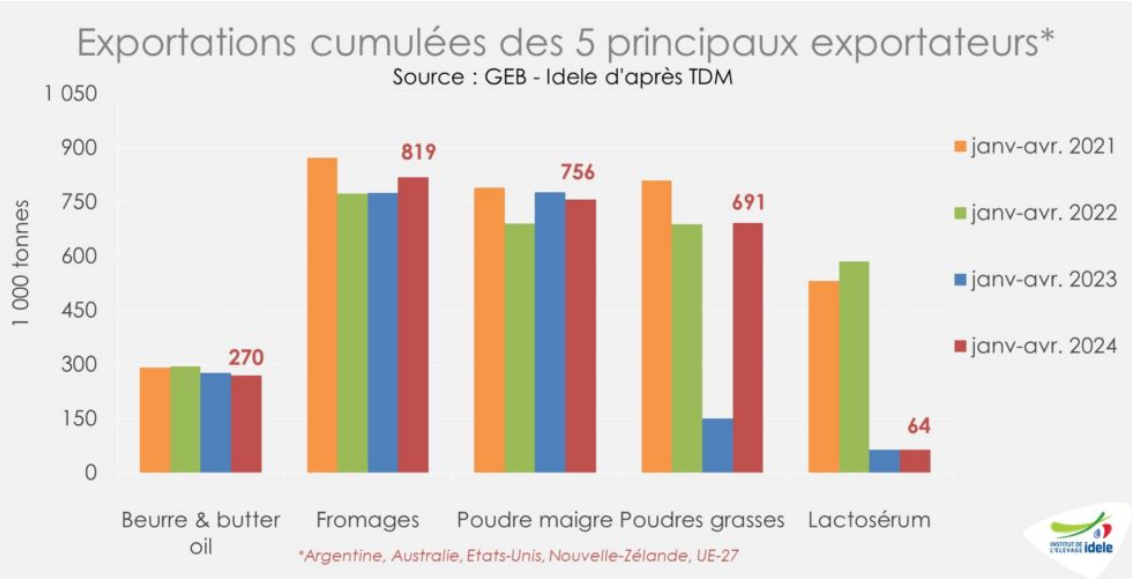
Depuis le début de l'année 2024, la production mondiale poursuit son redressement timide. Les dynamiques de collecte restent cependant toujours divergentes entre les principaux pays exportateurs. Sur le marché mondial, la demande de beurre est à la hausse.

Redressement limité de la production laitière chez les cinq premiers exportateurs mondiaux

En avril 2024, **la production des cinq premiers exportateurs mondiaux de produits laitiers (Argentine, Australie, États-Unis, Nouvelle-Zélande et UE-27)** se rapprochait du total atteint un an auparavant, bien que toujours légèrement inférieur (-0,2% /2023). Comme observé depuis le début de l'année, les dynamiques entre pays restaient divergentes : forte baisse en Argentine, baisses plus modérées en Nouvelle-Zélande ou aux États-Unis et hausses plus ou moins marquées en UE ou en Australie.

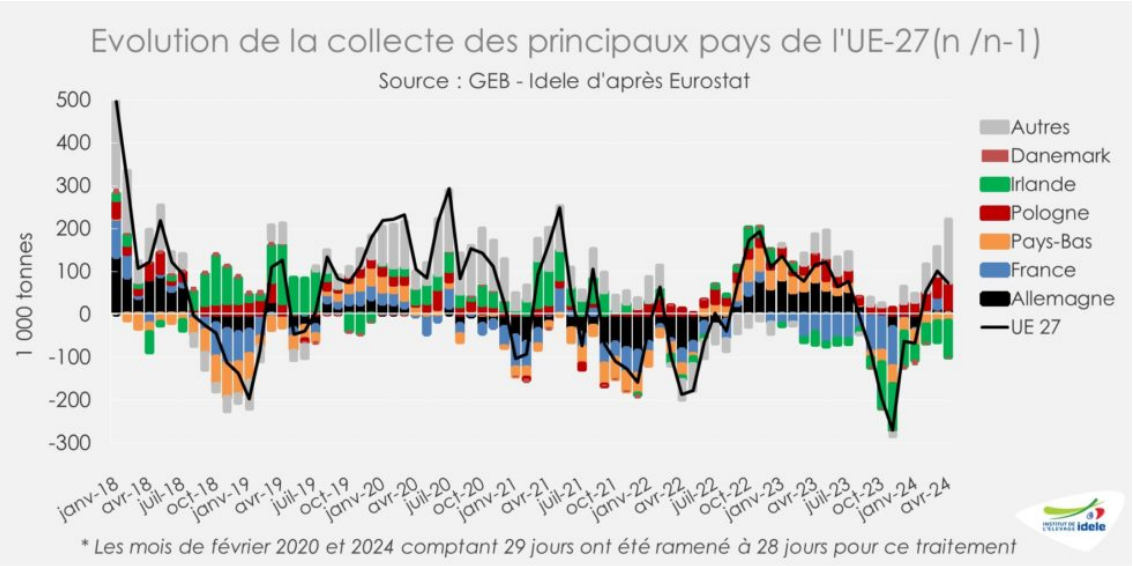


Malgré une production en léger retrait en cumul sur quatre mois (-0,6% /2023 mais +0,2% /2022), **les exportations de produits laitiers** du top 5 des exportateurs étaient en progrès. Ramenés en tonnes de matière sèche utile (MSU), les envois de produits laitiers dépassaient ceux des deux années précédentes sur la période (+5% /2023, +2% /2022) malgré un tassement en mars (-1% /2023) puis en avril (-3%). En tonnes de produits, les envois sur les 4 premiers mois de 2024 de poudre de lactosérum étaient stables quand ceux de poudre maigre et de beurre et *butter-oil* affichaient un léger retrait sur un an (-3% /2023 chacun). A contrario, les expéditions de fromages (+6%) et de poudres grasses (x4,5) portaient les échanges.

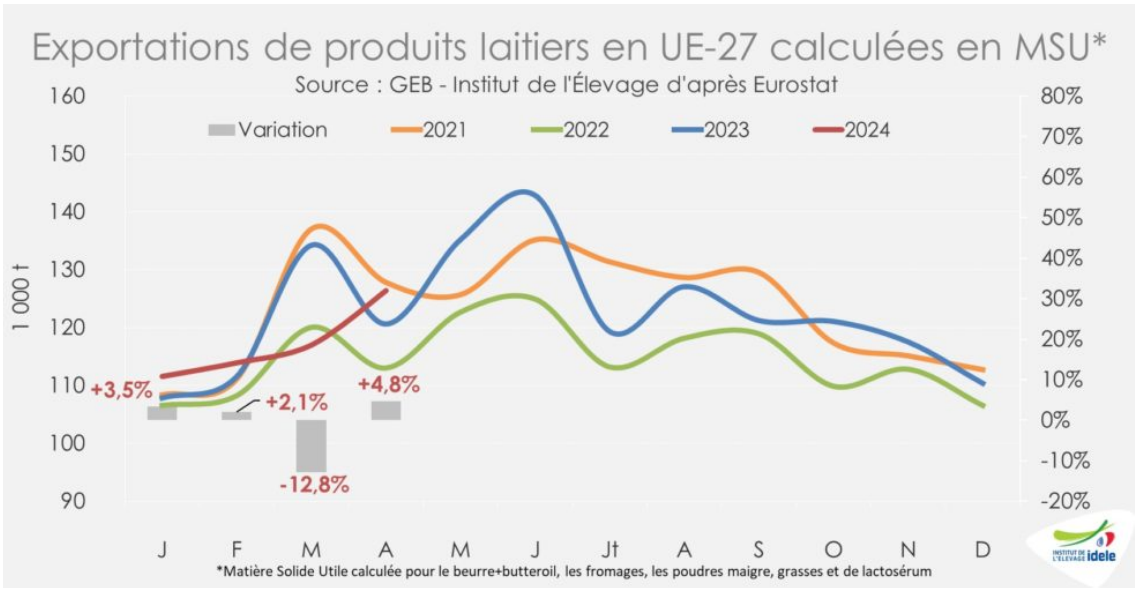


Collecte et export se sont redressés dans l'UE-27

Dans l'UE-27, la **collecte européenne** était de nouveau orientée à la **hausse** en avril 2024 (+0,6% /2023). La progression est continue depuis trois mois. Sur janvier-avril 2024, la collecte européenne avait ainsi atteint 48,6 Mt (+0,3% /2023). Les dynamiques de collecte restaient cependant divergentes entre États membres. La collecte de l'UE-27 a été portée notamment par la collecte polonaise (+4%). La situation était à la légère hausse en Allemagne (+0,4% /2023) ou en France (+0,1%). Elle était en revanche en nette baisse en Irlande (-8%), une constante depuis le 2nd semestre 2023.

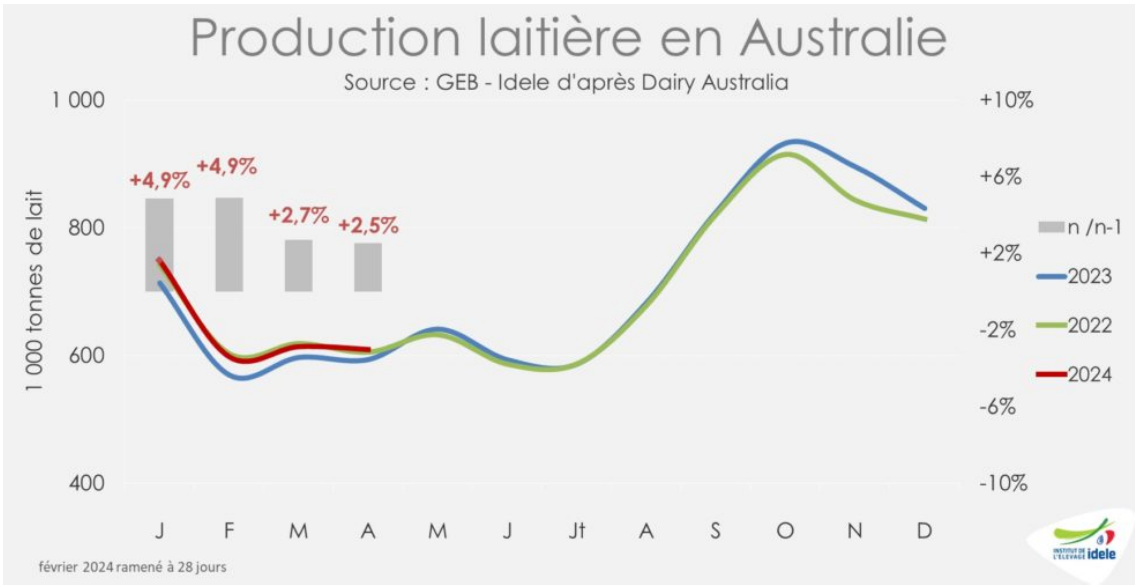


Avec des performances limitées au mois de mars, les exportations de produits laitiers en cumul sur les quatre premiers mois de 2024 de l'UE-27 ramenées en tonnes de MSU étaient en léger retrait sur un an (-1% /2023 mais +5% /2022). Aucune commodité ne se démarquait réellement de cette tendance observée.

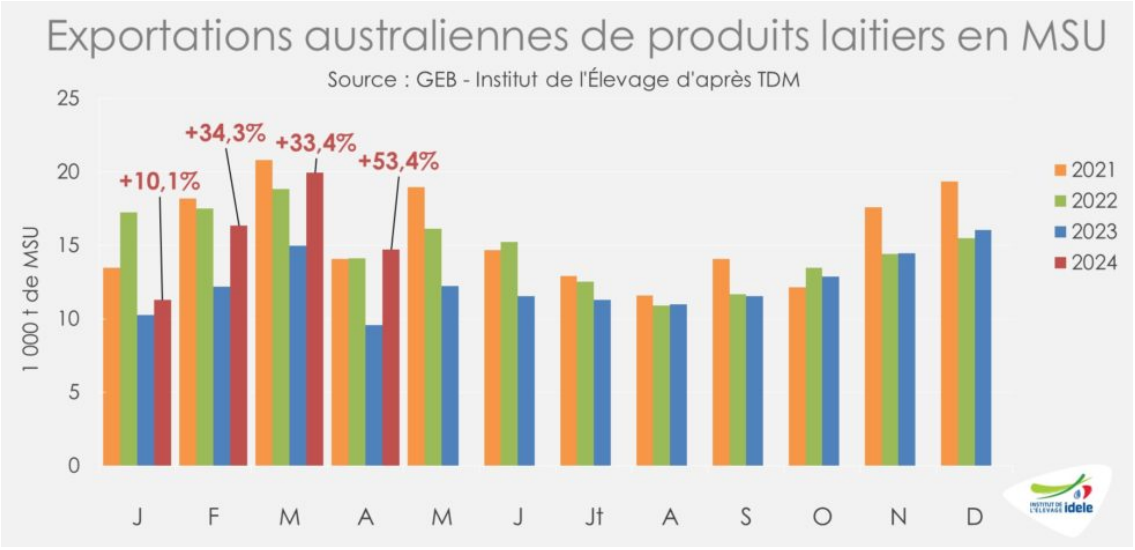


Redressement timide de la production en Australie

Pour le 12ème mois consécutif, **la production de lait en Australie** affichait une hausse sur un an en avril (+3% / 2023). Depuis le début de la saison laitière en juillet 2023 et jusqu'en avril 2024, la production laitière a atteint 7 134,6 millions de litres (+3,0% /2022-2023). Les volumes de lait produit étaient en hausse dans tous les États. La baisse des prix des aliments et des engrais, combinée à la hausse des prix du lait à de bonnes conditions saisonnières ont participé à ce redressement, certes limité.



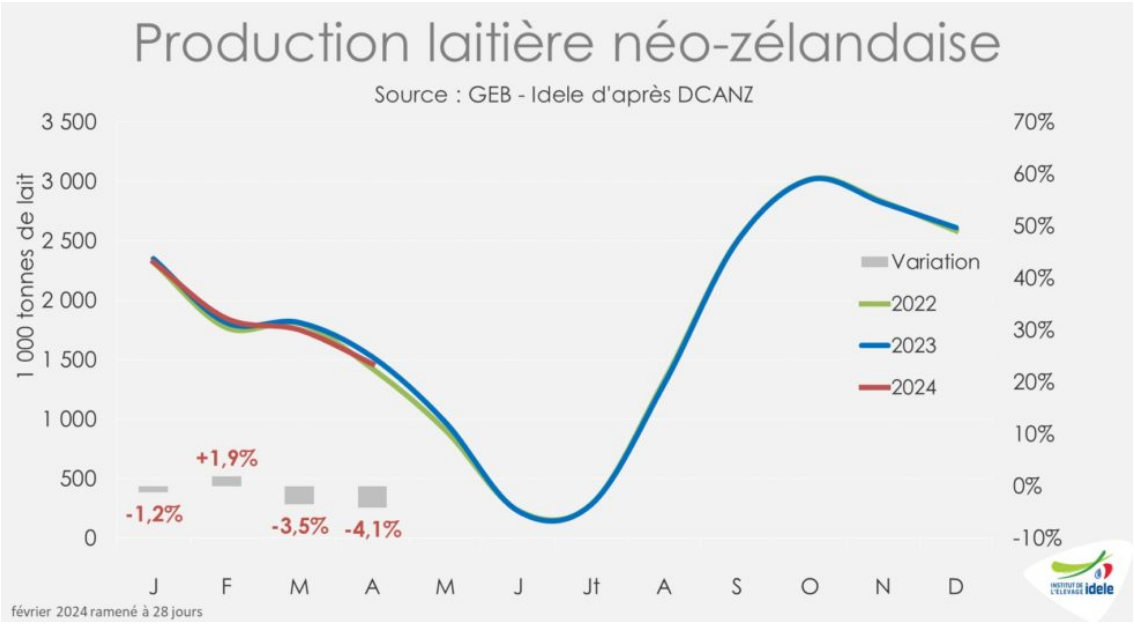
Depuis le début de l'année, les **exportations australiennes de produits laitiers** ramenées en matière sèche utile (MSU) ont ainsi repris de la vigueur. En avril 2024, elles étaient ainsi en hausse sur un an pour le 6ème mois consécutif, à un niveau bien supérieur au faible total de 2023 (+53% /2023), fortement affecté par des conditions climatiques défavorables.



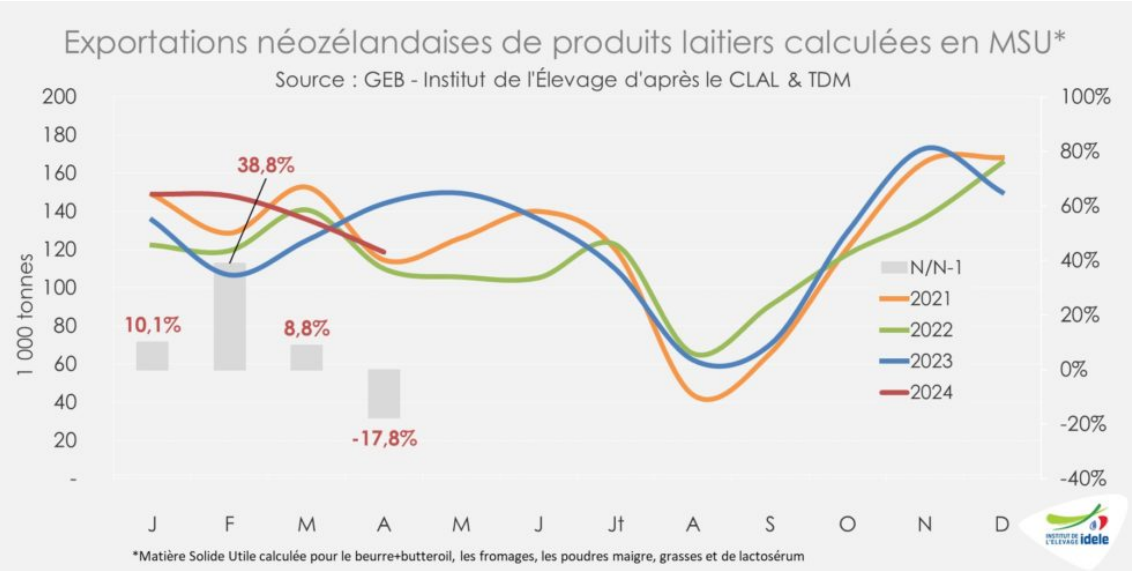
Toutefois, de nombreux prix d'ouverture du lait pour la saison de production 2024/2025 en Australie ont été publiés en ligne, comme le prévoit le code de conduite laitier australien (*Dairy Industry Code of Conduct* aussi appelé *the Mandatory Code*). **Les prix annoncés par les transformateurs** en Australie oscillent autour de 8,00 AUS$/kg MS (un peu moins de 5 €) pour la saison 2024/2025. Ces prix affichent donc des baisses par rapport à la saison dernière (aux alentours de 10%), mais il ne s'agit que d'un point de départ avant que les organisations de producteurs ne négocient. Les opérateurs mettent en avant notamment l'augmentation des coûts des intrants, la faiblesse de la demande intérieure et la volatilité du marché. Et des conditions sèches attendues dans certaines régions pourraient venir à nouveau perturber la production laitière.

La production recule en Nouvelle-Zélande

En **Nouvelle-Zélande**, la décroissance saisonnière de **la production néozélandaise** est désormais un peu plus rapide que lors de la campagne précédente. En avril 2024, elle était en baisse assez marquée sur un an (-4% /2023). Depuis le début de l'année civile, la production laitière néo-zélandaise se situait à un niveau intermédiaire à 2023 (-2%) et 2022 (+1%).



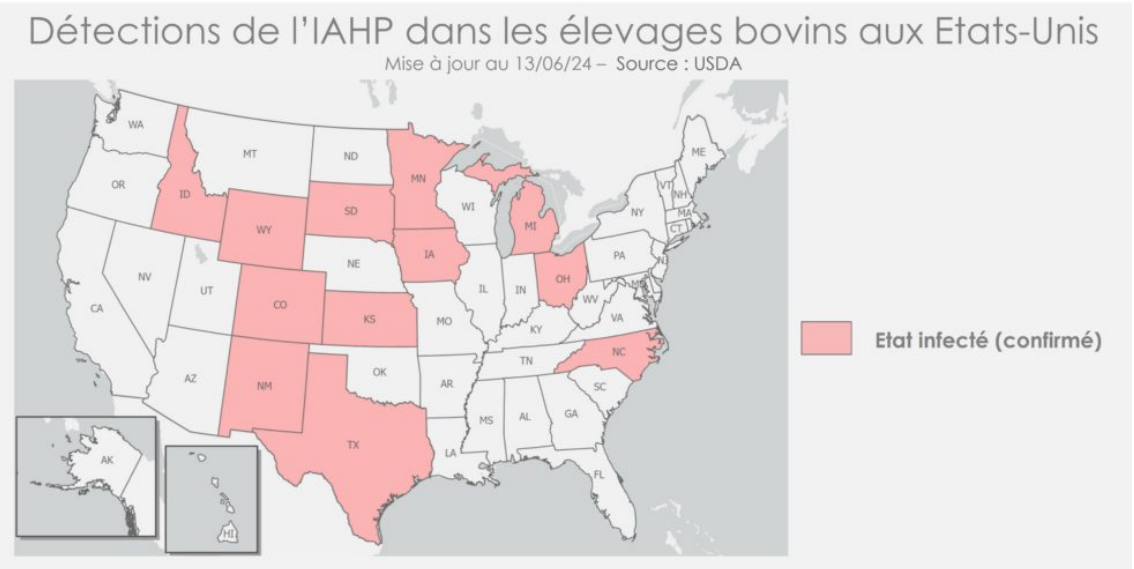
En avril dernier, avec des disponibilités plus limitées, les **exportations néo-zélandaises de produits laitiers** ramenées en MSU ont affiché un net recul (-18% /2023), après un premier trimestre globalement positif (+18%). Parmi les destinations de choix pour les produits laitiers, la Chine (client n°1 de la Nouvelle-Zélande) connait une hausse continue de sa production et est actuellement moins présente sur le marché mondial.



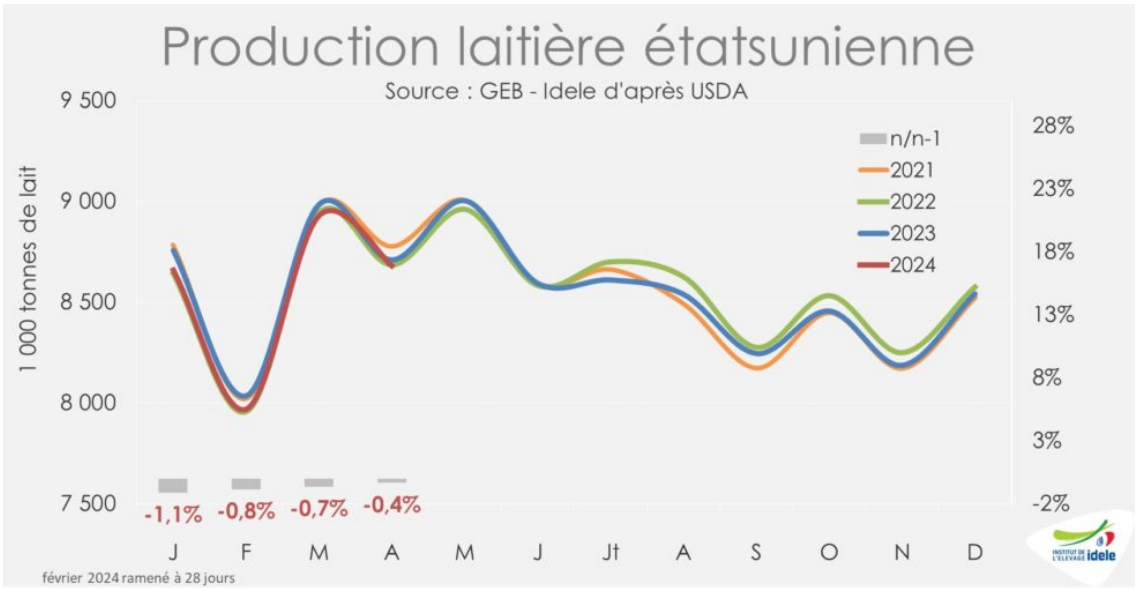
Fonterra a récemment annoncé ses prévisions de prix du lait pour la saison 2024/2025 dans le pays. **Le prix du lait à la ferme** pour l'ouverture de la saison 2024/2025 est attendu de 7,25 NZ$ à 8,75 NZ$ par kg de MS (entre 4,15 et 4,70 €), avec un point médian de 8,00 NZ$/kg (un peu moins de 4,60 €). C'est un peu plus que la valeur médiane actuelle pour la saison 2023/2024 (7,80 NZ$/kg ou 4,45 €). Le groupe reste cependant prudent, son PDG Miles Hurrel rappelant que « *la dynamique de l'offre et de la demande de lait reste finement équilibrée et les volumes d'importation de la Chine n'ont pas encore retrouvé des niveaux historiques* ».

Une production en retrait aux États-Unis, sans lien avec l'épizootie l'influenza aviaire hautement pathogènes (IAHP)

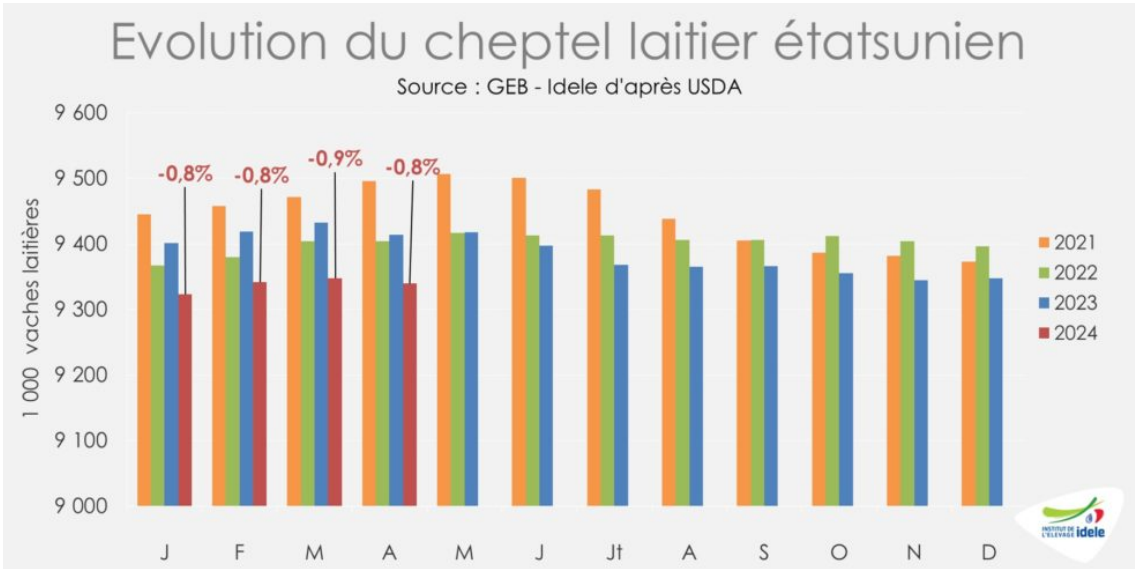
Aux **Etats-Unis**, l'épidémie d'**IAHP** continue de se développer au sein du cheptel laitier. Douze États sont désormais concernés contre 8 à la mi-avril. A la mi-juin, 101 cas avaient été répertoriés par les autorités étasuniennes. Ce virus, que l'on sait mortel pour les volailles, a des effets moins connus sur les bovins, notamment sur les vaches laitières. L'épizootie reste sous surveillance et pourrait avoir des effets sur la production de lait. Elle pourrait avoir aussi des effets sur le commerce de lait cru, la *Food & Drug Administration* (FDA) limitant le commerce inter- États pour les États touchés par l'épizootie.



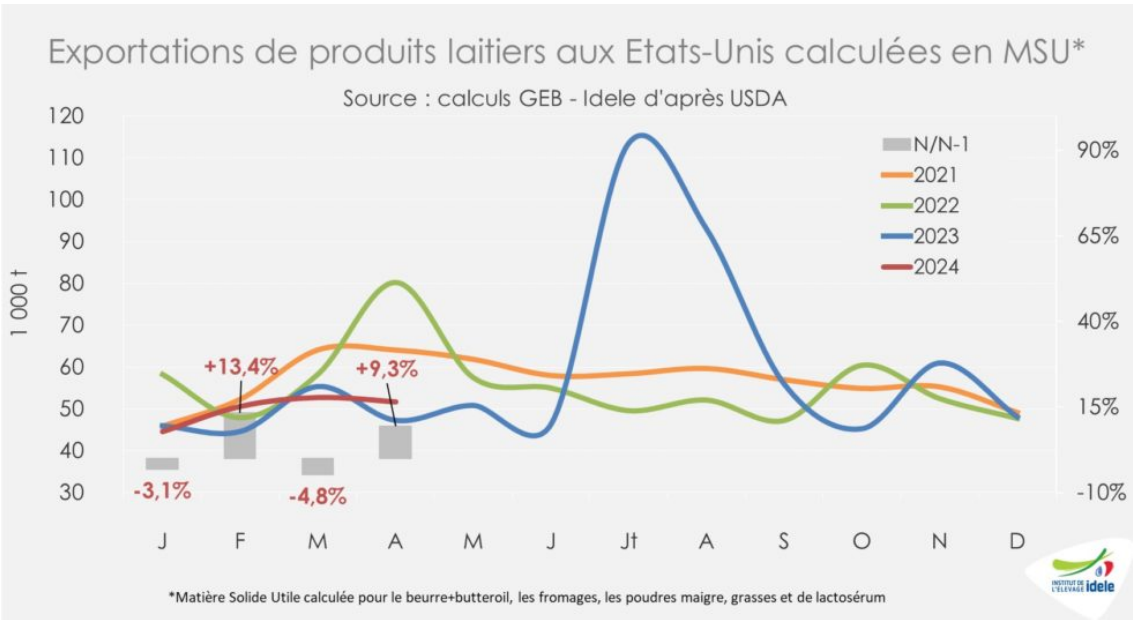
En attendant, **la production laitière des États-Unis** est restée en deçà des standards des années précédentes depuis le début de 2024. Au mois d'avril, elle était à nouveau en baisse sur un an (-0,4% /avril 2023).



Le **rendement laitier** par vache était pourtant en hausse en avril dernier par rapport à l'an passé (+0,4%). C'est le **recul du cheptel laitier étasunien** (-0,8% /2023) qui est le facteur principal du recul de la production laitière dans le pays.

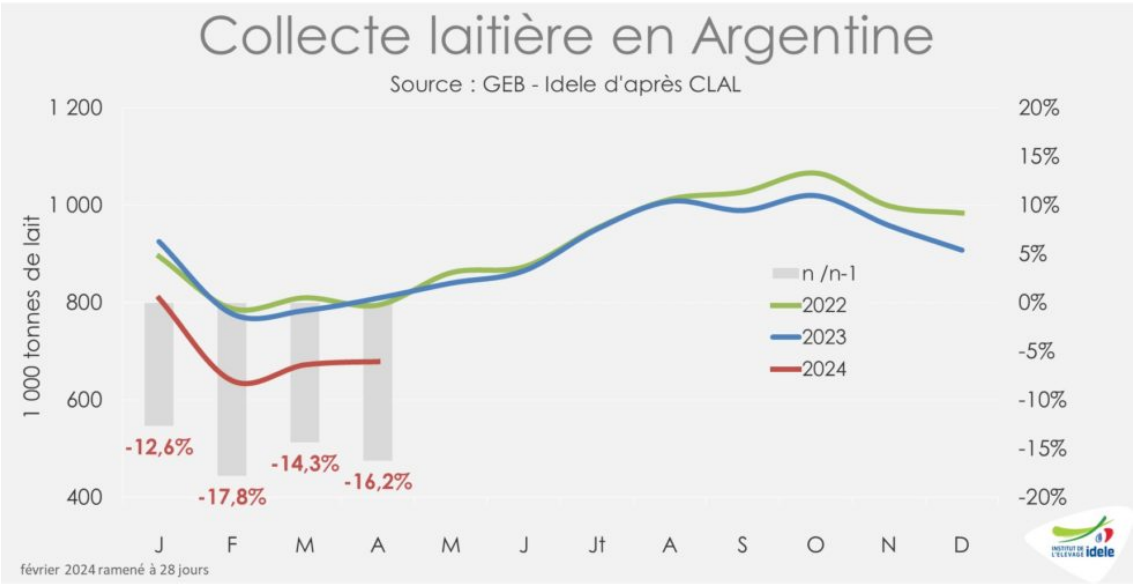


Malgré une disponibilité plus limitée dans le pays, la demande en produits laitiers étasuniens sur le marché mondial a été globalement en hausse sur un an sur les quatre premiers mois de 2024, bien que l'ampleur de cette progression reste modeste. Ramenés en MSU, **les exportations étatsuniennes** étaient en hausse sur un an en cumul depuis le début de l'année (+3% /2023 mais -18% /2022 et -12% /2021) comme en avril (+9% /2023 mais -36% /2022 et -19% /2021). Depuis le début de 2024, ce sont toujours les exportations de fromages qui portent les ventes (+23% /janvier-avril 2023 en tonnes de produits), en lien avec des prix relativement compétitifs.



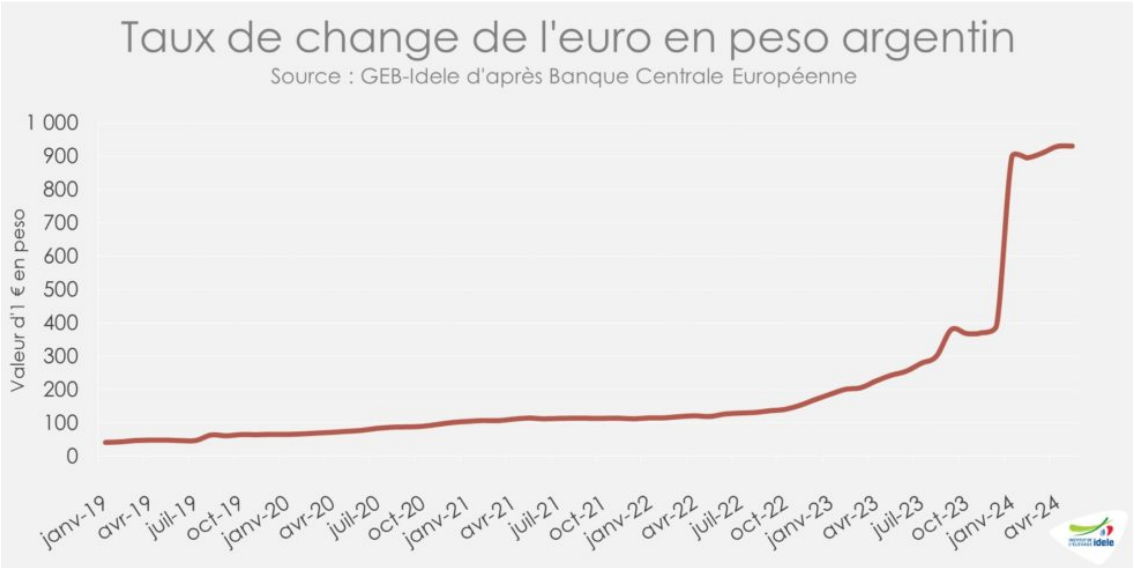
Le décrochage de la collecte en Argentine se poursuit

En **Argentine**, **la production et la collecte de lait de vache** poursuivent le décrochement initié au 2nd semestre 2023. Son ampleur reste marquée depuis le début de 2024. Ainsi, le recul sur un an de la collecte laitière oscille entre -12% et -18% depuis janvier dernier. En avril 2024, elle était donc en retrait conséquent (-16% /2023). C'est le plus bas total enregistré pour un mois d'avril depuis 2017.



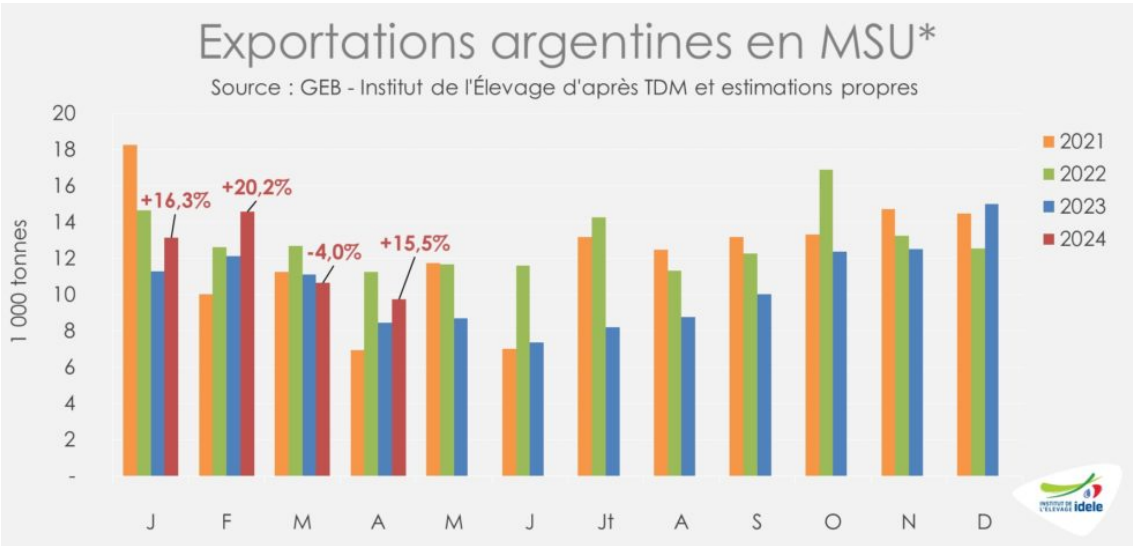
Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce phénomène. Les **trois années consécutives de sécheresses intenses et la multiplication des vagues de chaleur** subies par le pays ont notamment des effets importants sur la production avec des effets directs sur la disponibilité fourrage tant en quantité qu'en qualité. D'après plusieurs observateurs, les **prix des fourrages** en Argentine ont ainsi très nettement augmenté dans un contexte d'inflation continue.

Et l'élection à la Présidence de la République argentine de Javier Milei fin 2023 a entraîné une nouvelle **dévaluation du peso argentin**, d'une ampleur inédite. Entre novembre 2023 et mai 2024, la valeur du peso argentin convertie en euro a été divisée par 2,5 !



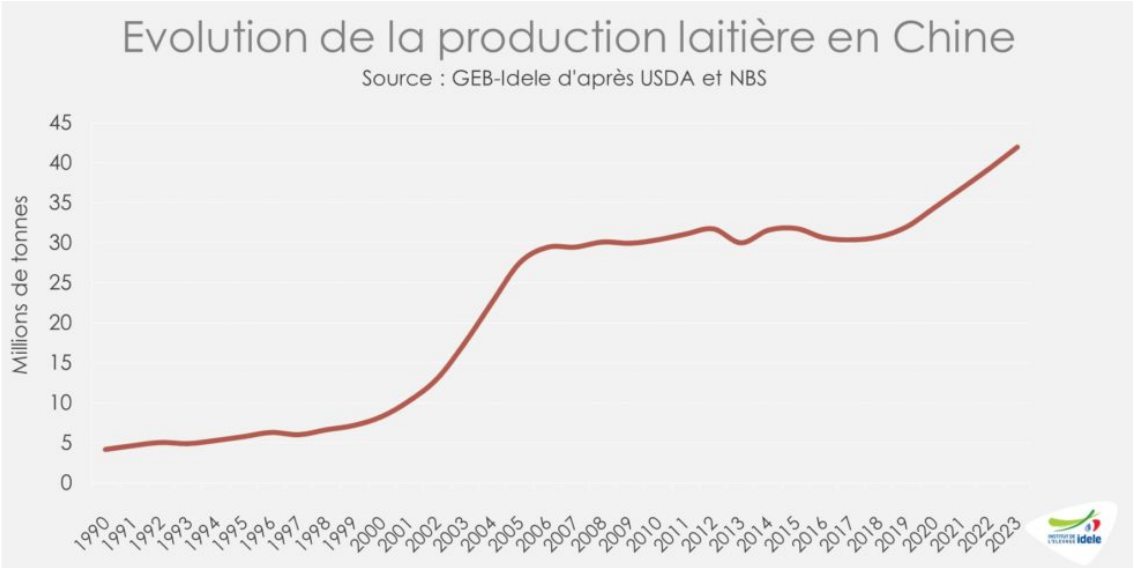
Avec une monnaie plus faible que jamais, les éleveurs argentins ont des difficultés à s'approvisionner en intrants sur le marché mondial. Et avec le manque de trésorerie, certains producteurs sont tentés de réformer, amplifiant ainsi le phénomène de baisse de production laitière.

Cependant, la dévaluation en Argentine **renforce la compétitivité à l'expor**t des produits argentins alors que le pouvoir d'achat des Argentins est au plus bas. De plus, la suspension des taxes à l'export (ou *retenciones*) de produits laitiers a été à nouveau prolongé pour un an au moins jusqu'en juin 2025. Depuis le début de l'année 2024, les **exportations argentines** ramenées en MSU étaient en hausse sur 4 mois (+12% /2023), juste un peu en-dessous du niveau élevé de 2022 (-6%).



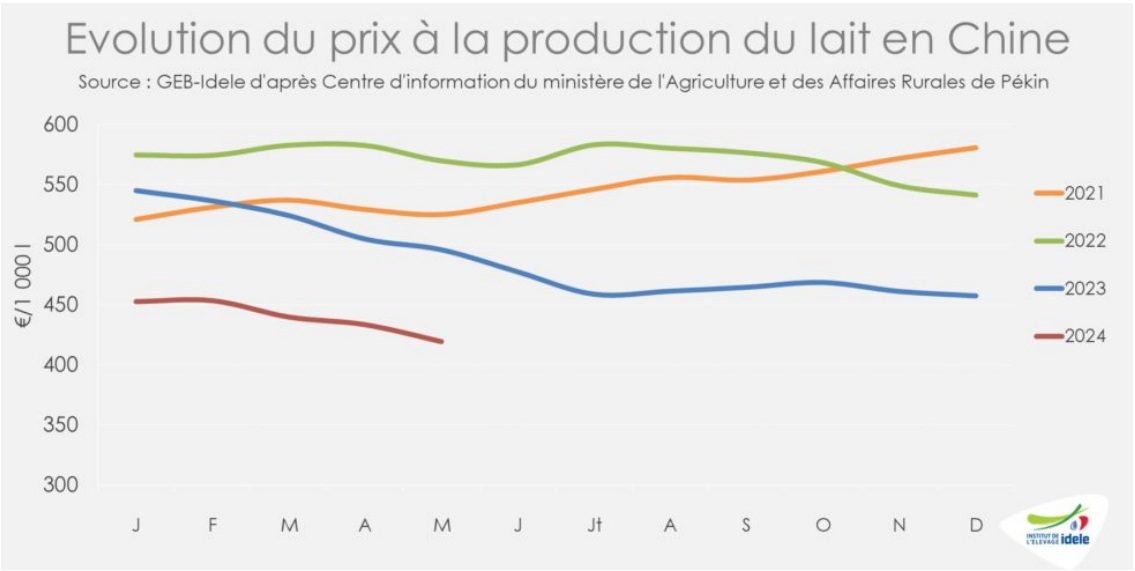
La Chine : entre surproduction et moindre activité sur le marché mondial

Après le plateau atteint en 2006, la **production laitière chinoise** a entamé une nouvelle période de hausse en 2018. En 2023, elle a ainsi atteint près de 42 Mt (+7% /2022) d'après les statistiques chinoises. Depuis 2018, soit en cinq ans, la production laitière chinoise a bondi de +10 Mt (+33%). Cette dynamique semble se poursuivre depuis le début de 2024. Les entreprises chinoises de transformation laitière et les politiques publiques chinoises ont incité à produire afin notamment d'être auto-suffisant en lait cru et en produits laitiers.

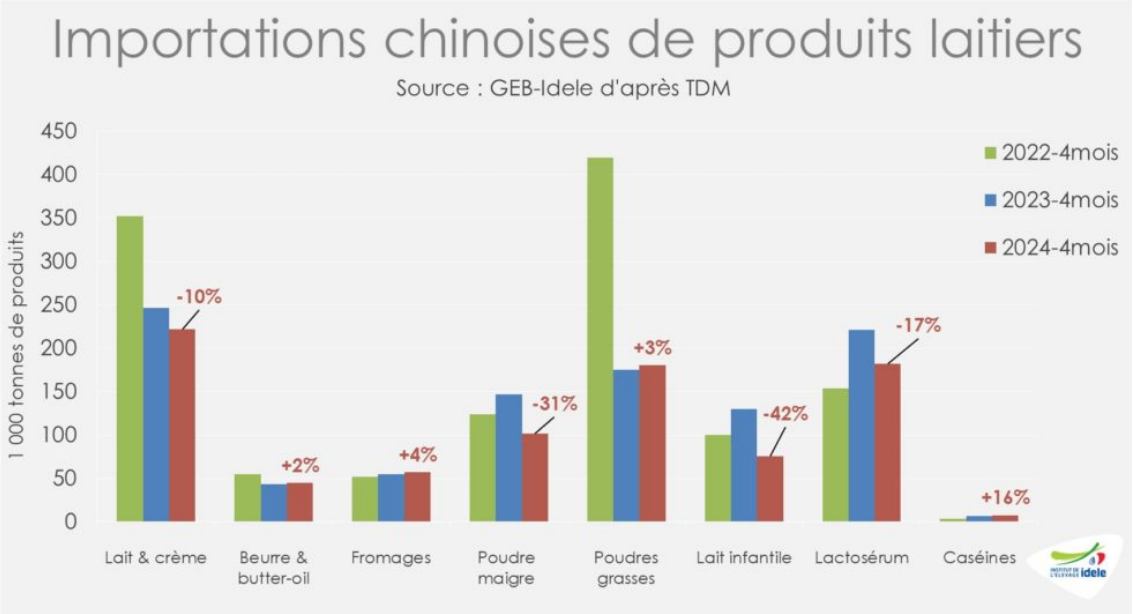


Mais actuellement, **la consommation domestique ne suit pas**. Le pouvoir d'achat des ménages chinois est affecté par la moindre croissance dans le pays avec un effet direct sur les achats de produits laitiers par les ménages. Hausse de production et baisse de la consommation ont plusieurs effets directs. D'après plusieurs observateurs, **les stocks chinois de poudres sont en hausse**. Et face à ce surplus de production, les **prix du lait à la production comme les importations chinoises de produits laitiers sont à la peine.**

Ainsi, en mai 2024, **le prix moyen à la production du lait** en Chine était à nouveau en retrait à 3,38 RMB/kg (-3% / avril 2024 et -13% /mai 2023), soit 419 €/1 000 l (-3% /avril 2024 et -15% /mai 2023).



Et après la baisse des importations initiée en 2022, **les achats chinois de produits** laitiers sur le marché mondial étaient loin d'avoir retrouvé leurs niveaux début 2024. En cumul sur les quatre premiers mois de l'année, les achats de lait et crème (-10% /2023), de poudre maigre (-31%), de lactosérum (-17%) ou de poudre de lait infantile (-42%) étaient orientés à la baisse. Et malgré la légère hausse, les achats de poudres grasses restaient limités (+3% /2023 mais -57% /2022).



Lait de vache » Collecte laitière »

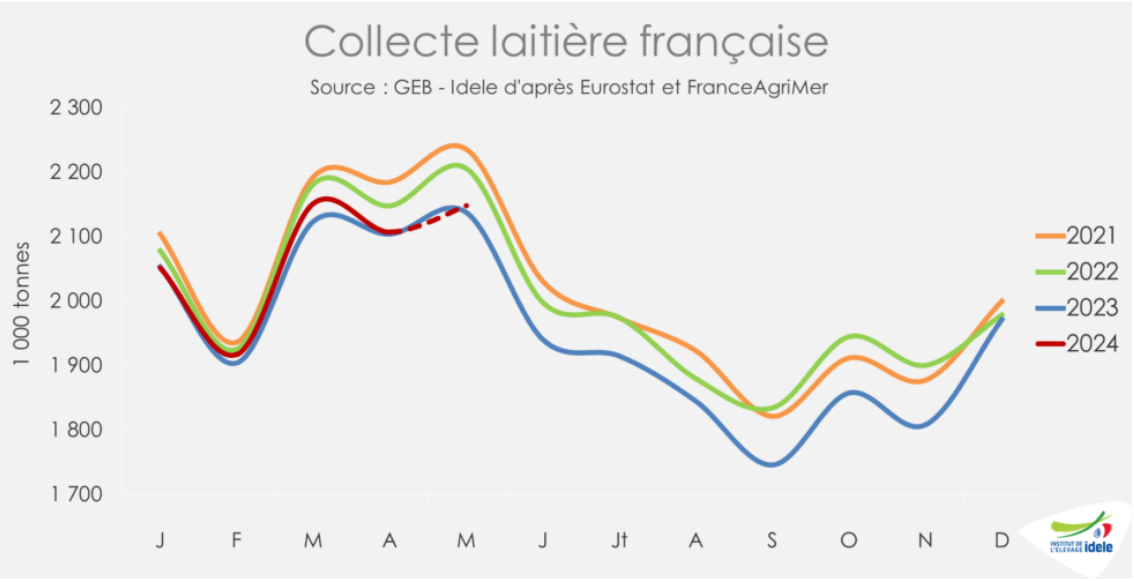
La collecte de lait en France poursuit une croissance modérée sur un an

Dernière révision le 24 juin 2024

La collecte de lait en France est en hausse sur ce début d'année, favorisée par des fourrages de très bonne qualité. Le prix du lait et les charges demeurent globalement stables et devraient peu évoluer dans les mois à venir. Par ailleurs, une dynamique favorable d'achat des produits laitiers est observée en magasins. Toutefois les choix des consommateurs évoluent, de plus en plus influencés par le prix.

Une collecte qui poursuit sa progression

Le mois d'avril a finalement affiché une stabilité de collecte (+0,1% / avril 2023) malgré les fortes pluies qui ont retardé la sortie des vaches et entravé les bonnes conditions de pâturage. **En cumul de janvier à avril, la collecte a progressé de +0,5% /2023**, effet année bissextile neutralisé. Ramenée en MSU, la collecte a aussi augmenté de +0,5% /2023, l'amélioration des taux en matière protéique compensant le recul sur la matière grasse. La très bonne qualité des maïs ensilages récoltés en 2023 impacte favorablement la collecte, un effet qui devrait perdurer jusqu'à l'automne prochain avant la transition vers la nouvelle récolte. D'après les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, la collecte en mai 2024 augmenterait de +0,5% /mai 2023.

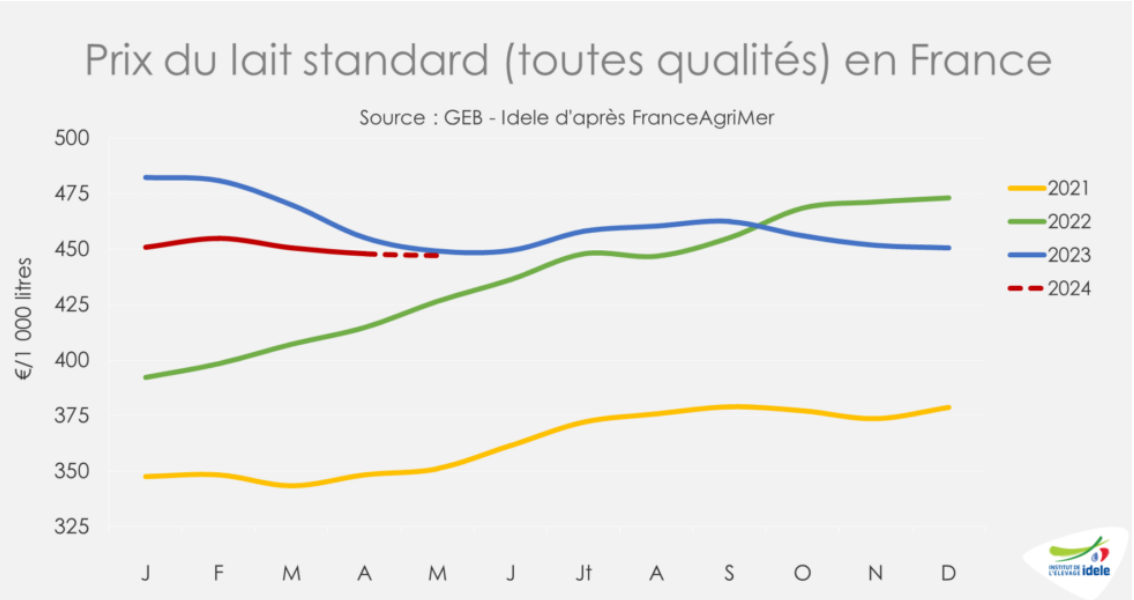


En région, une forte croissance est observée dans le Grand Est (+4,4% /2023 en cumul depuis janvier). Les Pays de la Loire ont retrouvé une bonne progression (+1,6%) et les Haut de France ont gardé une bonne dynamique malgré les lourdes intempéries automnales (+0,6%). La collecte est restée stable en Bretagne et a légèrement reculé en Normandie (-0,5%).

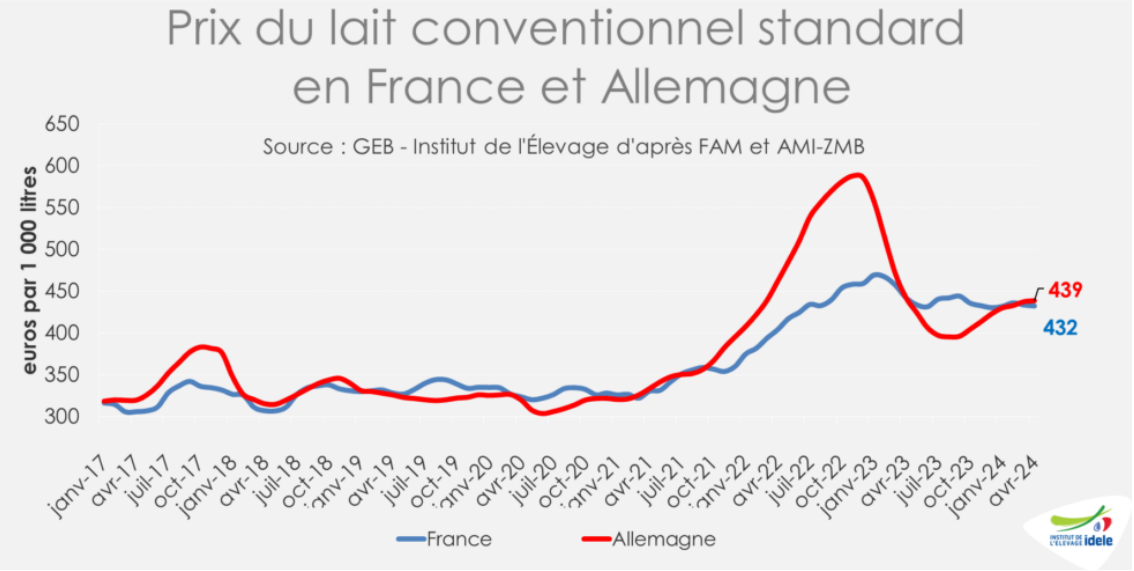
Les fourrages d'herbe récoltés cette année ont des bons rendements mais la qualité n'est pas satisfaisante en raison d'une herbe très haute en tige. La forte humidité printanière devrait cependant favoriser la pousse de l'herbe pendant une partie de l'été.

Prix du lait, charges et marges globalement stables sur ce début d'année

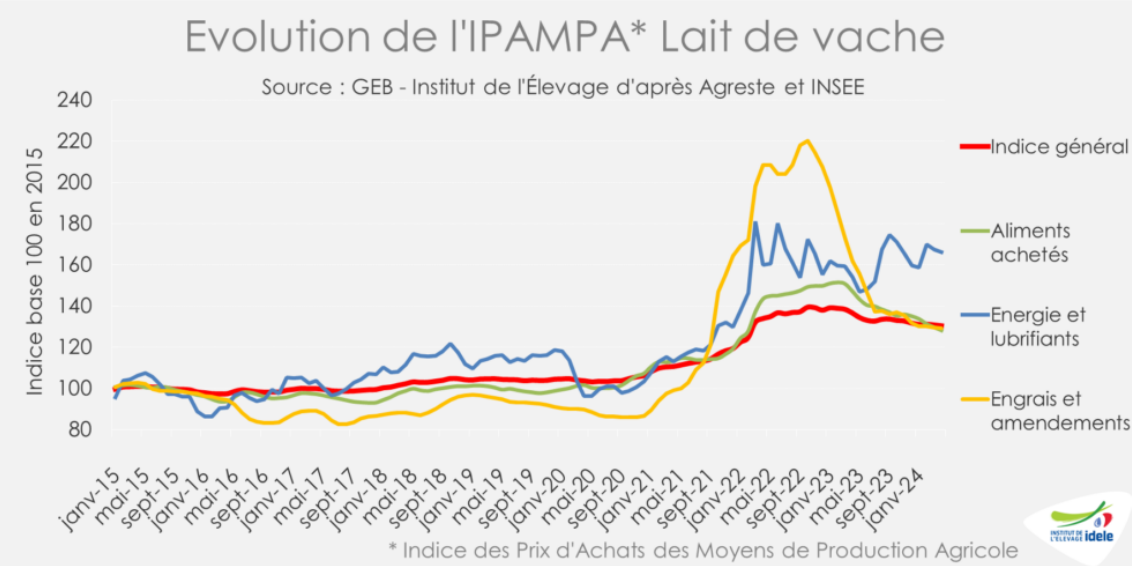
En avril 2024, le prix du lait standard (toutes qualités) en France a atteint 448 €/1 000 l, en repli de -3 € en un mois. Il est légèrement en dessous du prix de l'année dernière (-7 € /2023). Depuis le début d'année, **le prix est proche des 450 €/1 000 l et devrait rester stable les prochains mois**.



Depuis mars, **le prix du lait conventionnel allemand** (ramené au standard 38/32) **dépasse de nouveau le prix français**. En avril 2024, le prix allemand était de 439 €/1 000 l quand le prix français se situait à 432 €/1 000l.



D'après l'IPAMPA lait de vache (qui représente 50% des coûts de production), **les charges en élevages ont été quasi stables en avril 2024** d'un mois sur l'autre (-0,3%) et en recul de -4,6% /avril 2023. Le recul des charges alimentaires (-13% /2023) et des engrais (-20%) se poursuit. Le poste énergie fluctue à des niveaux élevés.

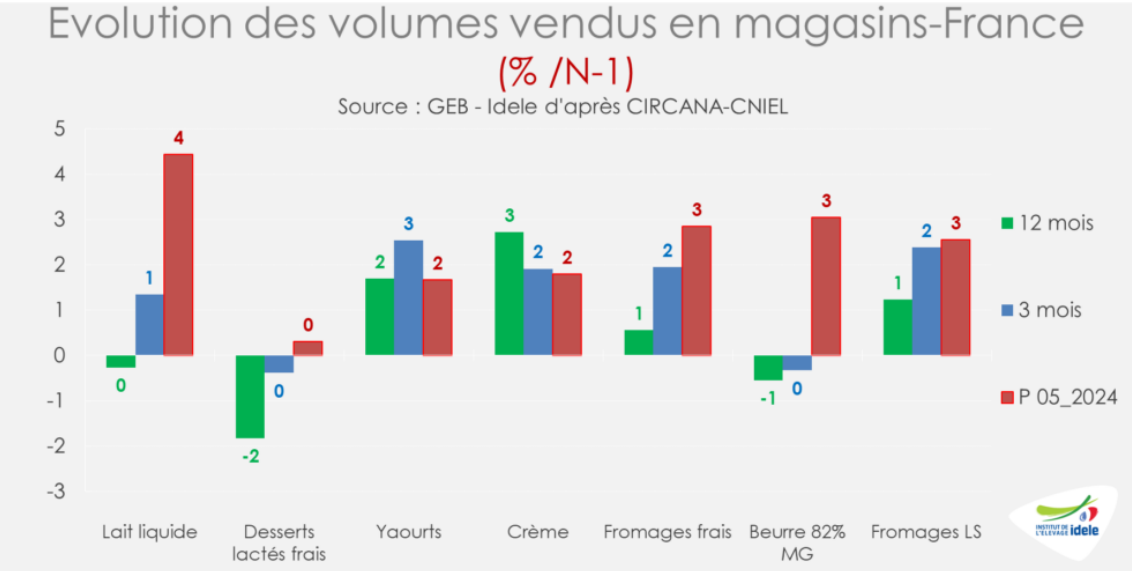


La marge MILC, estimée à 151 €/1 000 l en avril, a baissé de -2 € d'un mois sur l'autre sous l'effet d'un léger recul du produit lait, malgré une amélioration du produit de la vente des animaux (hausse des cotations) et un léger recul des charges. La MILC a progressé de +3 €/1 000 l sur un an. Le produit lait a baissé de -9 €, ainsi que les co-produits viande (-6 €), mais les charges se sont aussi réduites (-18 €). **La MILC est assez stable depuis le début d'année.**

Des ventes en magasins en hausse

En période P5 (du 21/04 au 19/05/2024), les ventes en volume de produits laitiers en magasins ont été très soutenues : +2,5% /2023 en équivalent lait. Tous les produits laitiers ont été davantage achetés y compris le lait liquide (+4%). **En cumul depuis le début de l'année, les ventes de produits laitiers ont progressé de +0,6% /2023 en équivalent lait**. Et rappelons qu'en 2023, en période de forte inflation des prix alimentaires, les achats de produits laitiers sont restés stables en volume.

Des produits ont vu leur vente particulièrement augmenter en cumul depuis janvier. Les ventes de lait ½ écrémé ont bondi de +6,3% /2023, celles de lait entier de +5,9% au détriment des laits spécifiques (-7,6%). Les achats de crème légère ont progressé de +4,3%, leur prix étant plus attractif. La crème légère représente 43% des volumes de crème achetés en magasins. Les achats de crème extra légère se sont accrus de +10%, mais ils ne représentent que 4% des volumes de crème. Dans les fromages, ce sont les fromages à pâtes fraîches salés (type feta) et les fromages fondus qui tirent les ventes.



L'Allemagne maintient une dynamique positive de collecte

Dernière révision le 24 juin 2024

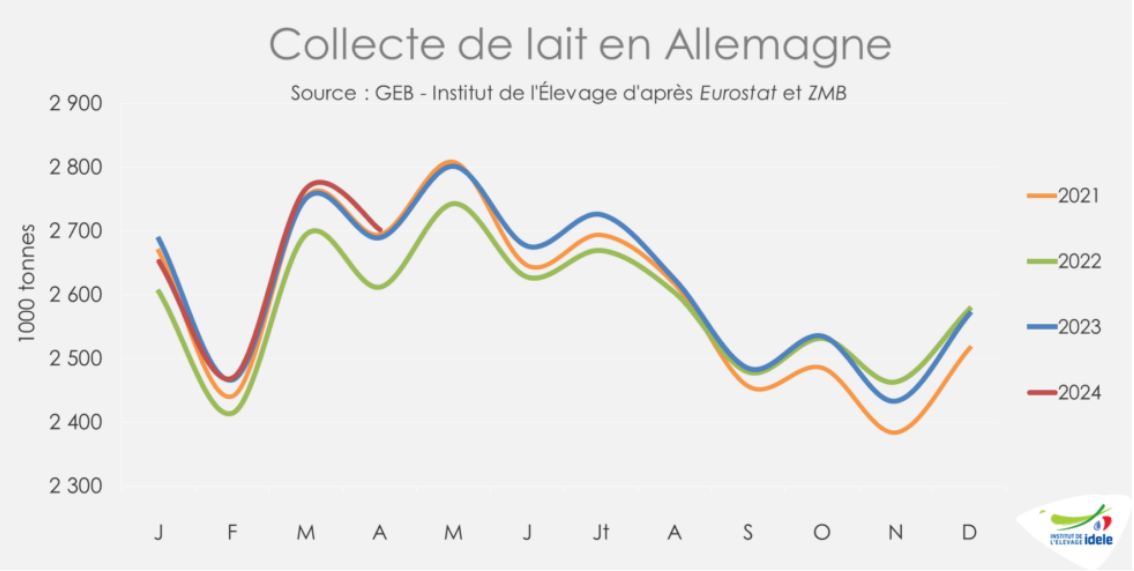
Stimulée par des indicateurs de marché favorables, la collecte de lait en Allemagne poursuit sa hausse en 2024, après le sursaut de 2023. Le prix du lait est en augmentation et pourrait poursuivre cette tendance dans les prochains mois. Les achats de produits laitiers par les ménages allemands continuent de croître en 2024.

Une collecte en hausse

En avril 2024, la collecte de lait en Allemagne a progressé de +0,4% /2023. En cumul depuis le début d'année, le niveau de collecte est stable, effet année bissextile neutralisé. Ramenée en MSU, la collecte est en léger recul à -0,4%, en lien avec un recul des taux de matière grasse. Selon les prévisions d'Ami, la tendance haussière se maintiendrait en mai et juin. Cette dynamique laitière positive fait suite à une année 2023 en progression de +1,4 %/2022 après 2 années consécutives de baisse. En 2023, l'augmentation avait été portée par des prix du lait soutenus malgré une nette diminution par rapport à 2022, une légère détente des coûts de production et une année climatique moins compliquée.

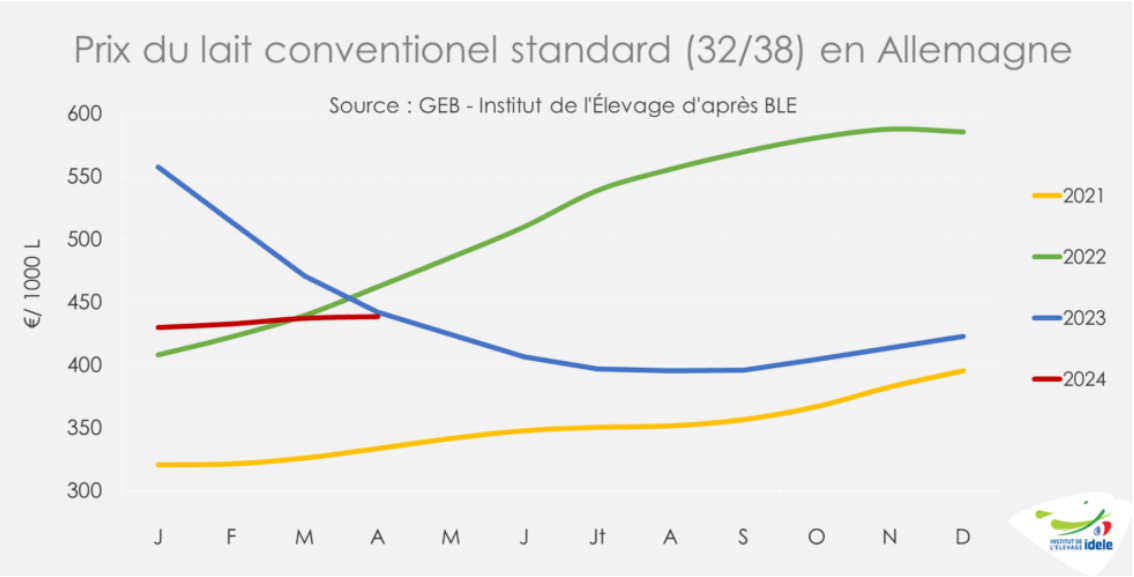
Sur ce début d'année, la collecte allemande de lait a été encouragée par une légère progression des prix du lait. **Les indicateurs de marché semblent prometteurs pour le secteur laitier**. Les ventes de produits laitiers au détail sont dynamiques. Les exportations de fromage ont progressé (+4,3 % au 1er trimestre 2024 /2023). Dans les pays du sud de l'Europe, la saison touristique a démarré, entrainant une forte demande de fromage. Également, le marché des produits industriels ayant été jusque-là peu incitatif (particulièrement la poudre), la fabrication et l'exportation de fromages sont devenues plus attractives.

Cette augmentation de collecte est probablement très conjoncturelle et non indicative d'un renversement de tendance durable. En effet, les diverses réglementations environnementales et les transformations structurelles de l'élevage laitier allemand devraient vraisemblablement freiner la production laitière sur le plus long terme.



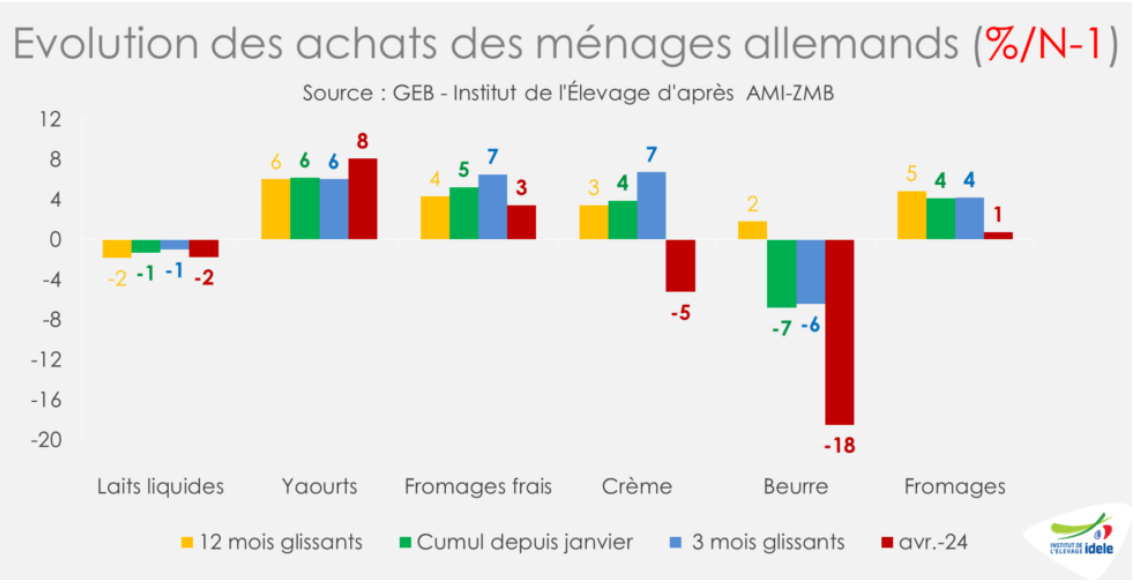
Un prix du lait en progression

En avril 2024, le prix du lait conventionnel standard 38/32 a atteint 439 €/1 000l. Il a rejoint le prix d'avril 2023. Il **s'affermit depuis octobre 2023** (en hausse de +34€). Le pic de la collecte de lait est atteint mais la hausse du prix pourrait se prolonger dans les mois à venir. La hausse de la collecte de lait sur le marché européen reste faible, affectée par un recul appuyé de la production irlandaise. Selon des prévisions allemandes, le prix du lait pourrait dépasser les 500 € /1 000 l à l'automne, dans un contexte de forte hausse du prix du beurre.



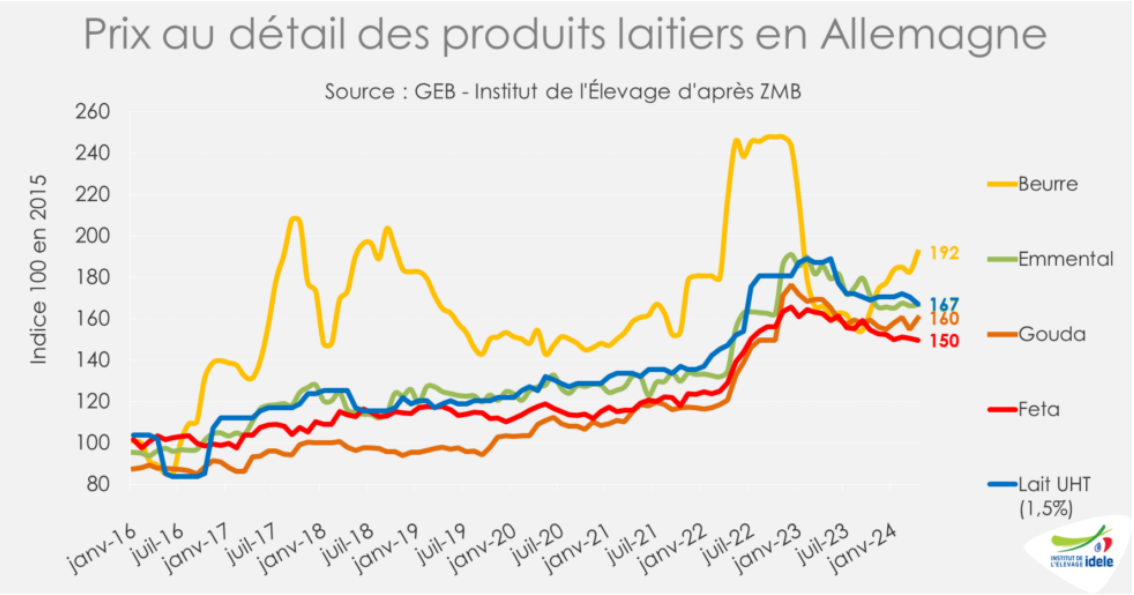
Une consommation intérieure dynamique

Sur le début d'année, **les achats de produits laitiers par les ménages allemands sont orientés à la hausse**. En cumul de janvier à avril, les achats en volume de yaourts ont progressé de +6% /2023, ceux de fromages frais de +5%, et ceux de crème et fromages de +4%. En revanche, les achats de beurre ont décroché de près de -7% /2023. Il y a toutefois une demande pour le beurre allemand qui bénéficie d'une offre réduite de produits en provenance d'Irlande, où la production de beurre a diminué. Les ventes de lait conditionné poursuivent leur baisse mais celle-ci est moins marquée que les années précédentes. La hausse des achats des ménages de produits laitiers en 2024 fait suite à une année 2023 en nette progression pour l'ensemble des produits laitiers à l'exception du lait conditionné.



Les ventes d'alternatives végétales aux produits laitiers sont en progression en Allemagne. Au cours des 4 premiers mois de l'année, les achats des ménages de yaourts alternatifs ont progressé de +11,6% /2023, les jus végétaux de +4,3% et les alternatives aux fromages de +3,1%. Les jus végétaux sont les alternatives les plus consommés. Ils représentent 12% du volume total des laits conditionnés et des jus végétaux. La part de marché des yaourts alternatifs est de 4,2% et celle des fromages alternatifs est de 0,5%. Toutefois, cette croissance de la consommation d'alternatives végétales ne se traduit pas par un recul des achats de produits laitiers. Les alternatives végétales apparaissent comme des produits « branchés » et sains pour des consommateurs qui ont du pouvoir d'achat. Les jus végétaux sont principalement utilisés dans le café.

A contrario, la demande croissante de substituts de viande s'accompagne d'une baisse de la consommation de viande, qui s'est poursuivie en 2023. Selon les chiffres de l'Institut fédéral de l'agriculture et de l'alimentation (BLE), 51,6 kilogrammes de viande par habitant ont été consommés en moyenne en Allemagne en 2023, en net repli comparé à 2019 (-12 % /2019 ; 58,5 kg/hab.).



Le prix du beurre au détail est en nette hausse. Il a atteint 7,32 €/kg en avril 2024, en progression de 36 cts € comparé au mois précédent. Il avait atteint des sommets en 2022 puis avait fortement reculé jusqu'en septembre 2023 (5,88 €/kg). Et depuis il progresse. En revanche, pour les autres produits laitiers, les prix au détail sont globalement stables voire en léger recul.

DMK annonce la fermeture d'une de ses usines

La plus grosse coopérative allemande, DMK, a annoncé la fermeture de son usine fromagère à Dargun. Le site concerné produit principalement des produits standards. A la fin de l'année 2023, 500 éleveurs ont quitté la coopérative, affectant à la baisse les livraisons de lait et obligeant la coopérative à des ajustements. DMK devrait réduire également les capacités de production de ses 3 autres usines en Allemagne. En cause, un prix du lait payé aux éleveurs plus bas que les autres laiteries allemandes. Ils disposaient de stocks importants de fromages qui ont dû être dévalorisés.

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Mise en œuvre de l'accord UE/Nouvelle-Zélande

Dernière révision le 24 juin 2024

La Nouvelle-Zélande a signé un accord de libre-échange (ALE) avec l'Union européenne le 9 juillet 2023 à Bruxelles. Après ratification par les deux parties, cet accord est entré en vigueur le 1er mai dernier. Il a pour but d'augmenter le commerce entre les deux zones. Les échanges de marchandises sont déjà importants : ils se sont élevés à près de 9,1 milliards d'euros en 2022. La mise en œuvre de cet accord va progressivement augmenter les concessions faites par l'UE à la Nouvelle-Zélande sur les produits laitiers et sur d'autres produits sensibles.

Les concessions obtenues par la Nouvelle-Zélande

L'accord commercial entré en vigueur le 1er mai 2024 entraîne l'élimination immédiate des droits de douane pour 94% des lignes tarifaires de l'Union européenne. De nombreux autres produits verront leurs droits supprimés en 3, 5 ou 7 ans comme le miel en 3 ans, la **caséine** en 5 ans ou encore le **lait infantile** en 7 ans. Ainsi, après sept années d'application, le niveau de libéralisation total passera à 98,5% des lignes tarifaires. Les 1,5% de lignes tarifaires restantes concernent les produits sensibles pour lesquels des contingents sont créés. C'est notamment le cas pour la viande ovine, la viande bovine, les produits laitiers autres que la caséine et le lait infantile, le maïs doux ou encore l'éthanol.

Fait notable, la Commission européenne avait fait, dans la dernière ligne droite des négociations, des concessions supplémentaires sur les produits laitiers et la viande bovine :

- Pour les **produits laitiers**, des concessions supplémentaires ont été faites sur le **beurre** (volume augmenté à 15 000 tonnes et suppression des droits de douanes pour les contingents OMC), les **fromages** (passage à 25 000 tonnes et suppression des droits de douanes pour les contingents OMC) et les **poudres** (passage à 15 000 tonnes). Aucune concession supplémentaire n'avait été faite cependant pour le **lactosérum**.

- En **viande bovine**, la première offre européenne incluait un contingent de 3 000 tonnes avec un droit intra-contingentaire (au sein du contingent) de 7,5%. C'est finalement un contingent de 10 000 tonnes avec un droit de douane de 7,5% qui a été concédé. A l'instar des produits laitiers, ce contingent sera progressivement mis en œuvre en 7 ans. Et le droit de douane du contingent *Hilton* sera réduit de 20% à 7,5% dès l'entrée en vigueur de l'accord.

Evolution des concessions de l'UE à la Nouvelle-Zélande sur les produits issus de ruminants dans le cadre de l'accord

Source : GEB-Idele d'après divers

	1ère offre (2018)	offre en fin de négociation	compromis final
Viande bovine	3 000 tonnes (DD=7,5%) - PT = 7 ans	8 000 tonnes (DD=7,5%) - PT = 7 ans	10 000 tonnes (DD=7,5%) - PT = 7 ans DD du contingent Hilton de 20% à 7,5% (immédiat)
Viande ovine	38 000 tonnes (DD=10%) - PT = 7 ans	38 000 tonnes (DD=0%) - PT = 7 ans	38 000 tonnes (DD=0%) - PT = 7 ans
Beurre	6 000 tonnes (DD=30% NPF) - PT = 10 ans	15 000 tonnes (DD=20% NPF) - PT = 7 ans	15 000 tonnes (DD->de 20% NPF à 5% NPF), même réduction de DD pour les 21 000 tonnes du contingent tarifaire OMC PT = 7 ans
Fromages	15 000 tonnes (DD=50% NPF) - PT = 10 ans	20 000 tonnes (DD fromage râpé =50% NPF; DD fromage à pizza=25% NPF; DD cheddar/gouda=20% NPF) - les bleus et fromages transformés progressivement libéralisés - PT = 7 ans	25 000 tonnes (DD=0%) - 2 contingents OMC=6 031 tonnes (DD->de 170.6 €/t à 0) - PT = 7 ans
Poudres	6 000 tonnes poudre grasse (DD=50% NPF) + 2 000 tonnes poudre maigre (DD=30% NPF) - PT = 10 ans	Volume conjoint de 13 500 tonnes (DD poudre grasse=50% NPF et DD poudre maigre=20% NPF) - PT = 7 ans	Volume conjoint de 15 000 tonnes (DD=20% NPF) - PT = 7 ans
Concentrés protéiques et lactosérum	4 000 tonnes (lactosérum) + 2 000 tonnes (protéines) - (DD=0%) - PT = 10 ans	3 500 tonnes (DD=0%) - PT = 7 ans	3 500 tonnes (DD=0%) - PT = 7 ans

DD = droit de douane / NPF = nation la plus favorisée / PT = période transitoire

La Nouvelle-Zélande bénéficiait déjà d'un accès préférentiel au marché de l'UE pour le beurre et les fromages via des contingents tarifaires à droit de douane réduits issus des négociations de l'OMC. Ces contingents représentent annuellement plus de 47 000 tonnes de beurre et 6 000 tonnes de fromages (essentiellement du cheddar pour la transformation). Depuis le 1er mai, quatre nouveaux contingents à droit de douane réduit ou nul sont ouverts pour le reste de 2024. Les volumes ont été déterminés au *prorata temporis* : un peu plus de 58% des volumes prévus pour l'année de mise en œuvre de l'accord seront ouverts en 2024 (pour 7 mois sur 12).

Contingents de produits laitiers ouverts par l'UE à la Nouvelle-Zélande en 2024 (1er janvier-31 décembre)

Source : GEB-Idele d'après *Ministry of Primary Industries*

Origine	Type de contingents	Volume (t de produit)	Droit de douane	Remarques
OMC	Beurre	47 177	30% du droit NPF (14 000 t) 20% du droit NPF (21 000 t) 700 €/t (12 177 t)	N° d'ordre 09.4182 & 09.4195
OMC	Fromages	6 031	170,6 €/t	N° d'ordre 09.4514 & 09.4515
ALE	Poudres de lait	3 346,99	20% du droit NPF	Volume calculé au *prorata temporis* en 2024 (mai - décembre)
ALE	Beurre	3 346,99	20% du droit NPF	
ALE	Fromages	5 578,09	0%	
ALE	Concentrés protéiques et lactosérum	781,187	0%	

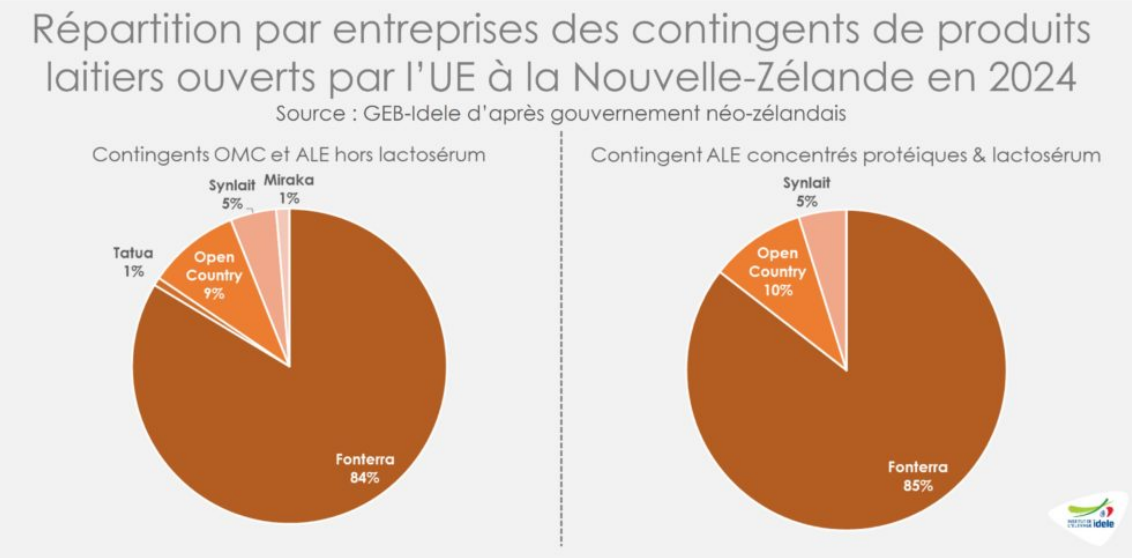
NPF = nation la plus favorisée

L'accord prévoit ensuite une progression des volumes et une réduction des droits de douane intra-contingentaires sur une période de 7 ans : les contingents seront pleinement opérationnels (volume et droit de douane) à partir de 2031.

Gestion des contingents : *Fonterra* se taille la part du lion

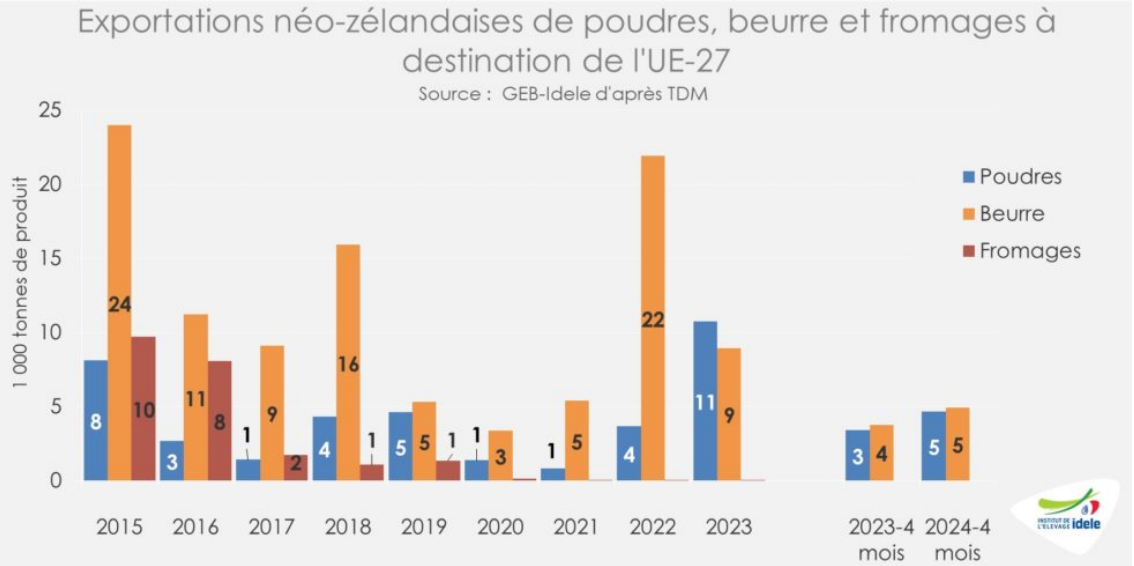
A l'instar des contingents OMC de l'UE à destination de la Nouvelle-Zélande, l'accès aux nouveaux contingents issus de la mise en œuvre de l'ALE sera géré par un système d'attribution de licences piloté par le pays exportateur. Comme défini dans le *Dairy Industry Restructuring Act* de 2001, ces licences sont attribuées par entreprise en fonction des flux historiques. Pour l'ensemble des contingents ouverts par l'UE aux produits laitiers néo-zélandais, un taux uniforme est appliqué quel que soit le produit. Seule exception, les entreprises *Tatua Cooperative Dairy Company Limited* et *Miraka Limited* n'ont pas accès au contingent de concentrés protéiques et lactosérum en 2024 : les flux originaires de ces deux entreprises ayant été inférieurs à 20 tonnes en 2023.

Sans surprise, **c'est le groupe *Fonterra Cooperative Group Limited*, numéro un des produits laitiers en Nouvelle-Zélande, qui se voit octroyer une large majorité des contingents** (entre 84 et 85% des volumes), loin devant *Open Country Dairy Limited* (9 ou 10%) et *Synlait Milk Limited* (5%). *Tatua* et *Miraka* n'ont accès qu'à 1% des volumes ouverts pour les poudres, le beurre et les fromages.



Jusqu'ici, la Nouvelle-Zélande est très loin de profiter de l'intégralité de ses contingents

Si les contingents sont pré-attribués, cela ne veut pas dire pour autant que la Nouvelle-Zélande les remplit. Les exportations néo-zélandaises de poudres, beurre et fromages n'ont jamais atteint la totalité des contingents ouverts par l'UE. En moyenne sur 2021 à 2023, les exportations néo-zélandaises de fromages à destination de l'UE ont été quasi nulles et celles de beurre ont atteint 12 000 tonnes par an, avec une forte variabilité néanmoins. Sur les premiers mois de 2024, les exportations de fromages étaient toujours nulles quand celles de beurre approchaient les 5 000 tonnes (+31% /2023), avec une grande variabilité. En effet, les droits de douane intra-contingentaire restent relativement dissuasifs pour la Nouvelle-Zélande et le pays océanien exporte plutôt vers la Chine et l'Asie, le Moyen-Orient, l'Amérique du Nord ou encore l'Australie.



L'entrée en vigueur de nouveaux contingents via la mise en œuvre de l'ALE UE/Nouvelle Zélande au 1er mai 2024 ne devrait pas changer la donne à court terme. En effet, en début d'application de la période transitoire de 7 ans, les nouveaux contingents de beurre et de poudres resteront taxés de droits de douane élevés. Et les volumes ouverts à droit nul pour les fromages et le lactosérum resteront faibles. La donne pourrait changer en fin de période transitoire avec des volumes et/ou des droits de douanes plus intéressants alors que les productions océaniennes restent compétitives. Affaire à suivre…

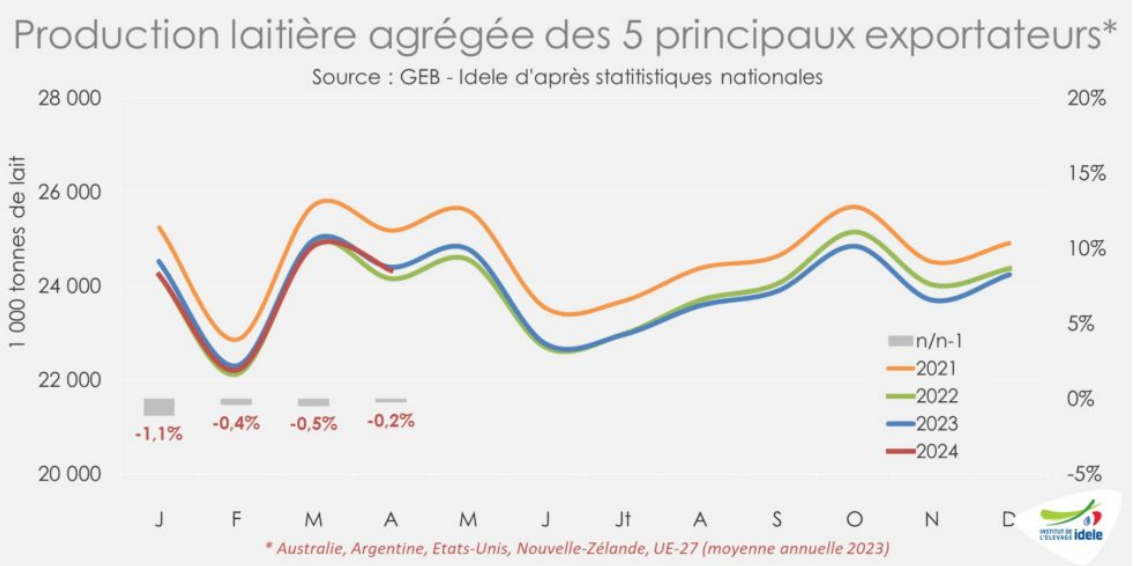
La production mondiale toujours limitée malgré les divergences

Dernière révision le 24 juin 2024

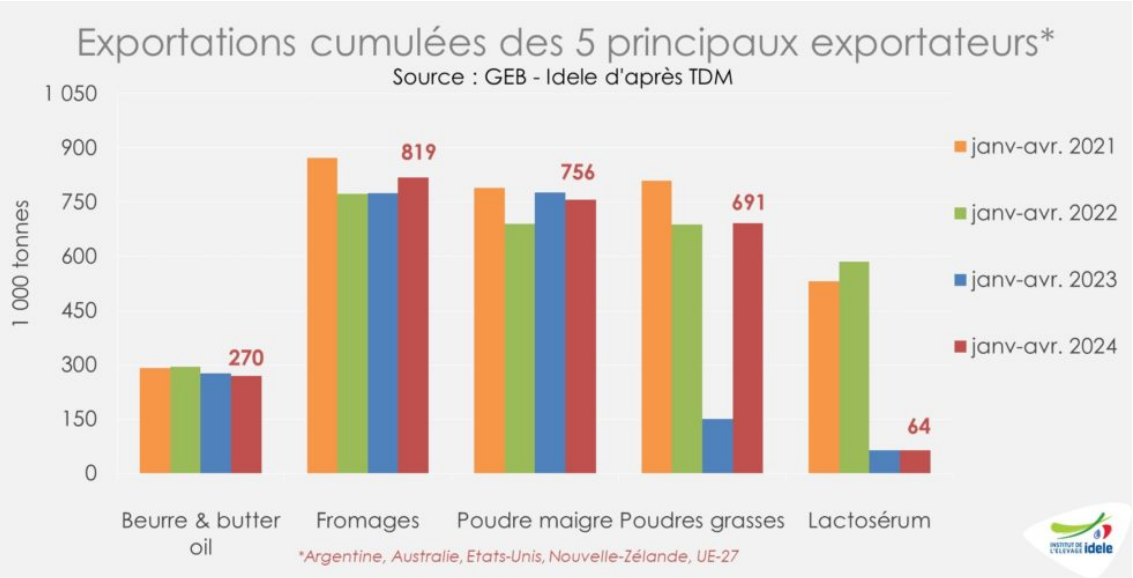
Depuis le début de l'année 2024, la production mondiale poursuit son redressement timide. Les dynamiques de collecte restent cependant toujours divergentes entre les principaux pays exportateurs. Sur le marché mondial, la demande de beurre est à la hausse.

Redressement limité de la production laitière chez les cinq premiers exportateurs mondiaux

En avril 2024, **la production des cinq premiers exportateurs mondiaux de produits laitiers (Argentine, Australie, États-Unis, Nouvelle-Zélande et UE-27)** se rapprochait du total atteint un an auparavant, bien que toujours légèrement inférieur (-0,2% /2023). Comme observé depuis le début de l'année, les dynamiques entre pays restaient divergentes : forte baisse en Argentine, baisses plus modérées en Nouvelle-Zélande ou aux États-Unis et hausses plus ou moins marquées en UE ou en Australie.

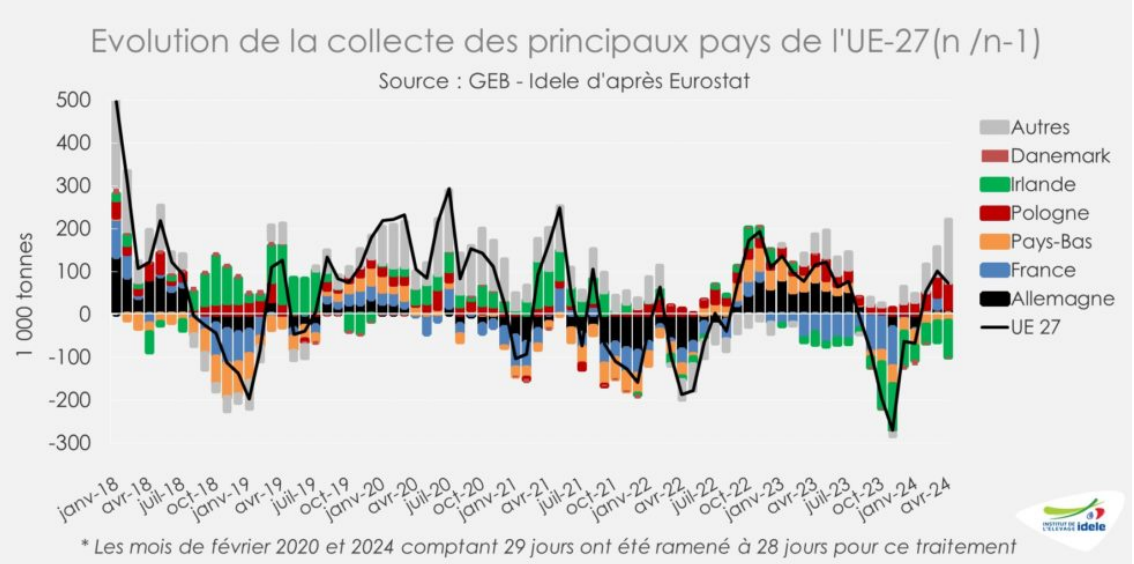


Malgré une production en léger retrait en cumul sur quatre mois (-0,6% /2023 mais +0,2% /2022), **les exportations de produits laitiers** du top 5 des exportateurs étaient en progrès. Ramenés en tonnes de matière sèche utile (MSU), les envois de produits laitiers dépassaient ceux des deux années précédentes sur la période (+5% /2023, +2% /2022) malgré un tassement en mars (-1% /2023) puis en avril (-3%). En tonnes de produits, les envois sur les 4 premiers mois de 2024 de poudre de lactosérum étaient stables quand ceux de poudre maigre et de beurre et *butter-oil* affichaient un léger retrait sur un an (-3% /2023 chacun). A contrario, les expéditions de fromages (+6%) et de poudres grasses (x4,5) portaient les échanges.

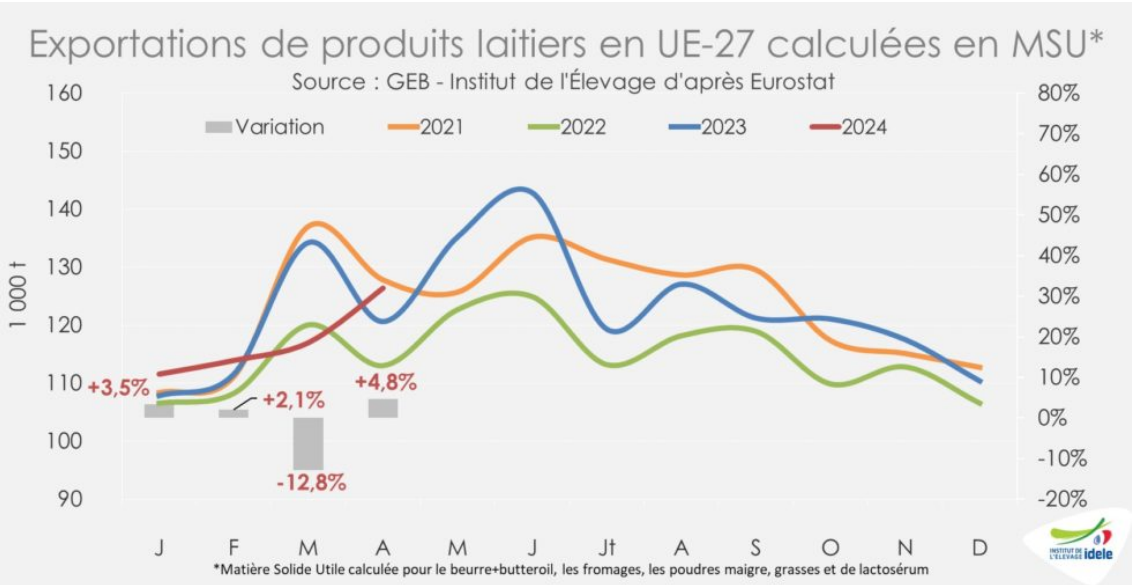


Collecte et export se sont redressés dans l'UE-27

Dans l'UE-27, la **collecte européenne** était de nouveau orientée à la **hausse** en avril 2024 (+0,6% /2023). La progression est continue depuis trois mois. Sur janvier-avril 2024, la collecte européenne avait ainsi atteint 48,6 Mt (+0,3% /2023). Les dynamiques de collecte restaient cependant divergentes entre États membres. La collecte de l'UE-27 a été portée notamment par la collecte polonaise (+4%). La situation était à la légère hausse en Allemagne (+0,4% /2023) ou en France (+0,1%). Elle était en revanche en nette baisse en Irlande (-8%), une constante depuis le 2nd semestre 2023.

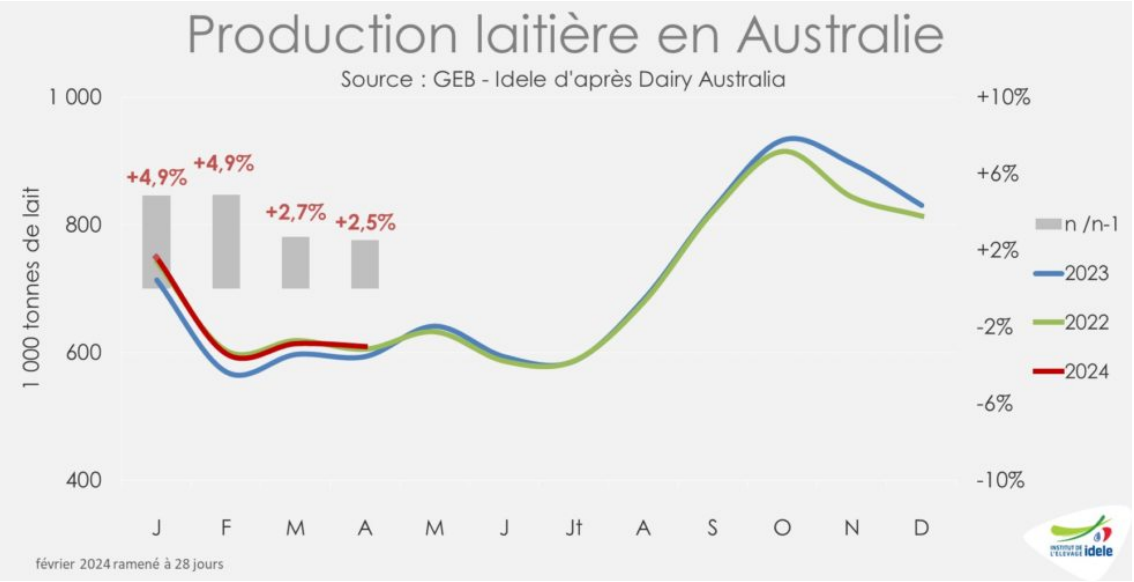


Avec des performances limitées au mois de mars, les exportations de produits laitiers en cumul sur les quatre premiers mois de 2024 de l'UE-27 ramenées en tonnes de MSU étaient en léger retrait sur un an (-1% /2023 mais +5% /2022). Aucune commodité ne se démarquait réellement de cette tendance observée.

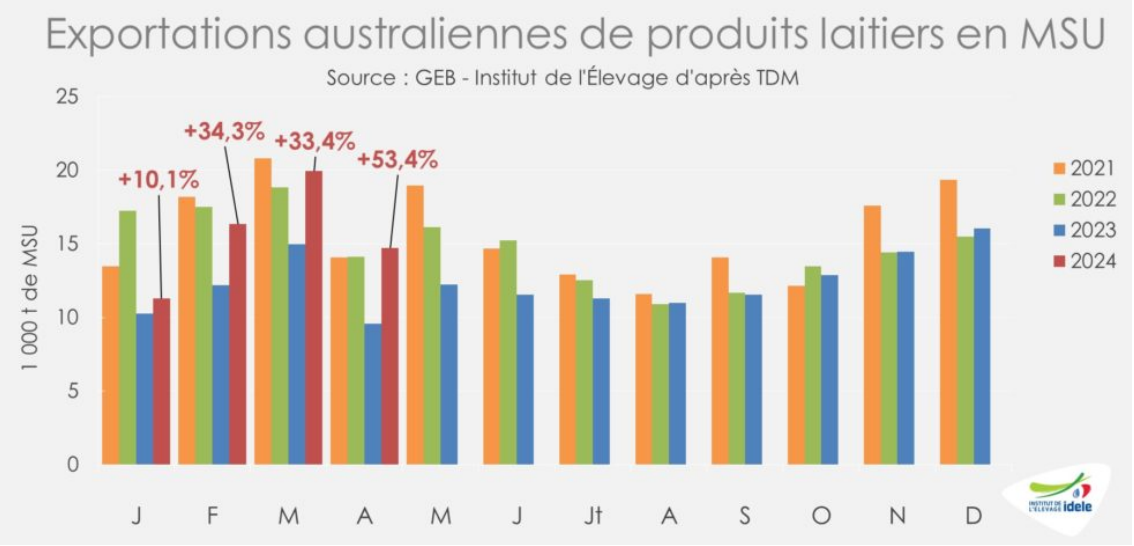


Redressement timide de la production en Australie

Pour le 12ème mois consécutif, **la production de lait en Australie** affichait une hausse sur un an en avril (+3% / 2023). Depuis le début de la saison laitière en juillet 2023 et jusqu'en avril 2024, la production laitière a atteint 7 134,6 millions de litres (+3,0% /2022-2023). Les volumes de lait produit étaient en hausse dans tous les États. La baisse des prix des aliments et des engrais, combinée à la hausse des prix du lait à de bonnes conditions saisonnières ont participé à ce redressement, certes limité.



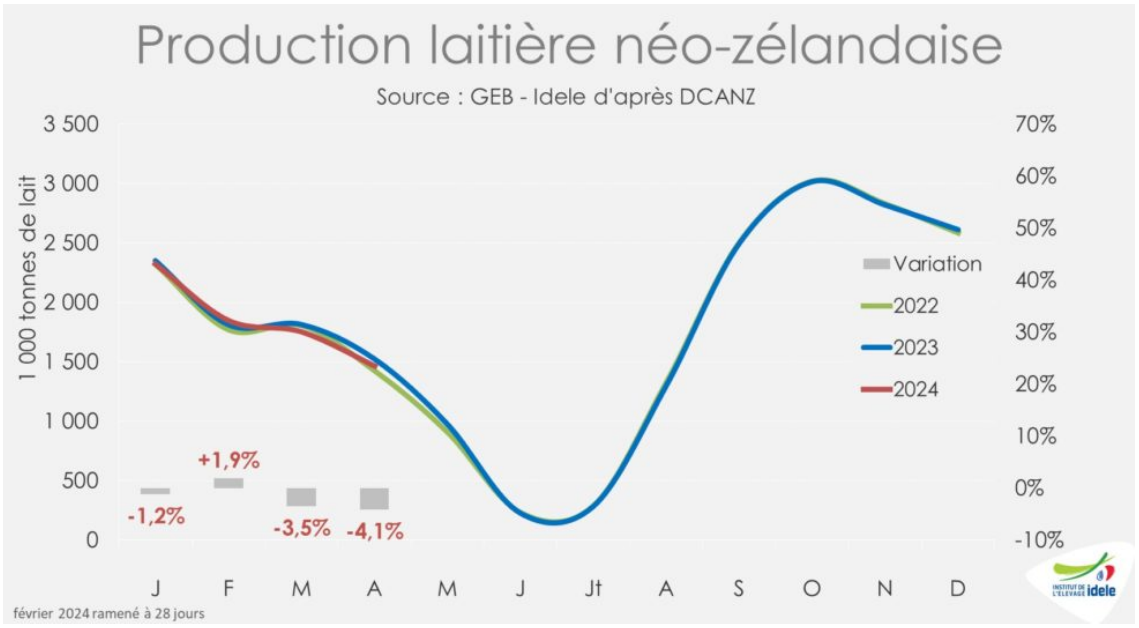
Depuis le début de l'année, les **exportations australiennes de produits laitiers** ramenées en matière sèche utile (MSU) ont ainsi repris de la vigueur. En avril 2024, elles étaient ainsi en hausse sur un an pour le 6ème mois consécutif, à un niveau bien supérieur au faible total de 2023 (+53% /2023), fortement affecté par des conditions climatiques défavorables.



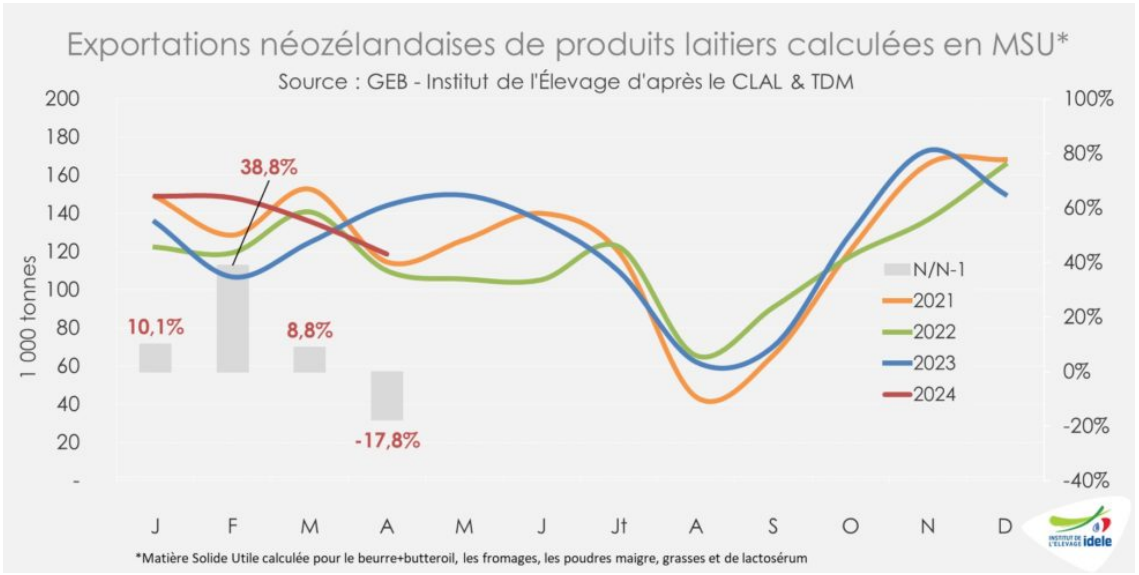
Toutefois, de nombreux prix d'ouverture du lait pour la saison de production 2024/2025 en Australie ont été publiés en ligne, comme le prévoit le code de conduite laitier australien (*Dairy Industry Code of Conduct* aussi appelé *the Mandatory Code*). **Les prix annoncés par les transformateurs** en Australie oscillent autour de 8,00 AUS$/kg MS (un peu moins de 5 €) pour la saison 2024/2025. Ces prix affichent donc des baisses par rapport à la saison dernière (aux alentours de 10%), mais il ne s'agit que d'un point de départ avant que les organisations de producteurs ne négocient. Les opérateurs mettent en avant notamment l'augmentation des coûts des intrants, la faiblesse de la demande intérieure et la volatilité du marché. Et des conditions sèches attendues dans certaines régions pourraient venir à nouveau perturber la production laitière.

La production recule en Nouvelle-Zélande

En **Nouvelle-Zélande**, la décroissance saisonnière de **la production néozélandaise** est désormais un peu plus rapide que lors de la campagne précédente. En avril 2024, elle était en baisse assez marquée sur un an (-4% /2023). Depuis le début de l'année civile, la production laitière néo-zélandaise se situait à un niveau intermédiaire à 2023 (-2%) et 2022 (+1%).



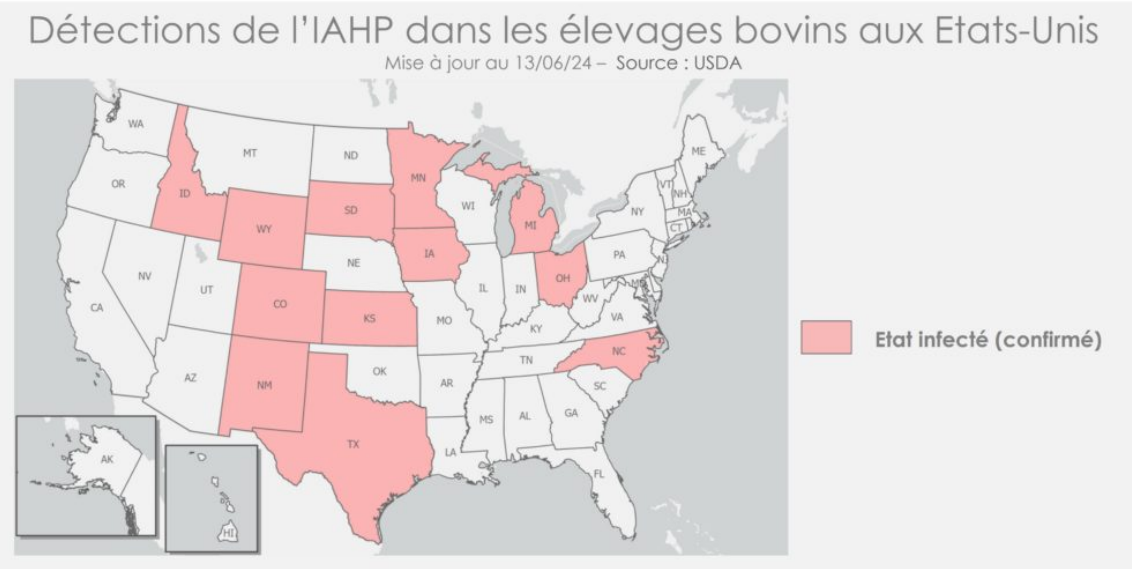
En avril dernier, avec des disponibilités plus limitées, les **exportations néo-zélandaises de produits laitiers** ramenées en MSU ont affiché un net recul (-18% /2023), après un premier trimestre globalement positif (+18%). Parmi les destinations de choix pour les produits laitiers, la Chine (client n°1 de la Nouvelle-Zélande) connait une hausse continue de sa production et est actuellement moins présente sur le marché mondial.



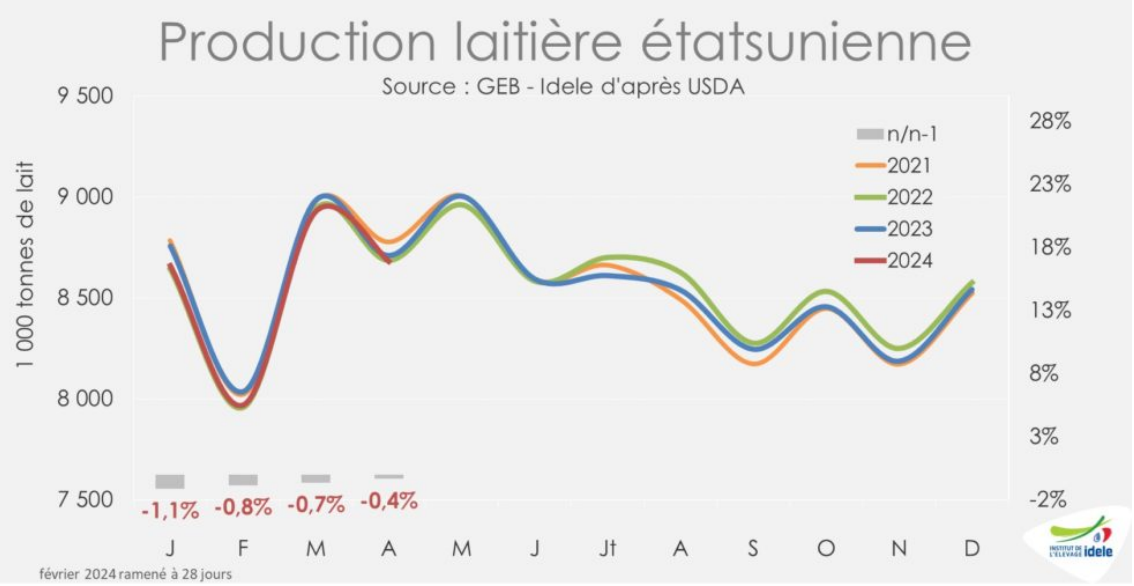
Fonterra a récemment annoncé ses prévisions de prix du lait pour la saison 2024/2025 dans le pays. **Le prix du lait à la ferme** pour l'ouverture de la saison 2024/2025 est attendu de 7,25 NZ$ à 8,75 NZ$ par kg de MS (entre 4,15 et 4,70 €), avec un point médian de 8,00 NZ$/kg (un peu moins de 4,60 €). C'est un peu plus que la valeur médiane actuelle pour la saison 2023/2024 (7,80 NZ$/kg ou 4,45 €). Le groupe reste cependant prudent, son PDG Miles Hurrel rappelant que « *la dynamique de l'offre et de la demande de lait reste finement équilibrée et les volumes d'importation de la Chine n'ont pas encore retrouvé des niveaux historiques* ».

Une production en retrait aux États-Unis, sans lien avec l'épizootie l'influenza aviaire hautement pathogènes (IAHP)

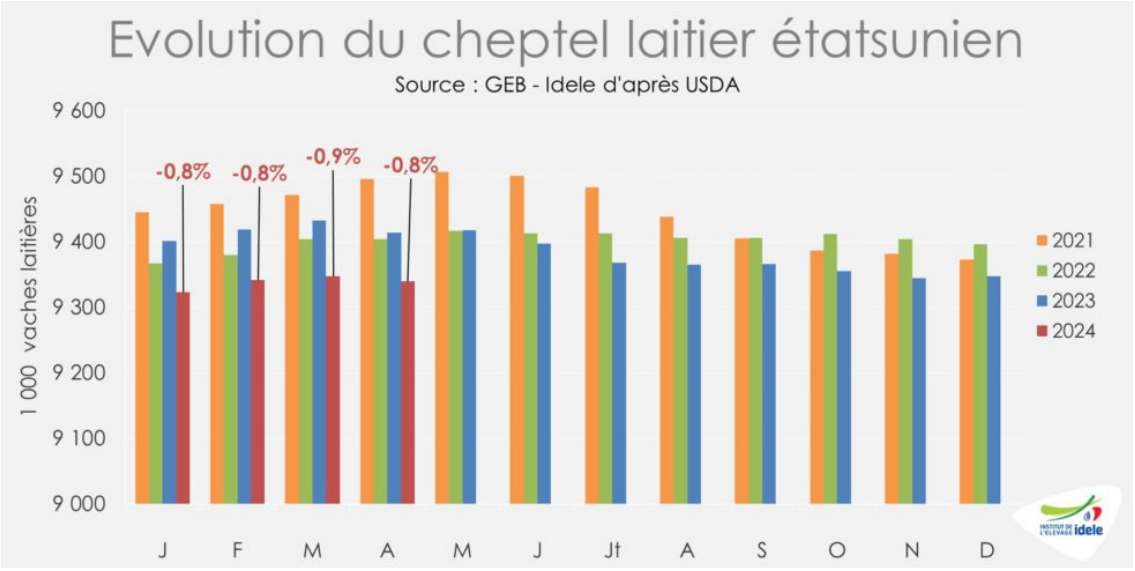
Aux **Etats-Unis**, l'épidémie d'**IAHP** continue de se développer au sein du cheptel laitier. Douze États sont désormais concernés contre 8 à la mi-avril. A la mi-juin, 101 cas avaient été répertoriés par les autorités étasuniennes. Ce virus, que l'on sait mortel pour les volailles, a des effets moins connus sur les bovins, notamment sur les vaches laitières. L'épizootie reste sous surveillance et pourrait avoir des effets sur la production de lait. Elle pourrait avoir aussi des effets sur le commerce de lait cru, la *Food & Drug Administration* (FDA) limitant le commerce inter- États pour les États touchés par l'épizootie.



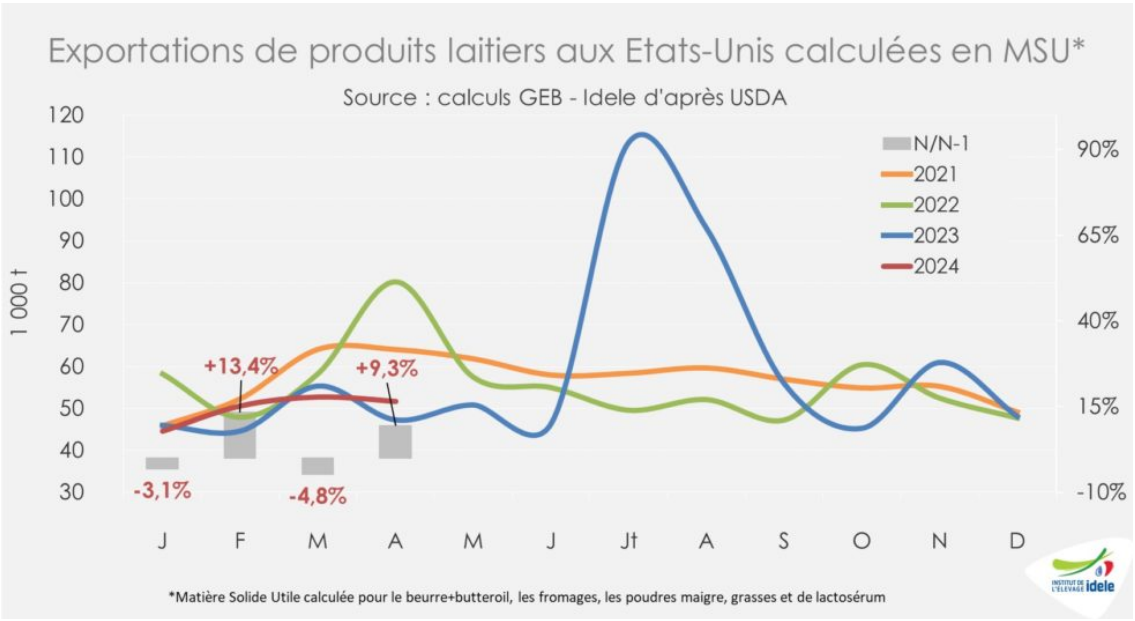
En attendant, **la production laitière des États-Unis** est restée en deçà des standards des années précédentes depuis le début de 2024. Au mois d'avril, elle était à nouveau en baisse sur un an (-0,4% /avril 2023).



Le **rendement laitier** par vache était pourtant en hausse en avril dernier par rapport à l'an passé (+0,4%). C'est le **recul du cheptel laitier étasunien** (-0,8% /2023) qui est le facteur principal du recul de la production laitière dans le pays.

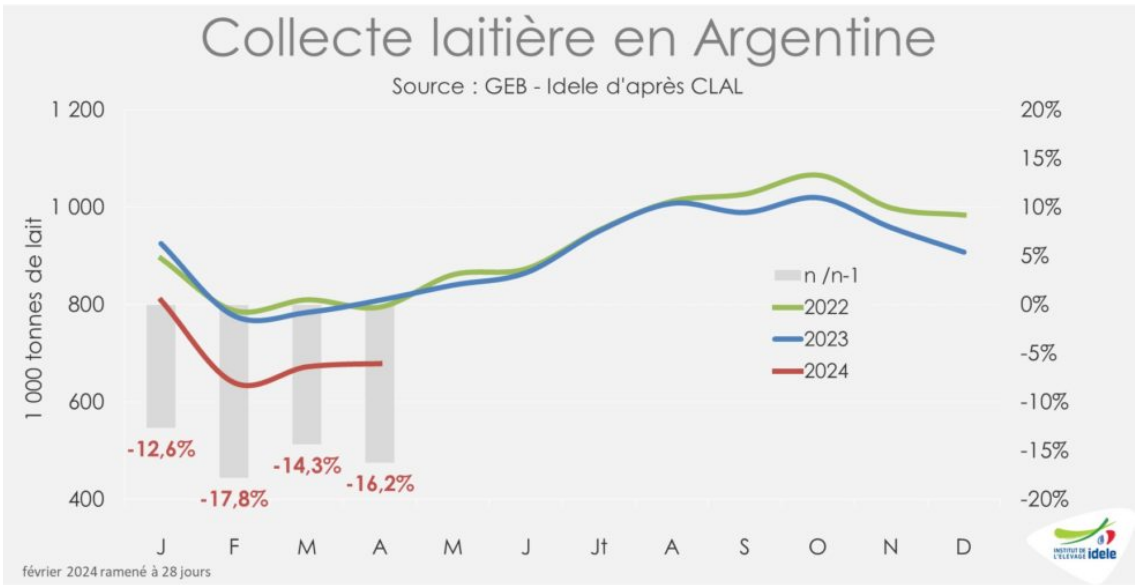


Malgré une disponibilité plus limitée dans le pays, la demande en produits laitiers étasuniens sur le marché mondial a été globalement en hausse sur un an sur les quatre premiers mois de 2024, bien que l'ampleur de cette progression reste modeste. Ramenés en MSU, **les exportations étatsuniennes** étaient en hausse sur un an en cumul depuis le début de l'année (+3% /2023 mais -18% /2022 et -12% /2021) comme en avril (+9% /2023 mais -36% /2022 et -19% /2021). Depuis le début de 2024, ce sont toujours les exportations de fromages qui portent les ventes (+23% /janvier-avril 2023 en tonnes de produits), en lien avec des prix relativement compétitifs.



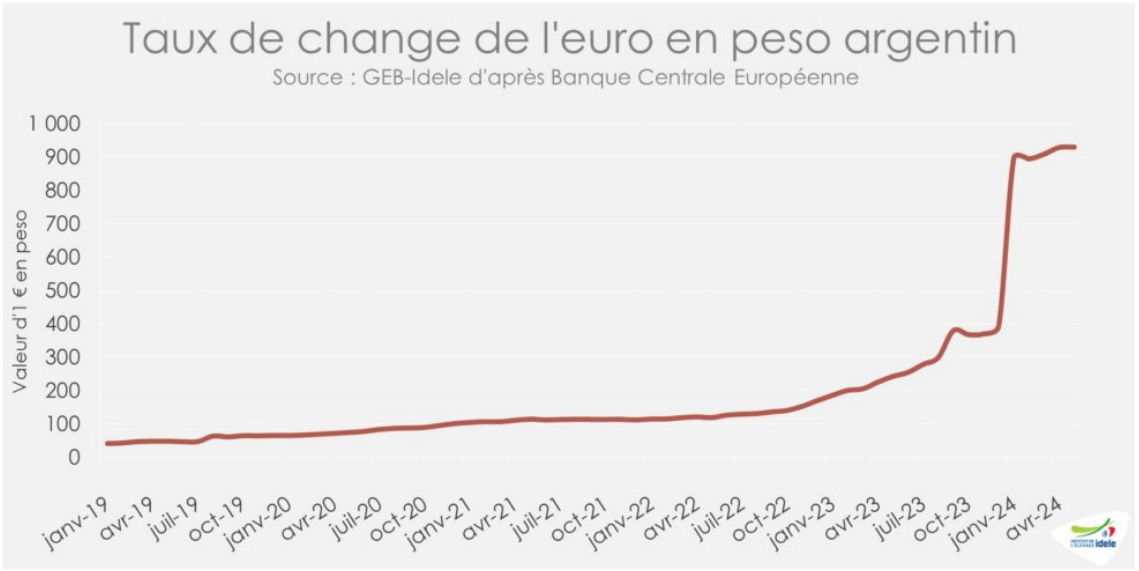
Le décrochage de la collecte en Argentine se poursuit

En **Argentine**, **la production et la collecte de lait de vache** poursuivent le décrochement initié au 2nd semestre 2023. Son ampleur reste marquée depuis le début de 2024. Ainsi, le recul sur un an de la collecte laitière oscille entre -12% et -18% depuis janvier dernier. En avril 2024, elle était donc en retrait conséquent (-16% /2023). C'est le plus bas total enregistré pour un mois d'avril depuis 2017.



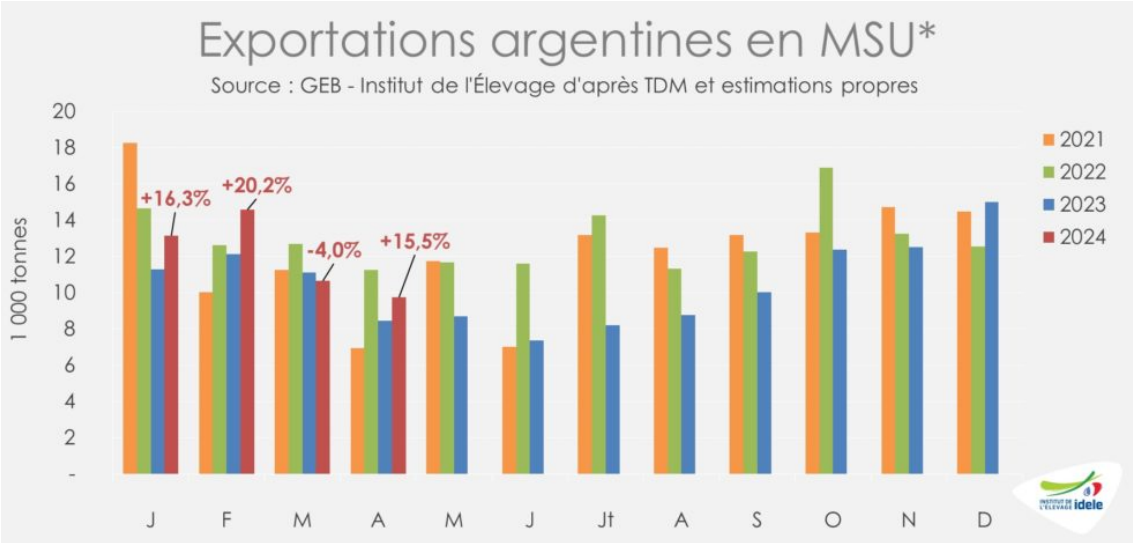
Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce phénomène. Les **trois années consécutives de sécheresses intenses et la multiplication des vagues de chaleur** subies par le pays ont notamment des effets importants sur la production avec des effets directs sur la disponibilité fourrage tant en quantité qu'en qualité. D'après plusieurs observateurs, les **prix des fourrages** en Argentine ont ainsi très nettement augmenté dans un contexte d'inflation continue.

Et l'élection à la Présidence de la République argentine de Javier Milei fin 2023 a entraîné une nouvelle **dévaluation du peso argentin**, d'une ampleur inédite. Entre novembre 2023 et mai 2024, la valeur du peso argentin convertie en euro a été divisée par 2,5 !



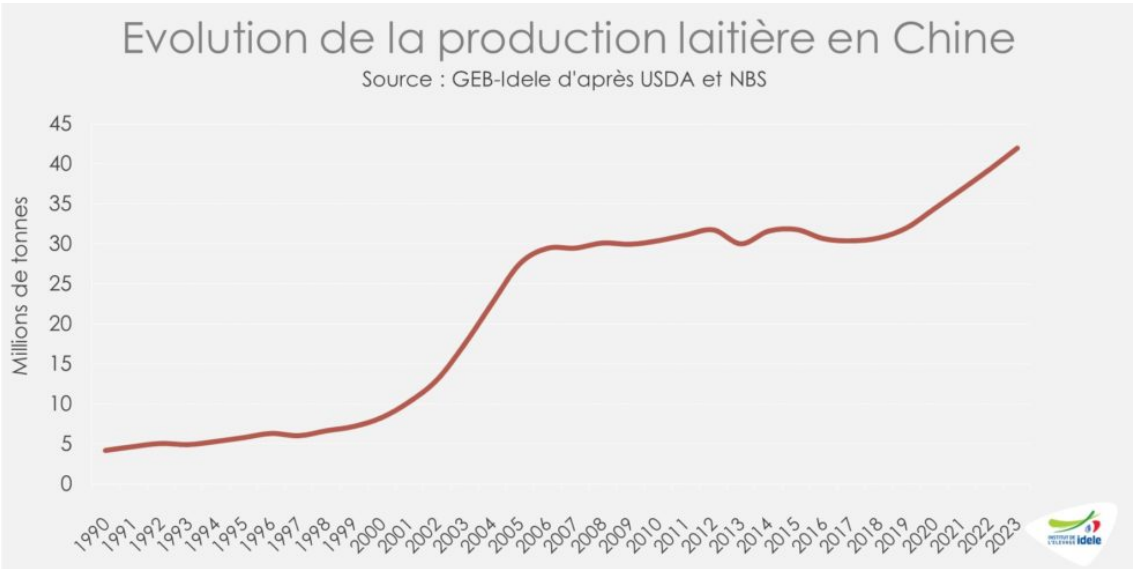
Avec une monnaie plus faible que jamais, les éleveurs argentins ont des difficultés à s'approvisionner en intrants sur le marché mondial. Et avec le manque de trésorerie, certains producteurs sont tentés de réformer, amplifiant ainsi le phénomène de baisse de production laitière.

Cependant, la dévaluation en Argentine **renforce la compétitivité à l'expor**t des produits argentins alors que le pouvoir d'achat des Argentins est au plus bas. De plus, la suspension des taxes à l'export (ou *retenciones*) de produits laitiers a été à nouveau prolongé pour un an au moins jusqu'en juin 2025. Depuis le début de l'année 2024, les **exportations argentines** ramenées en MSU étaient en hausse sur 4 mois (+12% /2023), juste un peu en-dessous du niveau élevé de 2022 (-6%).



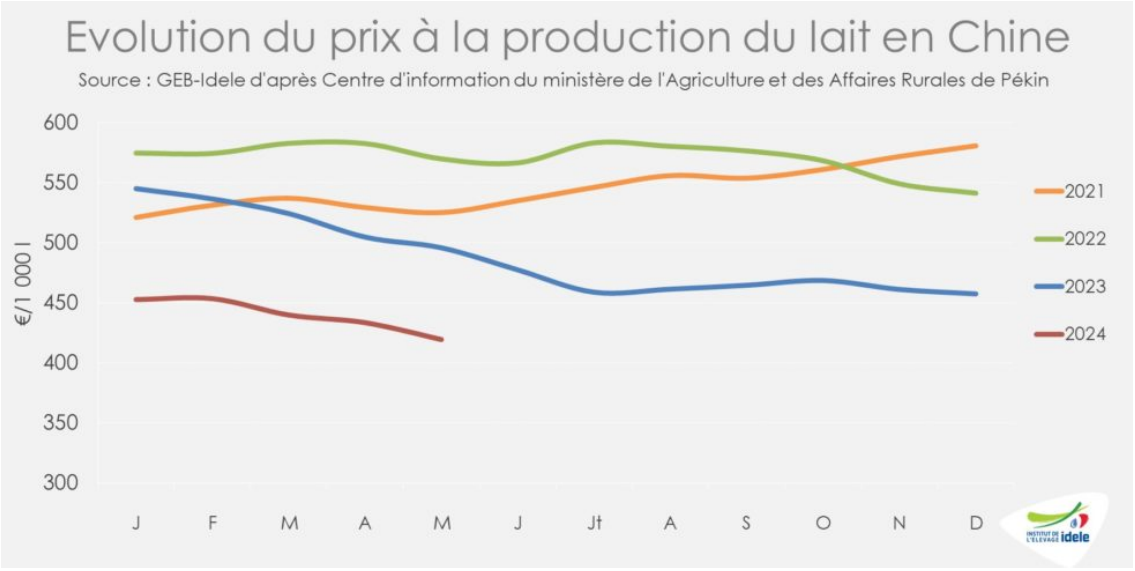
La Chine : entre surproduction et moindre activité sur le marché mondial

Après le plateau atteint en 2006, la **production laitière chinoise** a entamé une nouvelle période de hausse en 2018. En 2023, elle a ainsi atteint près de 42 Mt (+7% /2022) d'après les statistiques chinoises. Depuis 2018, soit en cinq ans, la production laitière chinoise a bondi de +10 Mt (+33%). Cette dynamique semble se poursuivre depuis le début de 2024. Les entreprises chinoises de transformation laitière et les politiques publiques chinoises ont incité à produire afin notamment d'être auto-suffisant en lait cru et en produits laitiers.

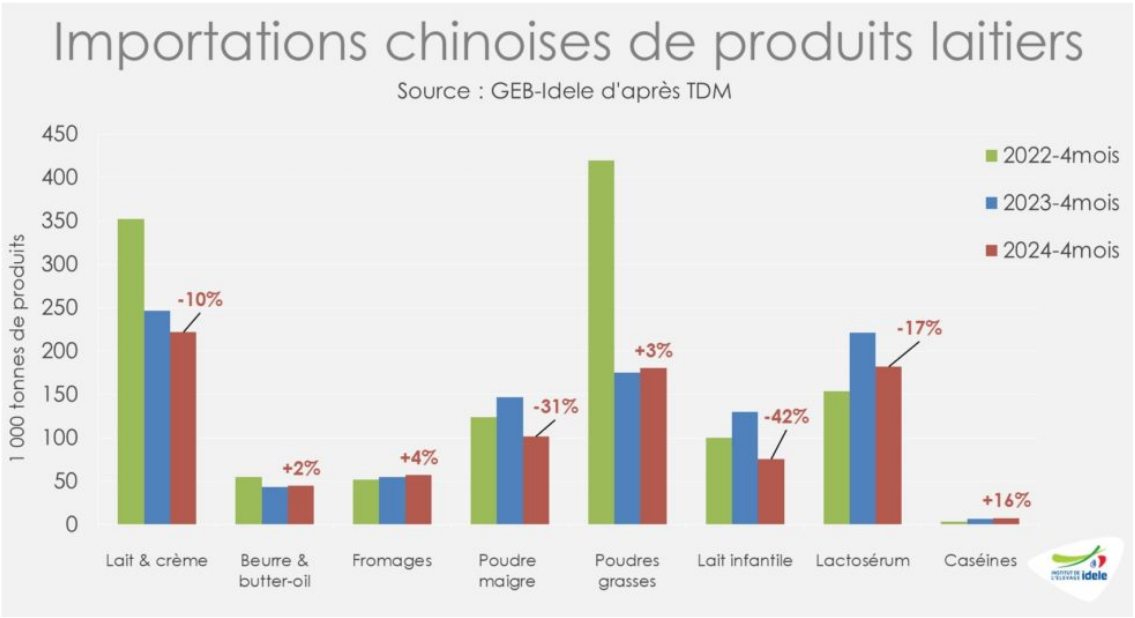


Mais actuellement, **la consommation domestique ne suit pas**. Le pouvoir d'achat des ménages chinois est affecté par la moindre croissance dans le pays avec un effet direct sur les achats de produits laitiers par les ménages. Hausse de production et baisse de la consommation ont plusieurs effets directs. D'après plusieurs observateurs, **les stocks chinois de poudres sont en hausse**. Et face à ce surplus de production, les **prix du lait à la production comme les importations chinoises de produits laitiers sont à la peine.**

Ainsi, en mai 2024, **le prix moyen à la production du lait** en Chine était à nouveau en retrait à 3,38 RMB/kg (-3% / avril 2024 et -13% /mai 2023), soit 419 €/1 000 l (-3% /avril 2024 et -15% /mai 2023).



Et après la baisse des importations initiée en 2022, **les achats chinois de produits** laitiers sur le marché mondial étaient loin d'avoir retrouvé leurs niveaux début 2024. En cumul sur les quatre premiers mois de l'année, les achats de lait et crème (-10% /2023), de poudre maigre (-31%), de lactosérum (-17%) ou de poudre de lait infantile (-42%) étaient orientés à la baisse. Et malgré la légère hausse, les achats de poudres grasses restaient limités (+3% /2023 mais -57% /2022).



Les élections législatives font exploser le prix de l'agneau britannique

Dernière révision le 24 juin 2024

En moyenne de mars à avril 2024, la cotation en euros de l'agneau lourd britannique a surpassé celle de l'agneau français. La nette baisse de la production au Royaume-Uni tire le cours vers le haut et ce, malgré l'explosion de leurs importations de viande ovine. L'appréciation de la livre face à l'euro, en réaction aux élections législatives anticipées en France, accentue l'augmentation du prix de la viande britannique importée en France.

Viande ovine » France »

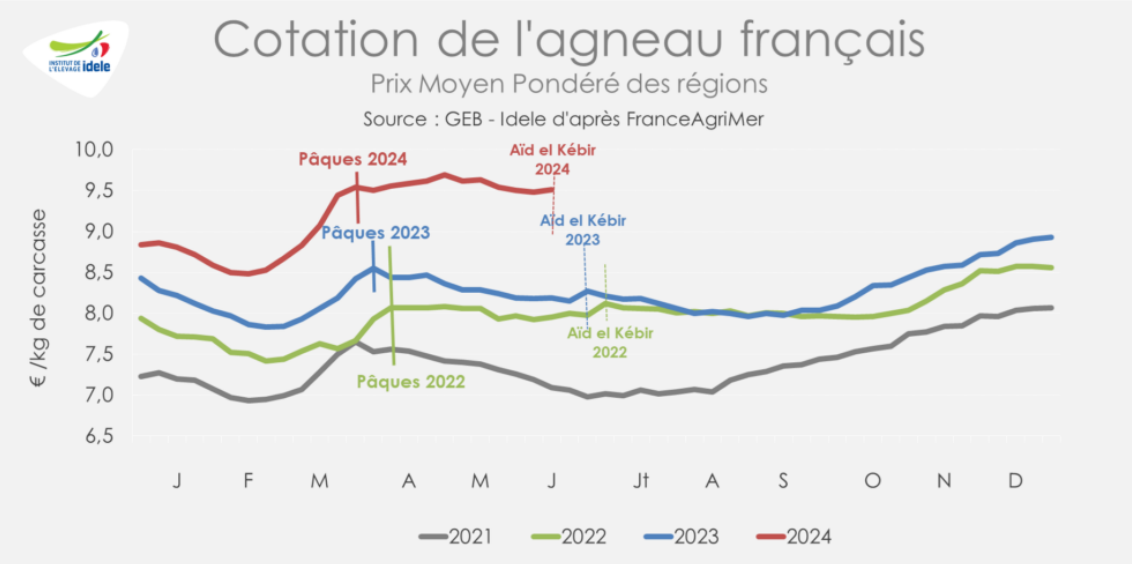
Le commerce reste peu dynamique et les cours baissent

Dernière révision le 24 juin 2024

Le cours de l'agneau français poursuit sa baisse saisonnière sous l'effet d'achats des consommateurs en net repli. L'offre reste très modeste, tant au niveau de la production française que des importations de viande ovine, ce qui explique le maintien du cours à un niveau historiquement élevé. L'Aïd el Kébir relance le marché en semaine 24 et fait ponctuellement remonter la cotation.

Le cours poursuit sa traditionnelle baisse

En **semaine 24** de 2024 (se terminant le 16 juin), la cotation atteignait **9,51 €/kg** soit +1,33 €/kg comparée à la même semaine en 2023 et +1,59 €/kg comparé à celle de 2022.
Bien que **l'offre reste modeste**, les achats le sont aussi, ce qui pèse traditionnellement sur la cotation à cette période de l'année. Mais les sorties d'agneaux et les importations, en repli par rapport aux années passées, expliquent le niveau historiquement élevé de la cotation.
L'**Aïd el Kébir**, les 15 et 16 juin soit en semaine 24, redynamise le marché et conduit au traditionnel sursaut de la cotation contrebalançant la tendance baissière.



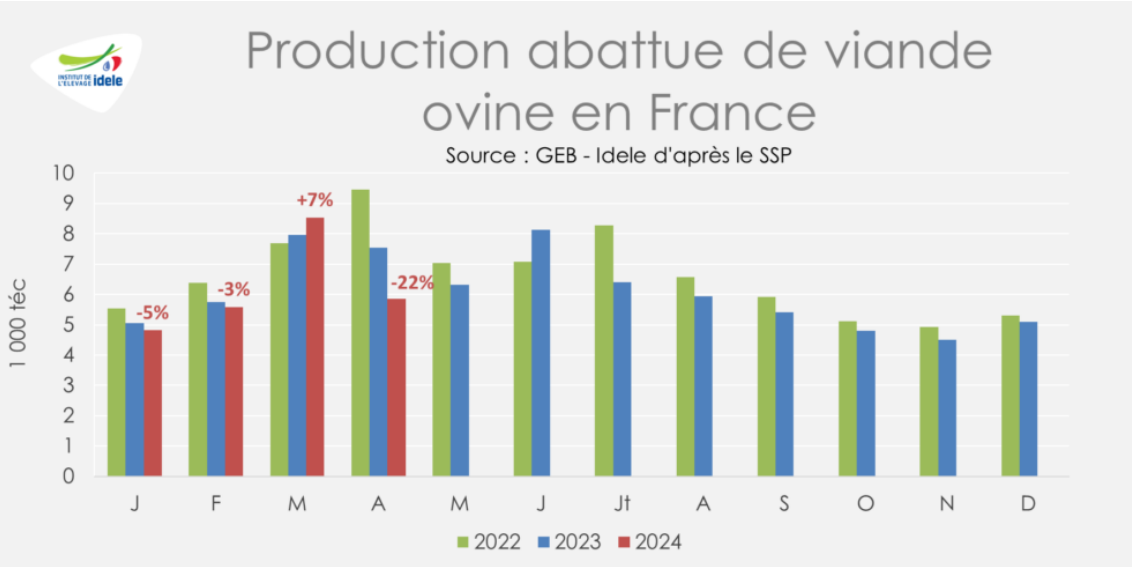
Très dépendant de l'indice des prix des carburants, **l'IPAMPA ovin viande** a poursuivi sa légère baisse amorcée fin 2022 et était stable d'un mois sur l'autre en avril 2024. À 131,0, il est en repli de -4% /2023. L'indice énergie et lubrifiants diminuait de -1%/ mars 2024 et augmentait de +3% d'une année sur l'autre tandis que l'indice engrais était stable d'un mois sur l'autre et en retrait de -20%/2023. L'indice aliments achetés reculait quant à lui de -1% d'un mois sur l'autre et de -12% /2023. **Malgré quelques améliorations, ils restent à des niveaux historiquement élevés.**

Abattages en net repli sur les quatre premiers mois de 2024

Selon *Agreste*, la **production** abattue de viande ovine était en recul de -6% d'une année sur l'autre sur les quatre premiers mois de 2024, et de -12% comparé à la moyenne des cinq dernières années (2019-2023).

Les abattages de **réformes** ont baissé de -14% en têtes et en volume, avec un poids moyen de carcasse à 26,4 kgéc (stable comparé à 2023). Ceux des **agneaux** ont aussi diminué, de -3% en effectif et -4% en volume, signe d'une baisse des poids moyens de carcasse (de 18,2 à 18,0 kgéc entre 2023 et 2024).

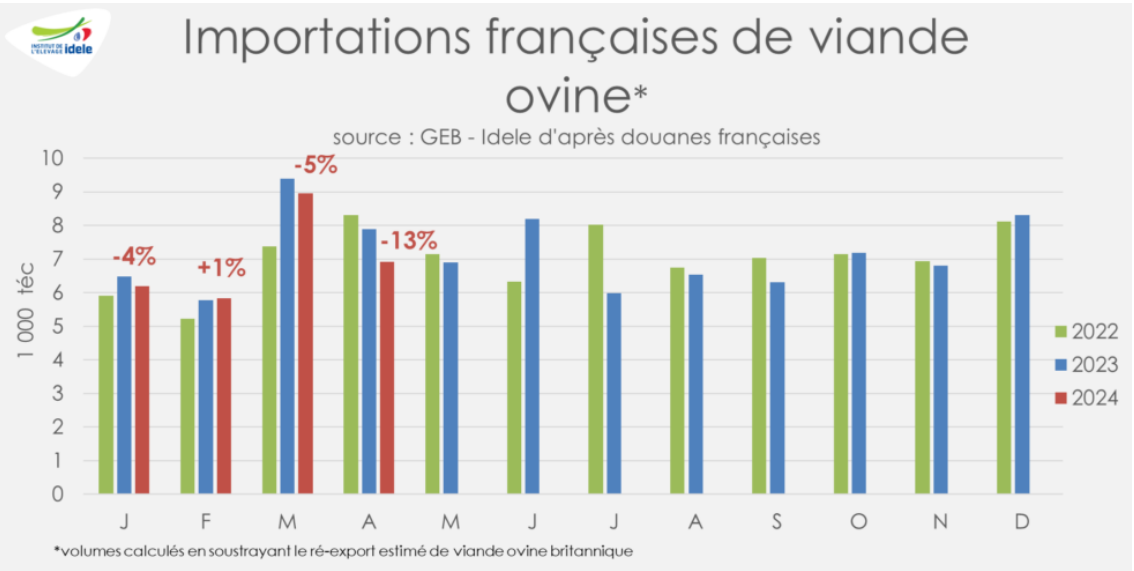
La production française se replie et, accompagnée d'importations modestes, maintient le marché sous tension. Les abatteurs sont en forte **concurrence** pour acquérir des agneaux.



Les **importations d'agneaux vivants se replient** en ce début d'année 2024, en baisse de – 2% sur 4 mois /2023. Les agneaux espagnols sont insuffisamment nombreux cette année pour fournir l'Aïd, selon les professionnels de la filière.

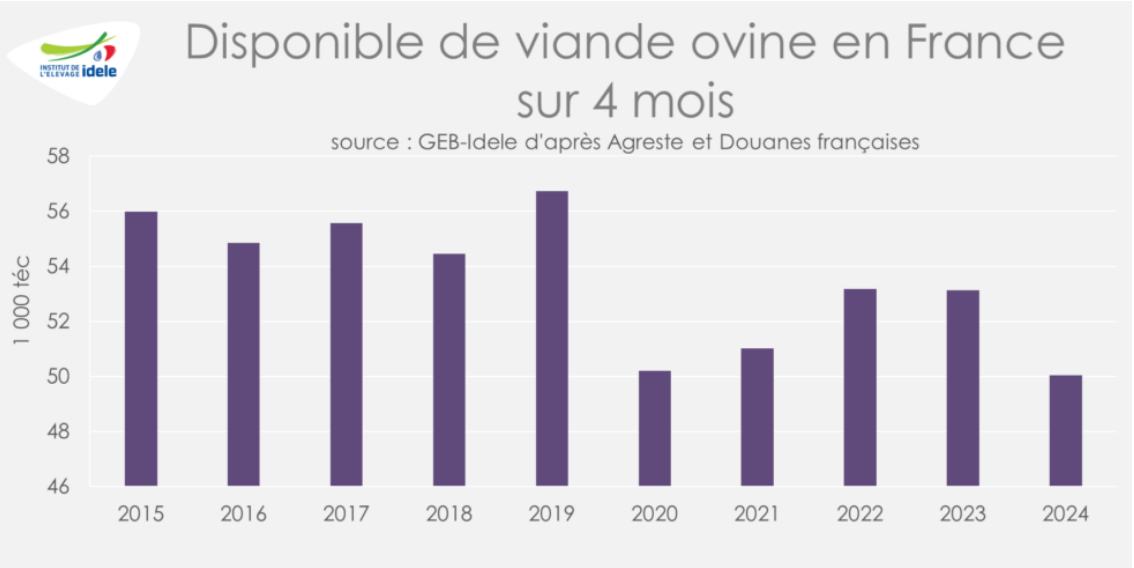
Les importations de viande ovine britannique et irlandaise reculent nettement

Sur les **quatre premiers mois de 2024**, les importations françaises de viande ovine ont reculé de **-5%** d'une année sur l'autre, à 28 000 téc : elles ont progressé en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Espagne, de respectivement +14% /2023 et de +8%, mais ces hausses n'ont su contrebalancer les nettes baisses d'Irlande (-10%) et du Royaume-Uni (-9%), engendrées par un repli de la production chez ces derniers.



Le disponible se replie d'une année sur l'autre

Sur **4 mois en 2024**, les abattages français sont en repli d'une année sur l'autre, tout comme les importations et les exportations de viande ovine. Le disponible recule de **-4% /2023** et de **-10% comparé à la moyenne 2015-2019**.



Viande ovine » UE et monde »

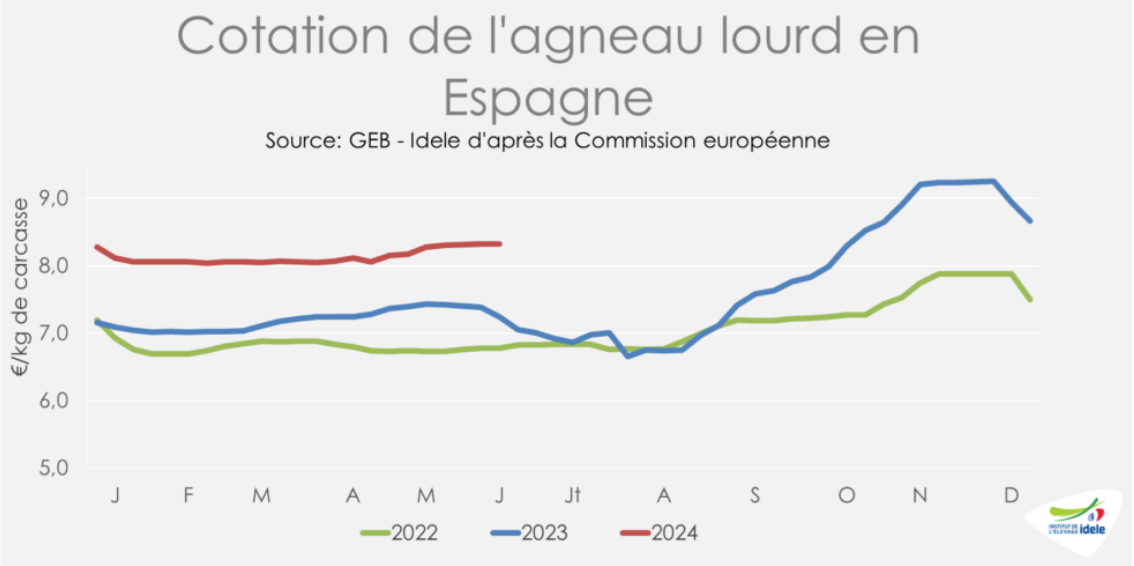
L'Espagne concentre ses exports de vifs vers le Maroc

Dernière révision le 24 juin 2024

Soumis à plusieurs années de forte sécheresse, l'élevage ovin espagnol est souffrant et les exportations, de viande comme de vifs, en pâtissent. Le gouvernement marocain octroie depuis l'an passé une prime à ses engraisseurs qui importent des ovins vifs, faisant le bonheur des exportateurs espagnols, au détriment du marché français, 1er client de l'Espagne, qui a pourtant besoin d'agneaux.

Espagne : des exports de vifs en repli et concentrés sur le Maroc

Le **cours** de l'agneau espagnol oscille légèrement au-dessus des 8 €/kg depuis plusieurs semaines, après avoir légèrement diminué en début d'année. En **semaine 23**, il s'établissait à **8,33 €/kg**, soit + 1,09 €/kg au-dessus de son niveau de 2023. Ce cours élevé illustre une offre toujours en repli.



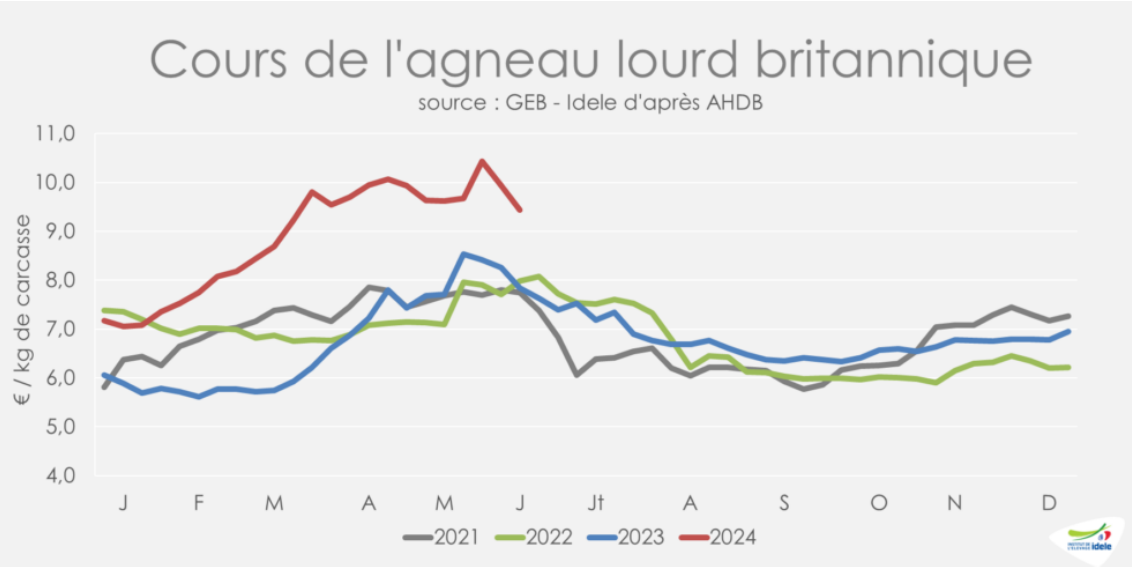
Après une baisse de -11% entre 2022 et 2023, la **production** de viande ovine espagnole a poursuivi sa diminution début 2024 : **sur 3 mois**, à 24 000 téc, elle reculait de **-11% /2023**. Le nombre d'agneaux abattus baissait de -7% et celui des réformes de -34%.

Avec un disponible nettement diminué, la tendance baissière des exports de viande ovine comme de vifs se poursuit début 2024. Sur les **quatre premiers mois**, les **exportations de viande ovine** espagnole reculaient en effet de **-7% /2023**, à 15 000 téc, principalement du fait d'un arrêt des envois vers Oman et d'une forte baisse vers les Emirats Arabe Unis (-85%) et l'Italie (-10%), qui n'ont pas contrebalancé la hausse vers la France (+11%).

Sur la même période, les **envois d'agneaux vivants** ont nettement chuté, de **-9% /2023** à 458 000 têtes. Les nettes baisses vers le Portugal (-23 000 agneaux), la Jordanie (-40 000), la Hongrie (- 47 000), la France (-31 000), l'Arabie Saoudite (-22 000) et l'Italie (-34 000) n'ont pas été compensées par la forte hausse vers le **Maroc** (+137 000 têtes). Parallèlement, les envois de réformes ont plus que doublé, atteignant 69 000 têtes, essentiellement en direction du **marché marocain**.

Royaume-Uni : une cotation historiquement élevée

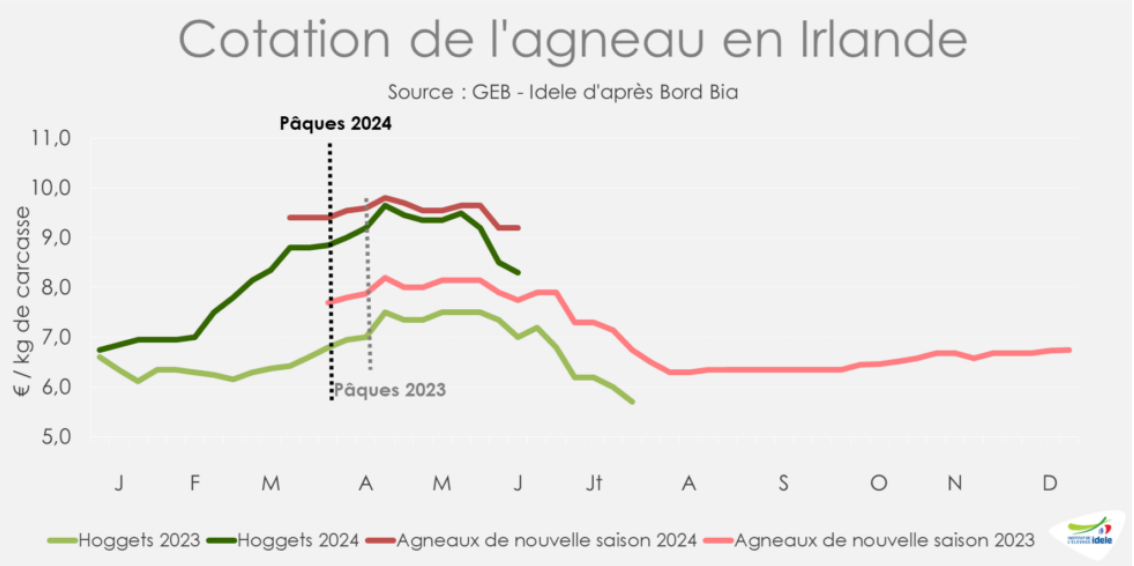
Le **cours** de l'agneau britannique a entamé sa baisse saisonnière : en **semaine 23**, il se situait à **9,49 €/kg**, soit +1,64 €/kg comparé à 2023 et +1,50 €/kg /2022.



La **production** britannique de viande ovine a totalisé 108 600 t sur les **quatre premiers mois de 2024**, en baisse de **-6%** d'une année sur l'autre. Cela s'explique par un repli de -16% des abattages de réformes (-110 000 têtes) et de -8% des abattages d'agneaux (soit -368 000 têtes). Comparée à la moyenne 2015-2019, elle recule de -4%. Les sorties des agneaux de nouvelle saison sont retardées, expliquant cette baisse de production.
Les **importations** de viande ovine ont par ailleurs continué de croître vivement, illustrant la mise en place des accords commerciaux avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie (printemps 2023). Elles ont ainsi progressé de **+48% /2023** sur 4 mois en 2024, avec +68% en provenance de Nouvelle-Zélande et +63% d'Australie mais -13% d'Irlande.
Malgré des importations dynamiques, les **exportations** britanniques de viande ovine ont reculé de **-9% /2023** sur la période, la production s'étant affaiblie. Elles ont progressé de +6% vers la France mais se sont repliées de -14% vers l'Allemagne. Elles se tenaient ainsi -4% sous leur niveau d'avant *Brexit* et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019). Les élections législatives anticipées en France ont provoqué une baisse de l'euro face à la livre sterling, autre facteur désavantageant les exportations britanniques vers la France.
Des évolutions positives des **ventes d'agneau au détail** ont été enregistrées ces derniers mois au Royaume-Uni, aidées par une période de forte activité du fait des fêtes religieuses (**+4%** en volumes de mi-février à mi-mai 2024 /2023), ce qui réduit d'autant le disponible à l'export.

Irlande : l'offre et les exportations poursuivent leur baisse

En **semaine 23** de 2024, la cotation de l'agneau de nouvelle saison irlandais était à **9,20 €/kg**, soit +1,45 € /2023 et +0,85 €/ 2022. Comme au Royaume-Uni, le manque d'offre face à une demande dynamique explique ce niveau de prix, en plus des cotations élevées chez les principaux clients de l'Irlande (France, Royaume-Uni, …).



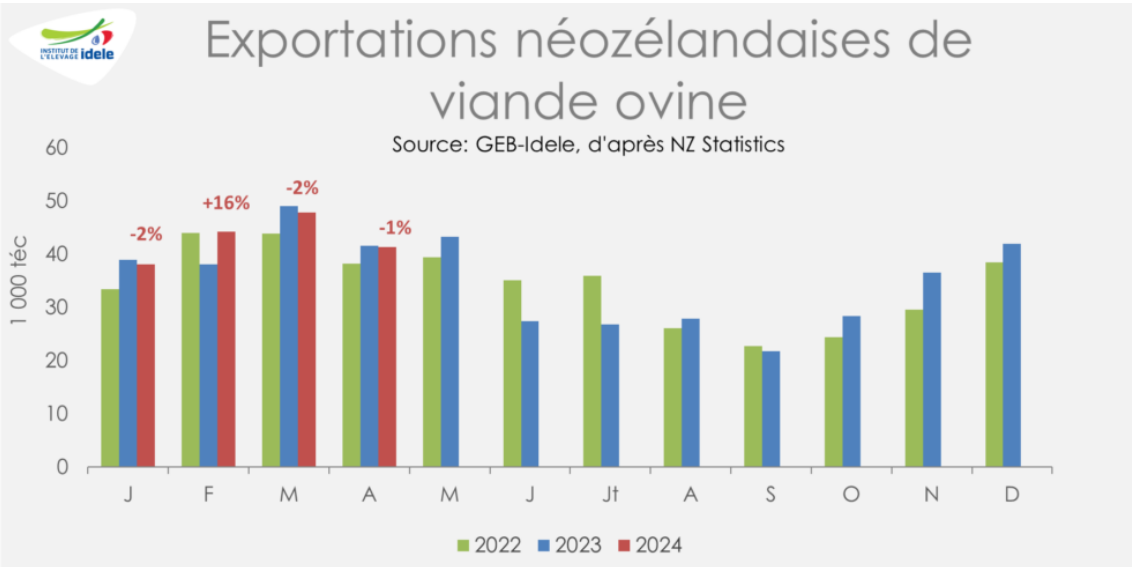
Après avoir fléchi de -1% /2022 en 2023, les **abattages** d'ovins irlandais ont perdu **-6%** /2023 sur les **4 premiers mois de 2024**. Les effectifs d'agneaux abattus ont baissé de -5% /2023 et ceux de réformes de -8%. La production de viande ovine en volume a perdu -6%, à 21 400 téc, mais cela reste un niveau soutenu, +5% plus élevé que la moyenne des cinq dernières années sur 4 mois cumulés. Les professionnels avaient peur de manquer d'agneaux pour l'Aïd el-Kébir, mi-juin.

Sur quatre mois 2024, les **exportations** de viande ovine irlandaise ont baissé de **-13%** à 17 000 téc dont -8% vers la France mais +7% vers le Royaume-Uni. La concurrence sur le marché européen de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni, ainsi que la baisse de la production nationale, en sont les principales causes.

Nouvelle-Zélande : des envois concentrés sur le Royaume-Uni et l'Amérique du Nord

Après avoir augmenté de +1% entre 2022 et 2023, la **production** ovine abattue en Nouvelle-Zélande a gagné **+6%** d'une année sur l'autre, à 192 000 t sur les **quatre premiers mois de 2024**. Le nombre d'agneaux abattus a augmenté de +14%, à 8,6 M de têtes, tandis que celui des réformes a reculé de -19% à 1,3 M de têtes.

Les **exportations** de viande ovine sont aussi en hausse : **+2% /2023**, à 172 000 téc. Sur ces quatre premiers mois de 2024, la demande chinoise en agneau néozélandais recule nettement (-21%), du fait à la fois d'une hausse de l'autosuffisance chinoise et de la compétitivité accrue de l'Australie sur ce marché. La Nouvelle-Zélande a donc réorienté ses envois, se concentrant notamment sur le Royaume-Uni (+58%) et l'Amérique du Nord (+46% vers les USA, +42% vers le Canada et x7 vers le Mexique).



Maintien du prix du lait en France, forte baisse en Espagne et aux Pays-Bas

Dernière révision le 24 juin 2024

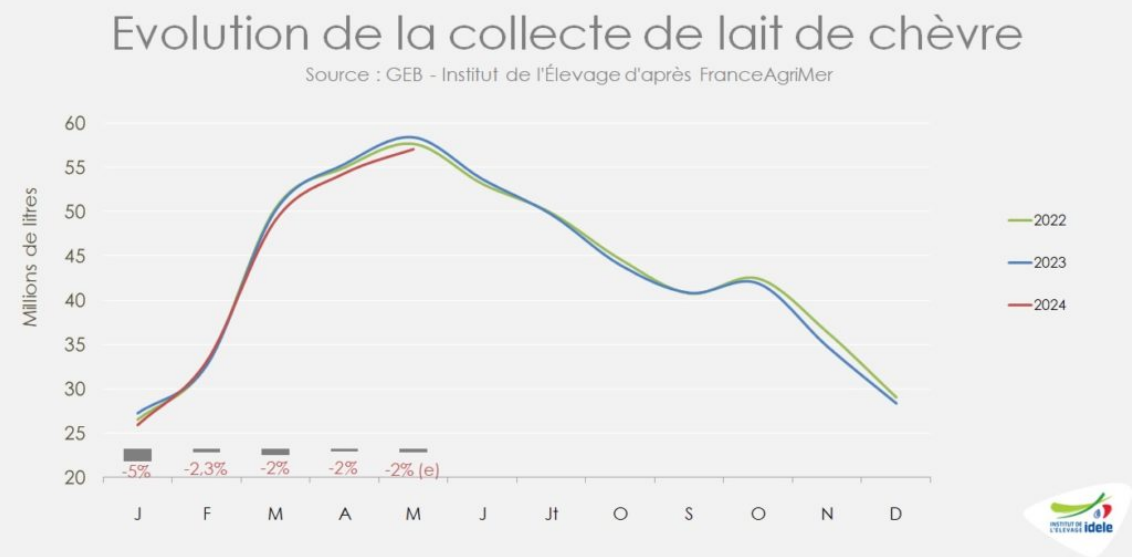
Alors que la collecte de lait de chèvre est en retrait sur ce début d'année 2024 par rapport à 2023, les signes d'une timide reprise de la consommation apparaissent dans les données d'achats des ménages. Cela se traduit par des fabrications dynamiques de fromages et d'ultra-frais au lait de chèvre. Alors que les charges décroissent lentement, le prix du lait français se maintient légèrement au-dessus de son niveau de 2023. Chez nos voisins espagnols et néerlandais, la situation semble plus compliquée, avec un prix du lait en fort recul.

Bonne dynamique des fabrications de produits au lait de chèvre

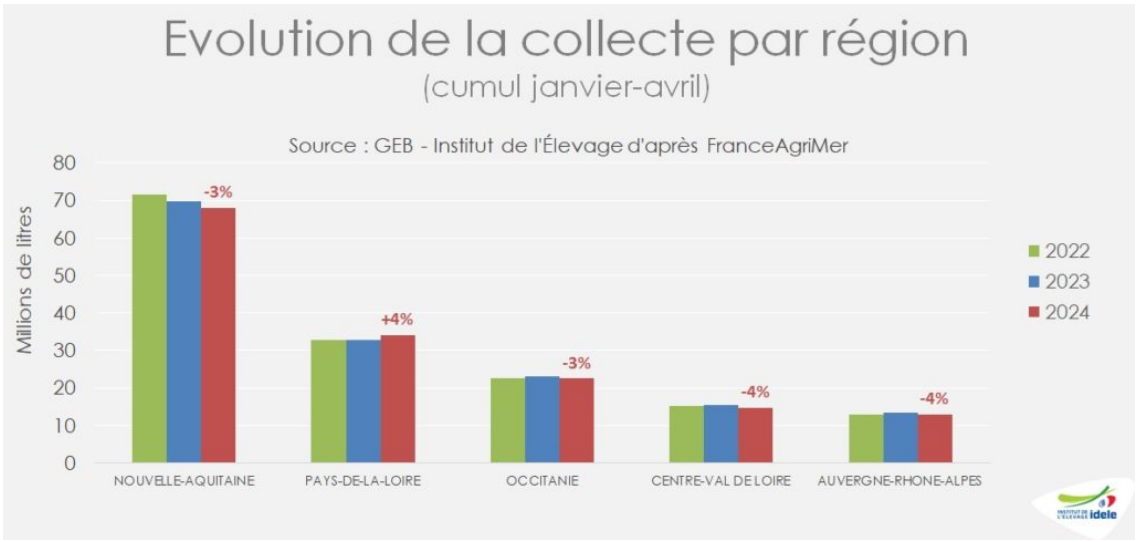
Dernière révision le 24 juin 2024

En avril, l'approvisionnement total des transformateurs en lait de chèvre s'est établi à un peu plus de 58 millions de litres, en léger retrait d'une année sur l'autre (-0,3% /2023), les importations venant en partie compenser la baisse de la collecte. Côté fabrications, les produits ultra-frais sont toujours dans une bonne dynamique tandis que l'activité a repris pour les fromages.

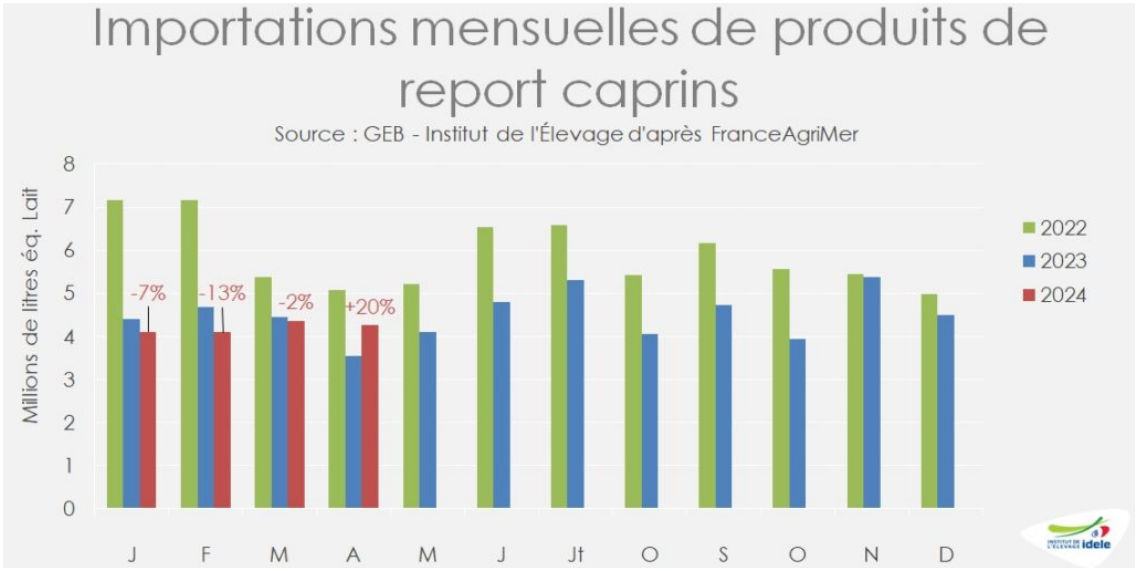
Collecte de lait de chèvre toujours en retrait



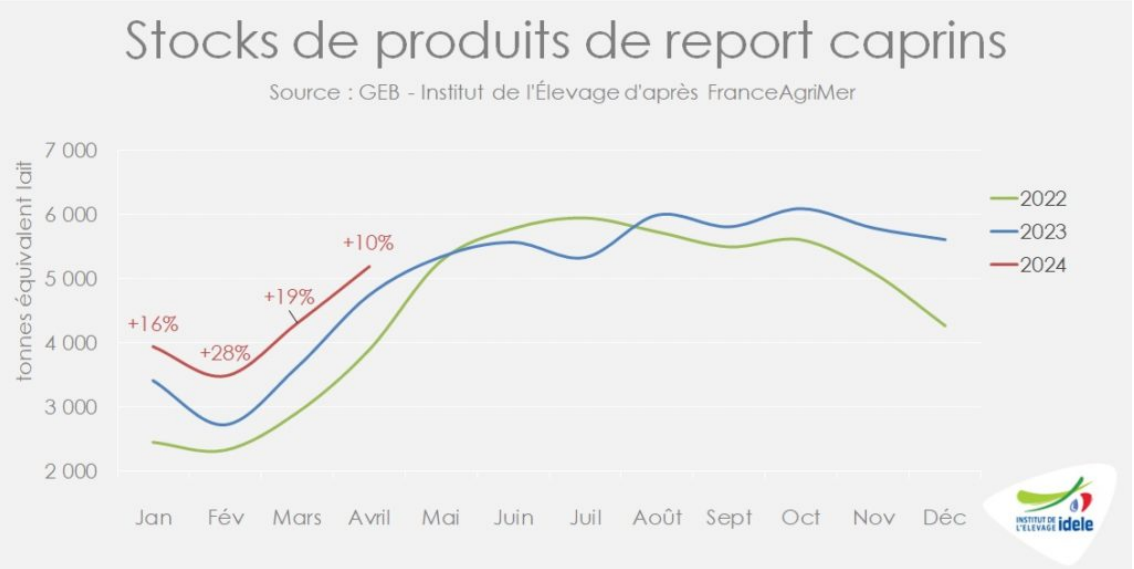
La collecte nationale poursuit son évolution en-deçà de son niveau de 2023. Avec 54,3 millions de litres de lait en avril, elle est en retrait de -2% /2023. D'après l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, la tendance se poursuit en mai. En cumul sur les quatre premiers mois de l'année, la collecte de lait de chèvre s'est élevée à 162,3 millions de litres (-1,8% /2023, hors correction de l'effet année bissextile). Les conditions climatiques, la qualité des fourrages et les difficultés à apporter du vert expliquent ce recul.



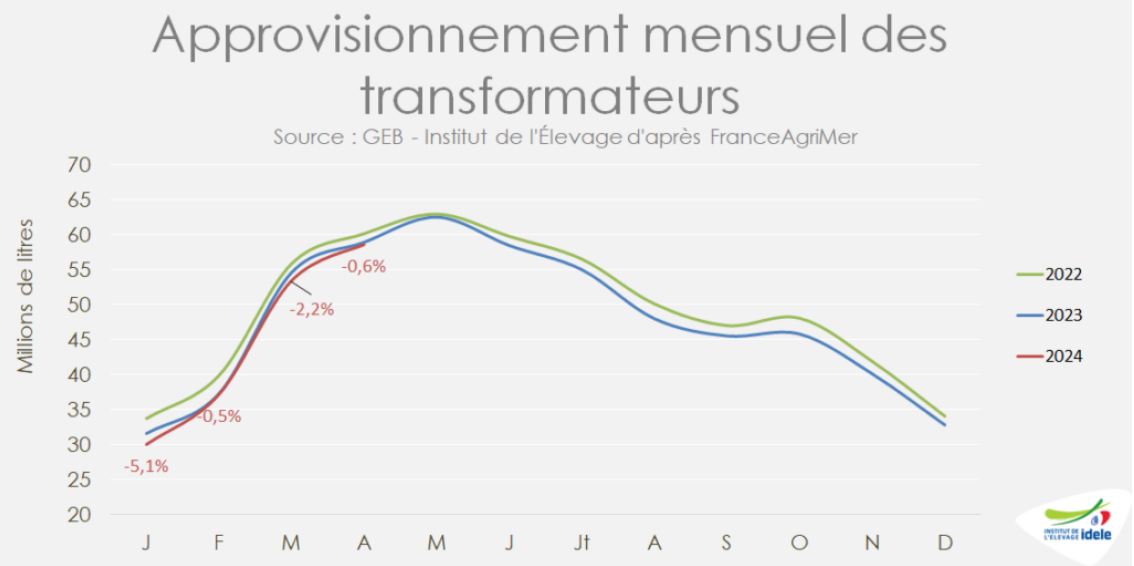
Depuis le début de l'année, **les dynamiques sont très différentes d'une région à l'autre**. En cumul sur quatre mois, la collecte a augmenté de +4% /2023 en Pays de la Loire, tandis qu'elle est en retrait dans les autres régions : -3% en Nouvelle-Aquitaine, -3% en Occitanie, -4% en Centre-Val de Loire et – 4% en AURA (chiffres non corrigés de l'effet année bissextile).



Les importations de produits de report étaient en hausse en avril 2024 par rapport au même mois de 2023, à 4,3 millions de litres équivalent lait (+20% /2023), mais légèrement inférieures à celles de mars (-3% /mars 2024). En cumul de janvier à avril, elles ont atteint 16,8 millions de litres équivalent lait (-1% /2023). 2023 était déjà la plus basse des dix dernières années.

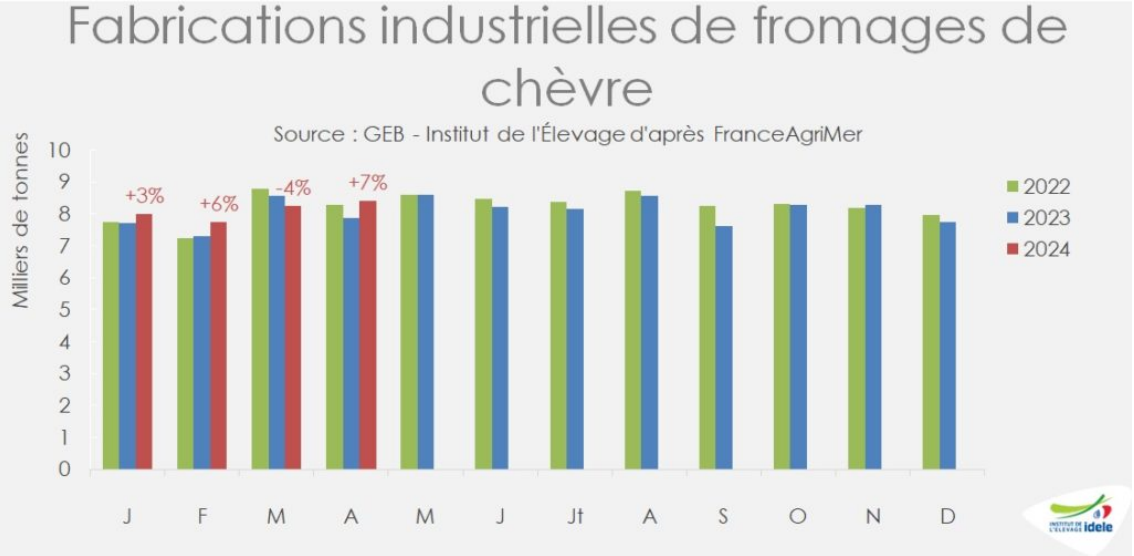


Les stocks de produits de report caprin s'élèveraient à 5 195 tonnes en avril selon FranceAgriMer, soit +10% par rapport à avril 2023, et en hausse de +21% par rapport à mars 2024, le mois précédent. Alors que la collecte a quasiment atteint son pic, et dans un contexte de consommation stable, les transformateurs ont toujours des stocks importants.

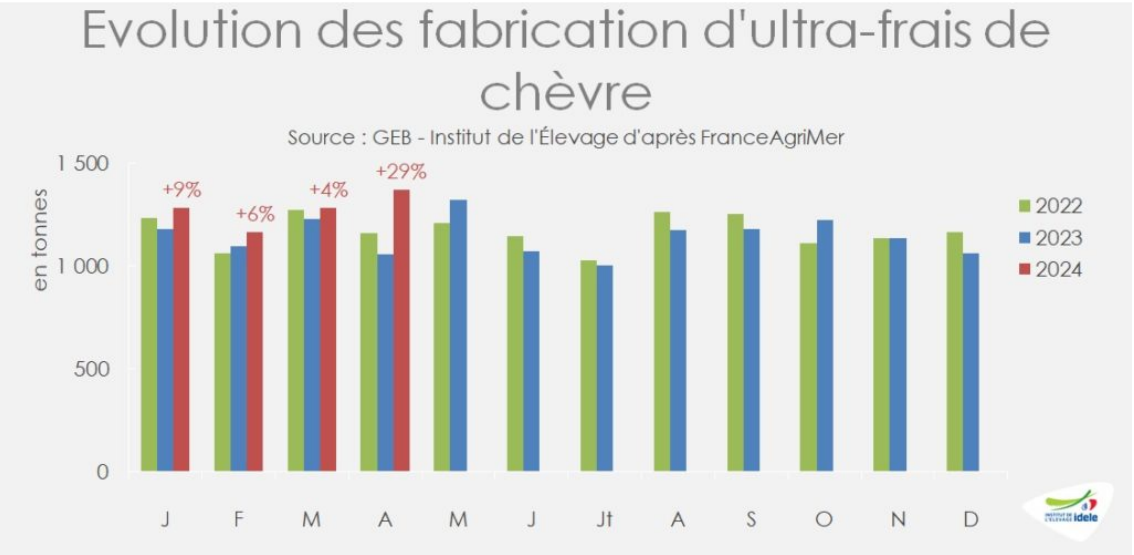


Les importations permettant d'ajuster **les approvisionnements des transformateurs**, ceux-ci sont stables en avril à 58,3 millions de litres (-0,6% /2023). Sur les quatre premiers mois de l'année, le recul est de -2% /2023, à 179 millions de litres.

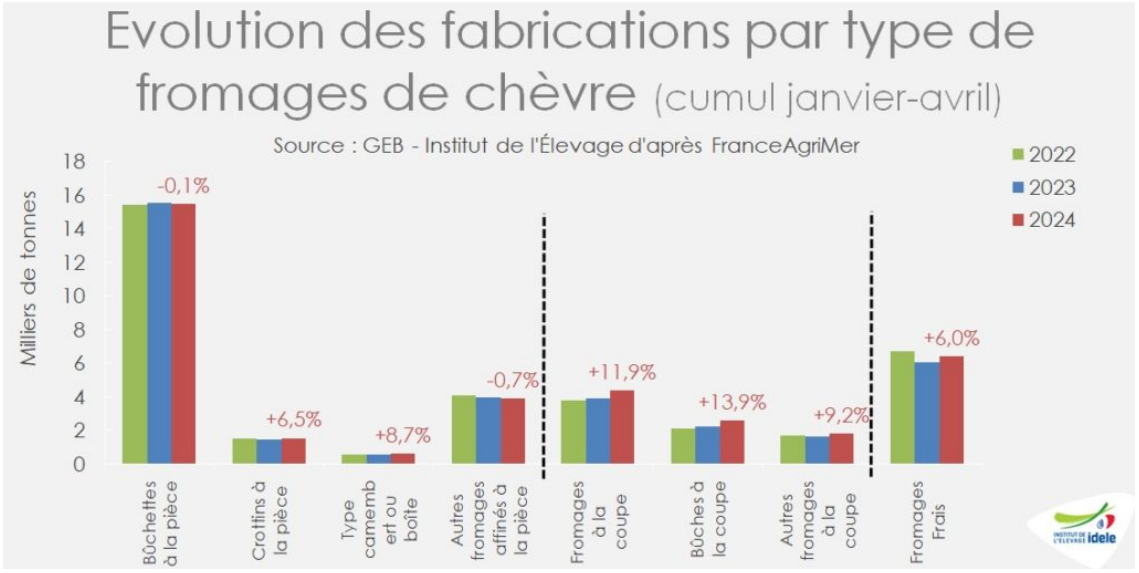
Bonne dynamique des fabrications de fromages en avril



En avril, **les fabrications de fromages de chèvre** ont augmenté de +7% /2023, à 8 405 t. En cumul de janvier à avril, elles atteignent 32 400 t (+3% /2023).

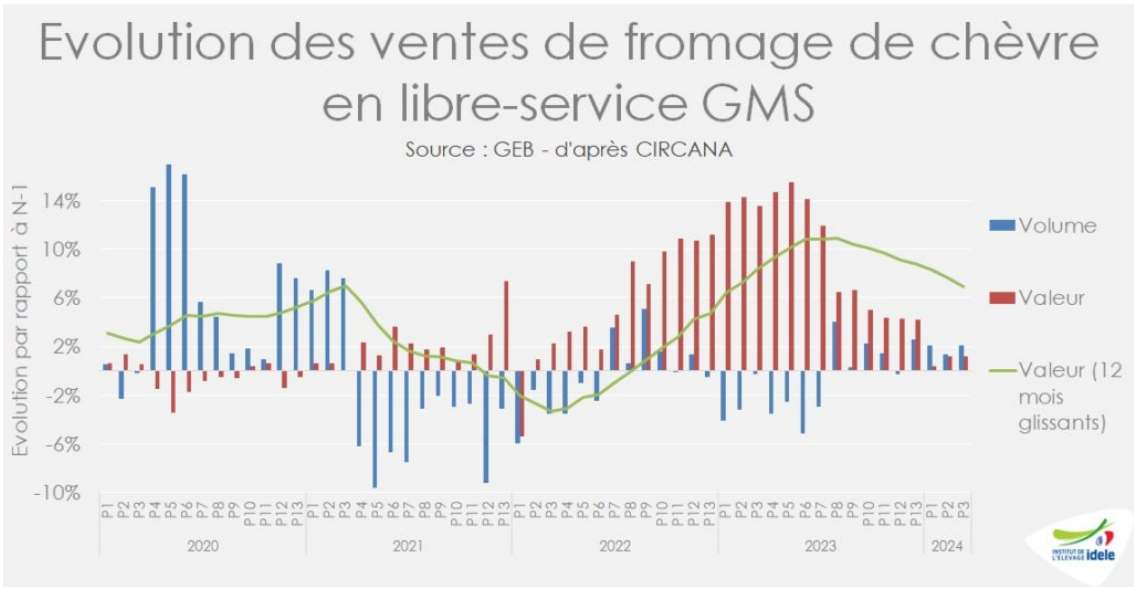


L'ultra-frais poursuit sa bonne dynamique depuis le début de l'année, avec 1 370 t fabriquées en avril 2024 (+29% /2023), qui compte deux jours ouvrés de plus qu'en avril 2023, soit un cumul de plus de 5 100 t sur les quatre premiers mois de l'année (+12% /2023).
En lait de consommation, les données de fabrications ne sont plus diffusées depuis mars pour respecter le secret statistique.



Dans le détail, les fabrications de bûchettes à la pièce, 49% des volumes en 2023, ont été en léger recul en avril (-2% /2023) et sont stables en cumul de janvier à avril 2024 (-0,1% /2023). Les bûches à la coupe ont poursuivi leur dynamique, en hausse de +11,9% /2023 en avril. Les fabrications de fromages frais, en retrait en 2023, sont toujours en hausse, de +6% /2023. En cumul sur quatre mois, toutes les catégories de fromages sont stables ou en hausse.

Consommation en légère hausse au premier trimestre



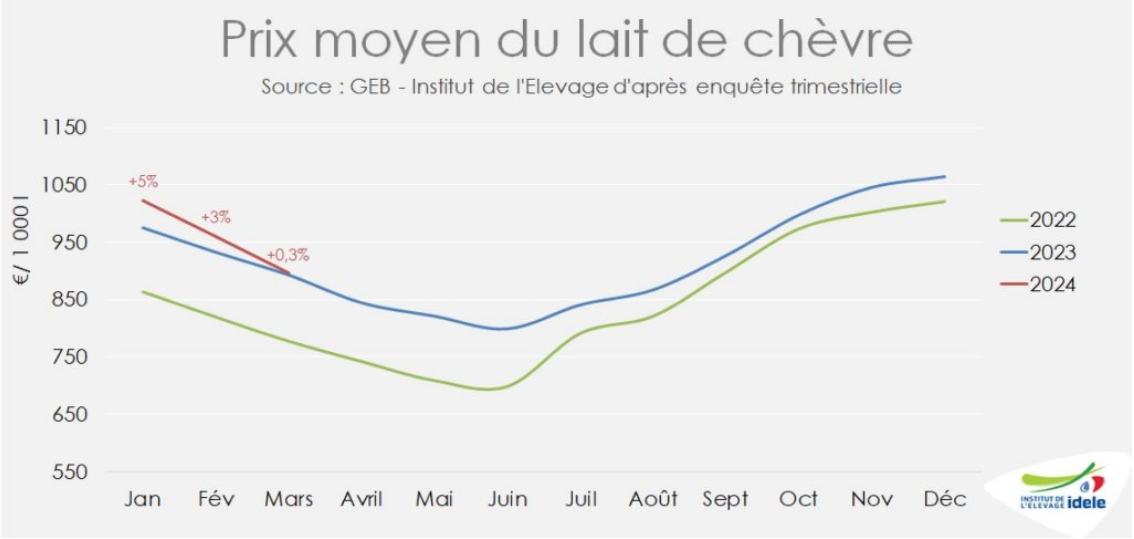
Les ventes de fromages de chèvre au rayon libre-service des GMS sont en légère hausse de +1,9% sur les trois premières périodes de 2024 (jusqu'au 24 mars). Dans les faits, ce sont les marques de distributeurs, en hausse de +5,9% sur un an et de +8,6% depuis le début de l'année, qui assurent la stabilité globale des volumes. Les marques nationales sont en recul de -4,2% sur un an et -2,9% entre janvier et mars.
Côté fromages AOP, seuls le Sainte Maure de Touraine et le Rocamadour parviennent à maintenir leurs volumes (respectivement +3,6 et +0,1% en cumul annuel mobile).
En ultra-frais, les achats des ménages en GMS sont dynamiques, à l'image des fabrications, à +1,8% en cumul annuel mobile (CAM). Là encore, les marques des distributeurs (MDD) sont moteurs de la croissance en volume, à +137% en CAM contre -4,8% pour les marques nationales.

Stabilité du prix du lait en France, forte baisse aux Pays-Bas et en Espagne

Dernière révision le 24 juin 2024

En France, le prix du lait de chèvre en mars se maintenait juste au dessus de son niveau de 2023. Pour les livreurs espagnols et néerlandais, les prix payés accusent une forte baisse depuis le début de l'année : -7% aux Pays-Bas et -9% en Espagne en avril 2024 par rapport au même mois de 2023.

Le prix du lait de chèvre français supérieur à 2023 au 1er trimestre

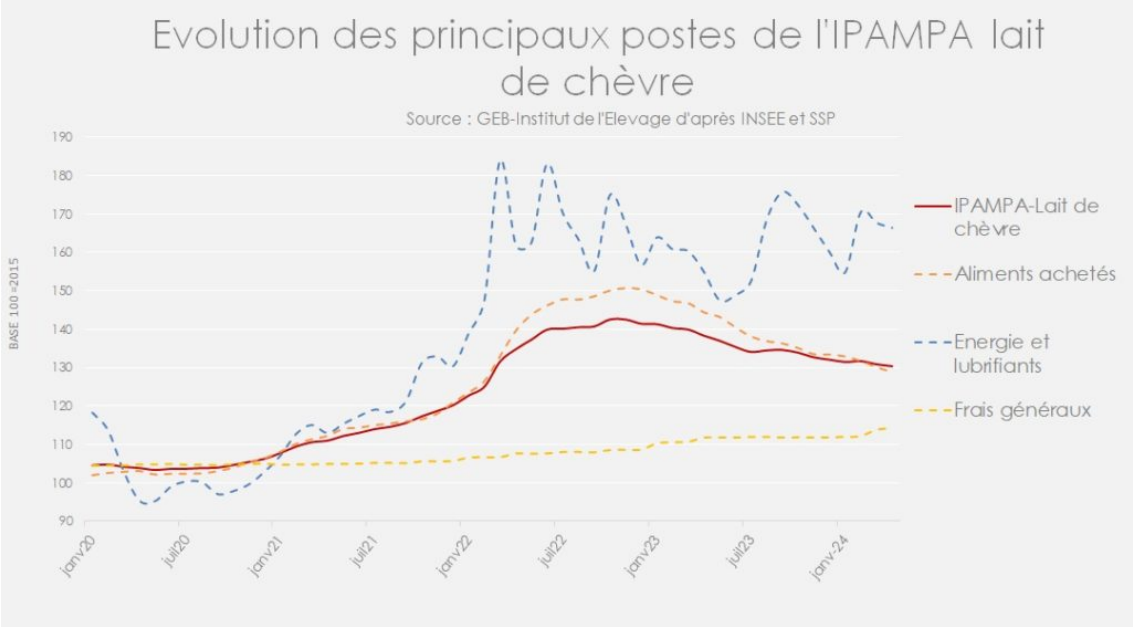


À 946 € les 1 000 litres au 1er trimestre 2024 (+2% /2023), **le prix moyen payé aux producteurs de lait de chèvre** a enregistré une progression de +21 € par rapport à 2023 et +135 € /2022. Cette hausse du prix payé découle de la revalorisation du prix de base du lait de chèvre et de taux plus élevés en janvier.

Légère amélioration des taux en tout début d'année

En moyenne sur les trois premiers mois de l'année, la **composition du lait de chèvre** s'est légèrement améliorée par rapport à la même période en 2023.
La moyenne nationale du TB au 1er trimestre se situe à 43,2 g/l, soit +0,1% /2023. Cette légère hausse sur trois mois masque une évolution mensuelle contrastée. Le TB s'est significativement amélioré en janvier (+2,8% /2023), il a ensuite baissé en février (-0,9%) et mars (-0,3%) par rapport à l'année 2023.
La moyenne trimestrielle du TP s'est établie à 36,7 g/l, soit une hausse de +0,2% d'une année sur l'autre. Cette légère augmentation résulte d'une hausse en janvier (+1,9%), qui a su contrebalancer les baisses de février (-0,6%) et mars (-0,3%).
La concentration du lait de chèvre en matière grasse et matière protéique dans les bassins de production est contrastée. Le bassin Bretagne-Pays de la Loire affiche un TB moyen de 45,1 g/l tandis que les autres régions sont autour de 41-43 g/l. Le TP est plus homogène entre régions.

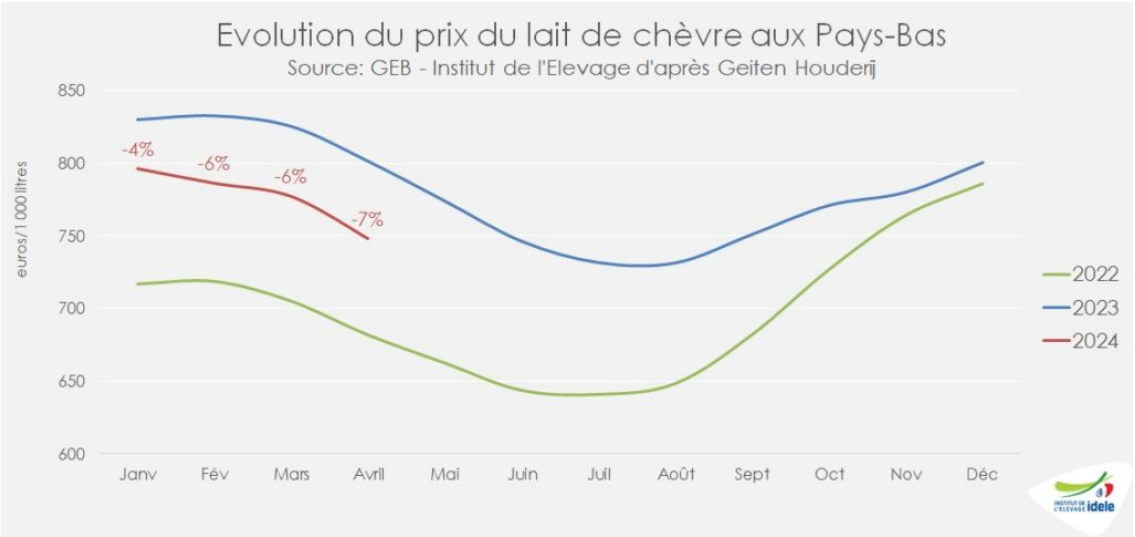
L’IPAMPA poursuit sa lente décrue grâce au repli du prix de l’aliment

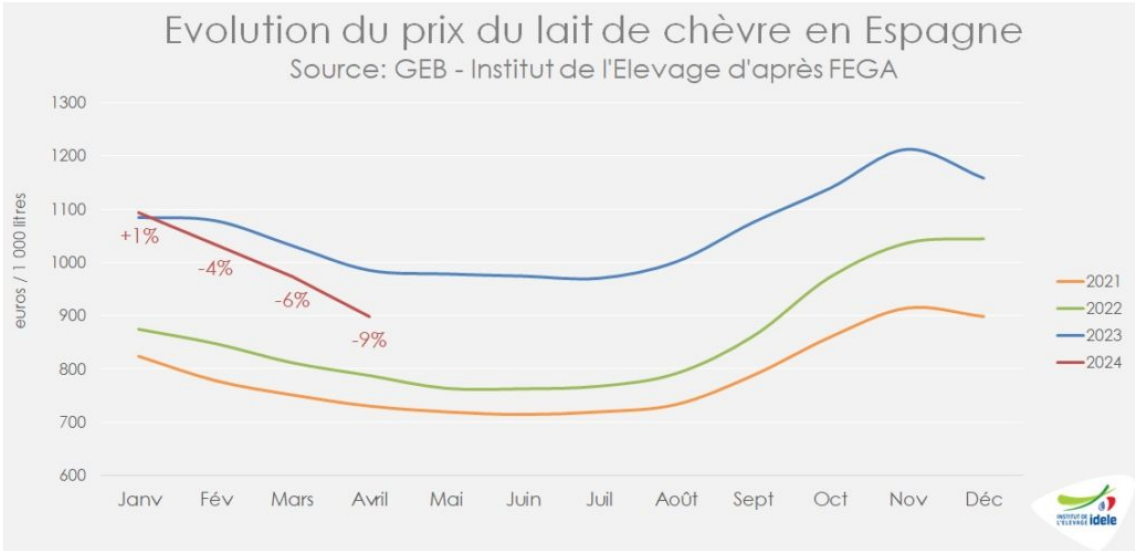


À l’indice 130 en avril, soit -0,2% sur un mois et -5,8% sur un an, l’**IPAMPA lait de chèvre** poursuit sa lente décrue. Le poste aliments achetés est à l’indice 128,8, soit -0,5% /mars 2024 et -10,8% sur un an. Le poste énergie et lubrifiant reste très volatil (-0,8% sur un mois, et +7,4% sur un an) et les frais généraux sont en légère augmentation, +0,25% sur un mois et +2,2% sur un an.

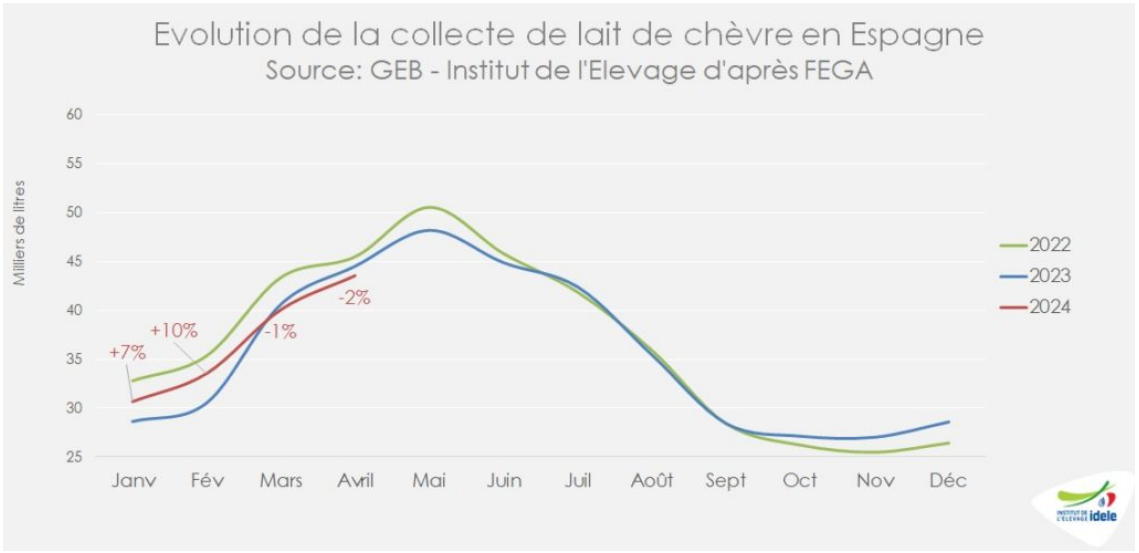
Baisse significative des prix aux Pays-Bas et en Espagne

Chez nos voisins européens espagnols et néerlandais, le **prix payé** est en recul par rapport à 2023 : -9% en avril en Espagne, à 898 €/1000 L, et -7% aux Pays-Bas à 748 €/1000 L.





D'après les données du ministère de l'agriculture espagnol, le nombre d'élevages livrant du lait serait en repli de -7% en avril et la collecte de lait de chèvre en baisse de -2%. Selon l'association des producteurs espagnols de lait de chèvre, la baisse du prix serait liée à l'import de lait, notamment néerlandais, moins cher.



Marchés mondiaux des produits laitiers et de la viande bovine

Dernière révision le 24 juin 2024

Les deux derniers Dossiers Économie de l'Élevage font le point sur les marchés mondiaux des produits laitiers et de la viande bovine. En lait comme en viande, le développement de la production au plus près des bassins de consommation, en Asie notamment, a conduit à un plafonnement de la demande à l'import dans ces pays. Dans les pays développés, l'inflation a affecté la consommation de viande bovine mais pas celle de produits laitiers qui est restée vigoureuse.

Marchés mondiaux des produits laitiers : des échanges contenus

En 2023, comme en 2022, la production laitière mondiale a été peu dynamique. Elle n'a significativement progressé qu'en Asie, surtout en Inde, 1er pays laitier au monde, au Pakistan, et aussi en Chine où les transformateurs laitiers chinois investissent toujours autant dans des élevages de plusieurs dizaines de milliers de vaches. Cependant, elle a marginalement progressé dans les principaux bassins excédentaires qui approvisionnent le marché mondial.



Marché mondial de la viande bovine : des marchés moins tendus

Le cheptel mondial et la production mondiale de viande bovine continuent leur progression. Le marché s'est détendu en 2023 grâce à des exports en hausse en provenance d'Australie, d'Argentine et d'Inde. Les pays importateurs d'Asie ont en outre réduit leur déficit grâce à une production croissante, ce qui a conduit à un plafonnement de la demande à l'import dans certains pays. Les prix sont donc redescendus de leur pic de 2022, sauf en Amérique du Nord où la production était en forte baisse. En Europe, la tendance à la baisse de poursuit, à rebours de celle enregistrée sur le marché mondial.

